

**LES COMMÉMORATIONS DU BICENTENAIRE
DE LA GUERRE DE 1812 SOUS LE GOUVERNEMENT HARPER :
UNE TENTATIVE DE TRANSFORMATION DES MYTHES NATIONAUX CANADIENS**

par
Ariane Blais-Lacombe

Thèse présentée
à la Faculté des études supérieures et postdoctorales de l'Université d'Ottawa
dans le cadre des exigences du programme de maîtrise ès arts (M.A.) en science politique.

Sous la direction de
François Charbonneau



uOttawa

École d'études politiques
Faculté des sciences sociales
Université d'Ottawa

RÉSUMÉ

La présente thèse se penche sur la tentative de transformation des mythes nationaux canadiens par le gouvernement Harper entre 2006 et 2015. La question à laquelle nous souhaitons répondre est : Comment le gouvernement Harper a-t-il cherché à transformer les mythes nationaux canadiens pendant sa décennie au pouvoir? Notre compréhension du concept de « mythe national » est basée sur la théorie des mythes sociaux de Gérard Bouchard (2014). En guise de réponse provisoire à notre question de recherche, nous proposons comme hypothèse que le gouvernement conservateur de Stephen Harper a tenté d'ériger trois mythes nationaux d'orientation conservatrice trouvant leur source dans son interprétation de la guerre de 1812. Le premier mythe est que le Canada est une « nation guerrière » avec un riche passé militaire. Le second est que l'histoire nationale canadienne est longue et remonte à un passé lointain. Le troisième est finalement qu'une part importante de l'identité canadienne correspond à son héritage britannique. L'établissement de ces nouveaux (ou anciens) mythes nationaux s'oppose à l'identité canadienne libérale. Au-delà de l'apparent rapprochement avec les États-Unis opéré par le gouvernement Harper, son récit identitaire prend bien soin de distinguer la nation canadienne de son puissant voisin. Notre étude se concentre sur le bicentenaire de la guerre de 1812, abondamment célébré par les Conservateurs en 2012, pendant l'unique mandat majoritaire du gouvernement Harper. Pour vérifier notre hypothèse, nous analysons une série de documents produits ou financés par le gouvernement canadien dans le cadre de ces commémorations. Notre analyse de contenu permet de mettre en lumière le message véhiculé par les Conservateurs sur l'identité canadienne à partir de cette guerre. Notre étude contribue également dans une plus large mesure à la littérature sur les mythes sociaux et les imaginaires collectifs en proposant une application pratique de la théorie de Bouchard.

REMERCIEMENTS

La rédaction de cette thèse n'aurait pas été possible sans les diverses sources de soutien dont j'ai bénéficié pendant les deux dernières années. J'ai pu réaliser mes recherches grâce au financement obtenu de la part du Conseil de Recherches en Sciences Humaines du Canada (CRSH), du Fonds de Recherche du Québec – Société et Culture (FRQSC), du Régime de bourses d'études supérieures de l'Ontario (BESO) et de l'Université d'Ottawa.

Je tiens à remercier mon directeur de recherche, François Charbonneau, pour ses nombreux conseils tout au long de l'élaboration et de la réalisation de mon projet de recherche. Ses multiples lectures et ses commentaires ont grandement contribué à la constante amélioration de la présente thèse. Je lui adresse un merci particulier pour sa compréhension face à ma situation de mère étudiante, rédigeant à distance qui plus est. Je remercie ensuite les membres de mon comité d'évaluation, François Rocher et Luc Turgeon, pour leurs lectures attentives. Je suis reconnaissante pour l'aide que m'ont apporté Sylvie Lachapelle et le secrétariat de l'École d'études politiques dans toutes mes démarches administratives.

Je veux témoigner de la gratitude que j'ai pour mes parents, pour tout leur soutien et leurs encouragements pendant mes études. Je ne saurais remercier suffisamment mon mari Antoine, qui a toujours accepté de lire mes chapitres et m'a aidé à les retravailler lorsque nécessaire. Tout au long de ce processus exigeant, et surtout lors de mes moments de découragement, son oreille attentive et ses bons mots m'ont donné le courage de persévérer. Je remercie finalement notre fils Élie, qui a non seulement été ma principale distraction, mais également ma plus grande motivation à donner chaque jour le meilleur de moi-même.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
Problématique et méthodologie	2
Revue de littérature.....	5
Présentation des chapitres	13
CHAPITRE 1 – CADRE THÉORIQUE	14
Les mythes sociaux.....	14
Les théories du nationalisme.....	27
La nation.....	27
Le nationalisme.....	31
L'identité nationale.....	38
CHAPITRE 2 – MISE EN CONTEXTE.....	42
Les mythes nationaux libéraux	45
Le multiculturalisme	45
Le maintien de la paix.....	49
L'abstraction de l'histoire longue.....	52
La résistance conservatrice.....	59
CHAPITRE 3 – LES MYTHES NATIONAUX CONSERVATEURS	70
Méthodologie	70
Le processus de mythification	73
1. L'ancrage : les événements de 1812 à 1815.....	74
2. Les techniques de persuasion : les commémorations de 2012.....	79
3. Le récit : le message envoyé	83
4. L'empreinte et l'éthos : l'effet recherché	95
CONCLUSION	100
BIBLIOGRAPHIE	110

INTRODUCTION

Stephen Harper n'a jamais caché les objectifs qu'il s'était fixé en réinvestissant la vie politique canadienne au début des années 2000 : « My long-term goal is to make Conservatives the natural governing party of the country. (cité dans Behiels, 2010 : 118) » Après avoir uni la droite canadienne sous l'égide du nouveau Parti conservateur du Canada (PCC) en 2003, il lui fallait également agir du côté des électeurs : « if you're really serious about making transformations, [...] you have to pull the centre of the political spectrum toward conservatism. (Harper cité dans Behiels, 2010 : 118) » Avec un seul parti d'une droite nouvellement unifiée et une société plus encline à voter pour eux, les Conservateurs auraient toutes les chances d'élever leur formation politique à une position dominante dans le système politique canadien. Bien que stratégique, la volonté de Harper et son équipe ne se limitait pas à l'obtention et au maintien du pouvoir. « The purpose of the conservative movement is to change public opinion and public policy, not solely to elect to office a party with a particular name. (Harper cité dans Boily, 2013 : 189) ». L'intention de ce Premier ministre de transformer la politique canadienne par une transformation de la société dans son ensemble était pour le moins manifeste.

Les visées de Harper et son équipe sont cependant loin d'être aisées, car le PCC ne doit pas seulement s'ériger comme « parti naturel du pouvoir », il doit déloger le Parti libéral (PLC) qui occupe cette position dans le système partisan depuis le début du siècle passé. Pendant les 110 ans s'étant écoulé entre le premier gouvernement formé par Laurier en 1896 et l'élection de Harper en 2006, les Libéraux ont été au pouvoir 77 ans. La longévité du PLC dans les dernières décennies s'explique entre autres par son opération de construction identitaire, qui a permis de lier intimement l'identité canadienne à des politiques libérales. En

effet, les principaux éléments de fierté des Canadiens demeurent « la Charte des droits et libertés, le système de santé, le multiculturalisme et les Casques bleus (Castonguay, 2012c) ». Tous ces symboles sont des réalisations des Libéraux. « Le Canada et le Parti libéral se confondaient, il fallait s’y attaquer une fois au pouvoir », résume Tom Flanagan, conseiller de Stephen Harper au début des années 2000 (cité dans Castonguay, 2012c).

Harper et son gouvernement conservateur doivent donc engendrer des transformations en profondeur, allant jusqu’à changer les composantes de l’identité canadienne, s’ils souhaitent hisser leur parti à une position hégémonique dans l’échiquier politique. La recette libérale a fait ses preuves, il ne leur reste qu’à l’utiliser à leur avantage.

Problématique et méthodologie

C’est dans cette optique de transformation de l’identité canadienne que nous comprenons plusieurs politiques adoptées par le gouvernement Harper pendant ses dix ans au pouvoir, de 2006 à 2015. Comme l’indique notre revue de littérature dans la section qui suit, les Conservateurs ont été très actifs sur le plan identitaire et ont tenté, pendant leurs trois mandats gouvernementaux, de refonder l’identité canadienne autour de nouveaux symboles. La question à laquelle nous tentons d’apporter une réponse dans cette thèse de maîtrise est : Comment le gouvernement Harper a-t-il cherché à transformer les mythes nationaux canadiens pendant sa décennie au pouvoir?

La théorie des mythes sociaux élaborée par Gérard Bouchard dans *Raison et déraison du mythe* (2014) permet de comprendre dans quel sens nous utilisons le terme « mythes nationaux ». Comme l’expression porte à confusion, il faut bien comprendre ce que le sociologue entend par celle-ci. Gérard Bouchard n’entend pas l’expression « mythe » de la même manière que

ne le fait généralement le sens commun. En ce sens, le « mythe » ne renvoie pas à une simple « fabulation ». Pour lui, les mythes sont un ensemble de principes, de valeurs ou encore d'idéaux qui atteignent quelque chose comme un « stade de transcendance » dans la société où ils sont adoptés et qui peuvent entretenir (ou pas) un certain rapport au « réel ». Le mythe est plutôt une réalité sociale hybride, partiellement vraie et fausse, potentiellement bonne comme mauvaise. Pour Bouchard, l'*American Dream* aux États-Unis, la Révolution tranquille au Québec tout comme la mosaïque multiculturelle au Canada sont des mythes, puisque ces symboles incarnent un ensemble de valeurs et d'aspirations largement acceptées par les populations en question. L'identité d'un peuple se développe à partir de son imaginaire collectif et ce dernier est composé, entre autres, de mythes. C'est pourquoi nous avons choisi d'étudier l'identité canadienne à partir de ses mythes nationaux. Plus précisément, notre recherche porte sur la tentative de transformation des mythes nationaux canadiens par le gouvernement conservateur de Stephen Harper entre 2006 et 2015. Il s'agit là d'une des principales contributions de notre recherche, d'avoir appliqué la théorie des mythes de Gérard Bouchard à un cas concret. Par le fait même nous enrichissons la littérature déjà existante sur le sujet en y intégrant un nouveau concept éclairant, celui des mythes sociaux.

Parmi les mesures identitaires adoptées par le gouvernement Harper, la plus marquante est sans contredit la commémoration du bicentenaire de la guerre de 1812, célébré en 2012 pendant le seul mandat majoritaire des Conservateurs. Cet événement met de l'avant des symboles chers au gouvernement Harper, soit l'armée, la britannicité et l'histoire longue. En guise de réponse provisoire à notre question de recherche, nous proposons comme hypothèse que le gouvernement conservateur de Stephen Harper a tenté d'ériger trois mythes nationaux d'orientation conservatrice trouvant leur source dans son interprétation de la guerre de 1812. Le premier mythe est que le Canada est une « nation guerrière » avec un

riche passé militaire. Le second est que l'histoire nationale canadienne est longue et remonte à un passé lointain. Le troisième est finalement qu'une part importante de l'identité canadienne correspond à son héritage britannique. L'établissement de ces nouveaux (ou anciens) mythes nationaux s'oppose à l'identité canadienne libérale. Ce récit identitaire permet aux Conservateurs de continuer de définir le Canada par opposition aux États-Unis.

Le bicentenaire de la guerre de 1812 est un cas d'étude parfaitement approprié pour notre recherche, car, comme l'indique une source interne du gouvernement, « la Commémoration de 1812 a permis aux Canadiens de prendre part à une commémoration nationale et à des activités contribuant à la création d'un sentiment de fierté et d'appartenance au Canada, ce qui [...] représentait la véritable nature de la composante de subventions et contributions. (Patrimoine canadien, 2015 : 30) » Ainsi, pour vérifier la validité de notre hypothèse, nous procéderons à une analyse de contenu basée sur des publications gouvernementales au sujet des célébrations de la guerre de 1812. Les sources retenues sont principalement des documents officiels produits par le gouvernement, comme le site « La guerre de 1812 » (1812.gc.ca), le budget des commémorations et le rapport d'évaluation de ce projet. L'exposition virtuelle « 1812 » du Musée de la guerre a également été retenue pour notre analyse, car il s'agit de la plus grande exposition sur le sujet et qu'elle est financée par le gouvernement Harper à la hauteur de 780 000\$. Nous avons également deux documents audio-visuels, soit la publicité « La lutte pour le Canada », qui a été largement diffusée, ainsi que la série documentaire « Canada 1812 : le baptême de feu », financée par Parcs Canada. L'analyse et l'interprétation de ces documents ont été réalisés en suivant les indications de François Dépelteau dans son ouvrage de référence en méthodologie, *La démarche d'une recherche en sciences humaines* (2000).

Le type d'étude choisi, une étude de cas, présente certaines limites que ne pouvons négliger. Les commémorations de la guerre de 1812 ne représentent qu'une seule des nombreuses mesures identitaires adoptées par le gouvernement Harper pendant ses dix ans au pouvoir. Bien que proéminent, il se pourrait que cet événement ne soit pas représentatif de l'ensemble des gestes posés dans ce domaine par les Conservateurs entre 2006 et 2015. Également, notre analyse de contenu aurait bénéficié d'un corpus plus substantiel, qui nous aurait permis d'effectuer des analyse automatisées. La quantité limitée de documents sur lesquels nous nous basons ne nous permettent pas d'effectuer des analyses quantitatives, ce qui explique notre choix d'utiliser une analyse de contenu qualitative uniquement.

Revue de littérature

Notre recherche s'appuie sur un riche corpus de littérature portant sur le projet de redéfinition identitaire mené par les Conservateurs de Stephen Harper pendant leur décennie au pouvoir. Ces études convergent quant à l'intention du gouvernement conservateur de transformer le nationalisme canadien. Des recherches en politique canadienne comme en relations internationales abordent les différentes facettes de la « fabrique identitaire » du gouvernement Harper, pour reprendre une expression utilisée par Castonguay à de multiples reprises (2012b, 2012c).

L'aspect le plus remarqué et le plus étudié du projet de redéfinition identitaire des Conservateurs est probablement la valorisation de l'armée canadienne, que certains envisagent comme une militarisation du Canada. Malgré les réductions budgétaires en vigueur pendant la décennie Harper, son gouvernement augmente néanmoins les budgets des Forces armées. Boily (2013) accorde une importance surtout symbolique à ce genre de mesure, puisque le Canada n'a pratiquement aucune chance de rentrer en guerre contre un

État ennemi. Frenette (2014) situe cette militarisation du Canada dans une perspective plus large et affirme que ce mouvement de renforcement militaire a débuté après le 11 septembre 2001. Il admet néanmoins que la militarisation observée s'est accentuée après l'élection de Harper en 2006. Dans le domaine symbolique, et dans sa politique étrangère, le gouvernement Harper opère une réelle rupture, comme l'ont noté de nombreux chercheurs¹. Pendant la seconde moitié du XXe siècle, les Libéraux bâtissent l'image d'un Canada pacifiste. Les Conservateurs dirigés par Harper tentent de contrecarrer ce récit en présentant les Canadiens comme une « nation guerrière », autant historiquement qu'à l'heure actuelle. Noël (2014), Turenne Sjolander (2014) et Frenette (2014) notent tous l'augmentation en nombre et en importance des commémorations militaires célébrées par le gouvernement Harper. Le Premier ministre lui-même aurait assisté à une commémoration de nature militaire pratiquement chaque semaine pendant ses premiers temps au pouvoir (Hébert, 2007). La mesure la plus emblématique de cette mise en valeur de l'histoire militaire canadienne demeure les fastes célébrations du bicentenaire de la guerre de 1812. Le gouvernement Harper a élevé cette guerre au rang d'événement fondateur du Canada (Turenne Sjolander, 2014). Ce récit présente le Canada, dès sa création, comme une nation guerrière, à la fois diversifiée et unie sous la Couronne britannique, deux éléments sur lesquels nous reviendrons.

Cette image d'un Canada armé et puissant, le gouvernement ne la développe pas seulement au passé. Les efforts apportés pour amener les Canadiens d'aujourd'hui à se percevoir comme une « nation guerrière » passent surtout par la politique étrangère. Cette expression, utilisée par plusieurs auteurs dont Morin (2013), provient de l'ouvrage *Warrior Nation*.

¹ En relations internationales, voir les recherches de Morin et Roussel (2014), Cornut (2013) et Lagassé, Massie et Roussel (2014). En politique interne, il s'agit surtout de Boily (2014), Frenette (2014) et Parenteau (2014).

Rebranding Canada in an Age of Anxiety de McKay et Swift (2012). Morin et Roussel (2014) révèlent plusieurs manières dont les Conservateurs tentent de transformer l'approche de l'État canadien en relations internationales. À l'opposé de l'internationalisme qui prévalait sous les Libéraux, le gouvernement Harper affirme son appartenance au camp occidental, sa loyauté à l'égard des États-Unis, d'où l'émergence d'un néocontinentalisme², et son attachement à la royauté britannique. La présentation décomplexée de ces liens privilégiés, auxquels on peut ajouter le soutien indéfectible à Israël, ainsi qu'une vision des relations internationales basée sur l'adversité, les rivalités et les oppositions morales rompt clairement avec la traditionnelle vision du monde libérale, qui s'appuyait sur un internationalisme, un multilatéralisme et un pacifisme (Nossal, 2013 ; Morin, 2013 ; Paris, 2014). Bref, la littérature indique que l'administration Harper tente de redéfinir l'identité canadienne, passée et actuelle, en opérant une militarisation du Canada. Ce processus affecte à la fois la politique interne et externe du Canada.

Ce nouveau rapport au militaire s'accompagne souvent d'une valorisation de l'héritage britannique canadien. Si l'on prend en exemple le retour de l'appellation « royale » de la Marine et de l'Aviation canadienne décidé par le gouvernement conservateur en 2011, on voit à la fois une mise en valeur de deux entités des Forces armées canadiennes et de la monarchie britannique. Cette mesure marque aussi une opposition face aux Libéraux, qui avaient enlevé l'appellation royale de ces institutions militaires en 1968 (Frenette, 2014). Pour Alain Gagnon, il ne fait pas de doute que « le gouvernement s'est investi de la mission de raviver l'intérêt des Canadiens à l'égard de la monarchie britannique, de la Couronne et du patriotisme militaire. Ces transformations ne sont pas que cosmétiques ; elles se font annonciatrices d'un changement de culture politique au pays. (2015 : 2) » Le bicentenaire de

² Sur cet aspect plus précis, voir Massie et Roussel (2013).

la guerre de 1812 vise des objectifs similaires : honorer l'histoire militaire et présenter la Couronne britannique comme point d'union entre les trois groupes ethniques ayant défendu le Canada. Turenne Sjolander (2014) explique comment les commémorations de la guerre de 1812 ont permis la mise en valeur de la britannicité canadienne. Cet événement historique rappelle d'abord la distinction du Canada avec les États-Unis par le maintien de la fidélité à la Couronne britannique et l'héritage culturel et politique qui en découle, surtout la monarchie constitutionnelle et le parlementarisme.

Si l'on se tourne vers les objectifs et les conséquences de cette valorisation de l'héritage britannique, nous retrouvons d'abord chez Parenteau (2014) l'idée centrale qu'il s'agit d'un moyen pour rendre la société canadienne plus conservatrice. Ce qu'il appelle le processus de « royalisation » du Canada vise à rompre avec la perception libérale qui met l'accent uniquement les réalisations récentes du Canada et son histoire contemporaine. Détacher l'identité canadienne de sa modernité pour l'ancrer dans une histoire et un héritage plus ancien contribue à rendre les canadiens plus conservateurs. Boily (2013) pense lui-aussi que les mesures valorisant la monarchie et l'héritage britannique visent à ancrer la mémoire collective canadienne dans une histoire plus longue, plongeant ses racines dans le XIX^e siècle. Un autre point de vue est celui de Létourneau (2014), qui estime plutôt que la valorisation de l'héritage britannique canadien opérée par Harper et son exécutif arrive à un moment d'essoufflement du multiculturalisme, en tant que symbole identitaire central du Canada.

Autant l'importance de l'armée que la part britannique de l'identité canadienne sont envisagées dans une perspective historique. Plusieurs commentateurs voient les mesures du gouvernement Harper comme une tentative de réécrire l'histoire, parfois en la manipulant ou

en la déformant (Turenne Sjolander, 2014). Alain Noël estime que « the federal government is actively amending the facts and obscuring the past. (2014 : 211). » Une mesure illustrant la place centrale de l'histoire dans le projet des Conservateurs est le changement de nom du Musée des civilisations pour Musée canadien de l'histoire (Frenette, 2014). Ce gouvernement finance également plusieurs programmes éducatifs valorisant l'histoire canadienne et donne à cet élément identitaire une place prépondérante dans le nouveau guide d'éducation à la citoyenneté publié en 2009. Blake (2012), Morin et Roussel (2014) et Winter (2011-2012) voient ce guide destiné aux immigrants comme un changement de paradigme dans l'intégration des nouveaux arrivants. Plutôt que de mettre l'accent sur la nature multiculturelle du Canada et sur des symboles libéraux et progressistes, comme les langues officielles et le développement durable, le guide produit par le gouvernement conservateur de Stephen Harper traite majoritairement de l'histoire canadienne, de la culture et des valeurs communes ainsi que du devoir d'intégration des immigrants. Sans nier les importantes politiques de multiculturalisme, celles-ci ne sont plus présentées comme un symbole identitaire central (Blake, 2012). Pour Tonon et Raney (2013), le contenu du nouveau guide est intimement lié aux orientations idéologiques néoconservatrices du parti gouvernemental. Ces chercheurs argumentent que le guide présente des valeurs socialement et économiquement conservatrices, en plus de mettre l'accent sur la loi et l'ordre. Également, la plate-forme électorale conservatrice de 2011 est révélatrice de la volonté du PCC dirigé par Harper de rappeler à la population canadienne son histoire longue et son passé pré-libéral. Parmi les six événements historiques que les Conservateurs souhaitent commémorer, quatre datent du XIXe siècle : guerre de 1812, conférence de Charlottetown, naissance de John A. Macdonald et Confédération canadienne. Il est donc clair que l'histoire est un outil important dans le projet conservateur de redéfinition identitaire.

La distanciation des symboles libéraux effectuée par le gouvernement Harper est également soulignée par plusieurs auteurs. Pour Nieguth et Raney (2017), il s'agit même d'une transformation de l'ordre symbolique national. Parenteau (2014) est celui qui fait l'analyse la plus complète des contrastes entre le *nation-building* libéral et celui opéré par les Conservateurs. Selon lui, les symboles nationaux déployés par les Libéraux sont la modernisation de l'État canadien, le bilinguisme, le multiculturalisme et la Charte canadienne des droits et libertés, alors que la contribution conservatrice se traduit par une valorisation de l'héritage « royaliste », une réduction de la portée symboliques des éléments libéraux et la présentation du Canada comme « puissance militaire ». Pour Boily (2014), la vision libérale de l'identité canadienne s'appuie sur trois piliers, soit le *peacekeeping*, les soins de santé et la menace du séparatisme québécois. Il note également le contraste avec les politiques de Harper : posture militaire à l'étranger, désengagement de l'État dans plusieurs domaines et fédéralisme non-dualiste³. Frenette (2014) définit quant à lui les mythes et symboles contemporains de la « Canadianité » promue par les Libéraux comme le *peacekeeping*, l'unifolié, le bilinguisme, le multiculturalisme, de même que la Charte canadienne des droits et libertés. Il affirme que Harper tente de renverser cette tendance en rendant les Canadiens plus conscients de leur héritage britannique. Ainsi, malgré les variations dans les éléments contenus dans les deux projets présentés, les chercheurs s'entendent pour dire que la refondation identitaire opérée par le gouvernement conservateur est en rupture avec le récit national libéral⁴. Gobeille-Paré arrive au même constat que « le gouvernement Harper met de côté les symboles que les gouvernements libéraux précédents considéraient comme étant à la

³ La reconnaissance de la nation québécoise effectuée par le gouvernement Harper n'affecte pas sa vision non-dualiste du fédéralisme canadien, où le Québec n'a pas de statut particulier puisque toutes les provinces doivent être traitées de manière égale.

⁴ Cette remarque s'applique également aux études en relations internationales citées précédemment, ainsi qu'aux études plus spécifiques effectuées par Blake (2012) et Winter (2011-2012) sur le multiculturalisme ainsi que par Cardinal, Gaspard et Léger (2015) sur les langues officielles.

base de l'identité canadienne pour les remplacer par des références à l'héritage britannique du pays et à son passé militaire. (2013 : 107) »

Après l'arrivée au pouvoir de Stephen Harper, plusieurs analystes affirment que le Premier ministre opère un rapprochement avec les États-Unis. Des spécialistes des relations internationales décrivent d'ailleurs la politique étrangère du gouvernement Harper comme « néocontinentaliste » (Massie et Roussel, 2013). Sur le plan idéologique également, Castro-Rea et Boily (2014) soutiennent que le conservatisme du nouveau Parti conservateur est teinté d'influences américaines. Se distinguant du conservatisme traditionnel canadien, le *toryisme*, le conservatisme du PCC dirigé par Harper serait plus individualiste, libre-échangiste, non-interventionniste, bref néolibéral et néoconservateur⁵. Les auteurs rappellent cependant qu'il ne faut pas négliger les origines proprement albertaines des politiques mises en place par le gouvernement conservateur (Castro-Rea et Boily, 2014). C'est pour cette raison, entre autres, que Boily (2013) dit également se méfier des analyses trop « américanisantes » de Harper. Il rappelle que le changement dans la définition identitaire et symbolique du Canada effectué par les Conservateurs maintient des éléments de distinction importants avec les États-Uniens⁶. Si l'attitude militariste de Harper et son alignement avec les États-Unis en politique étrangère laissent supposer un rapprochement, il ne faut pas oublier que l'histoire militaire, qu'il a également grandement valorisé, rappelle la distinction canadienne et son indépendance, puisque la majorité des guerres menées par les Canadiens ont été contre leurs voisins du Sud. La guerre de 1812 agit ici à titre d'exemple emblématique. Les autres piliers symboliques que sont l'histoire et la britannicité sont encore des éléments de différenciation

⁵ Pour plus de détails sur l'évolution du conservatisme chez les partis de droite canadiens, voir l'ouvrage *Le conservatisme. Le Canada et le Québec en contexte* dirigé par Cardinal et Lacroix (2009).

⁶ Il est important de noter l'idée de continuité entre le *nation-building* libéral et celui conservateur, puisque les deux partis mettent en valeur des symboles distinguant le Canada des États-Unis (Parenteau, 2014).

avec les États-Unis. Parenteau (2014) appuie cette analyse. Malgré la proximité idéologique entre Harper et Bush, le Premier ministre maintient une distance identitaire et symbolique avec la première puissance mondiale. Il ne saurait faire autrement, puisqu'« être Canadien, c'est *ne pas être États-unien*. (Parenteau, 2014 : 252) » Il s'agit là de l'élément le plus consensuel dans la définition de l'identité canadienne. En effet, depuis ses débuts, le Canada se définit de manière essentiellement négative, par opposition et distinction des États-Unis (Lipset, 1990). Si Harper se désole de cette définition par négation et souhaite faire passer le Canada en mode d'affirmation identitaire (Boily, 2014), il n'en reste pas moins qu'il maintient, comme nous le verrons plus loin, des éléments de distinction avec les Américains des États-Unis dans son projet de refondation nationale.

En somme, cette revue de littérature confirme de manière provisoire notre impression que le gouvernement Harper tente de modifier les mythes nationaux à la base de l'identité canadienne, puisque ces derniers sont trop teintés par les accomplissements politiques du Parti libéral. Pour l'instant, il semble que les Conservateurs souhaitent rendre les Canadiens plus conscients de l'importance de leur force et leur passé militaire, de leur héritage britannique ainsi que de leur histoire nationale. Notre hypothèse est que le gouvernement conservateur tente d'ériger ces idées en mythes nationaux grâce, principalement mais pas uniquement, à leurs commémorations de la guerre de 1812. Pour valider cette réponse provisoire à notre question de recherche, nous aurons recours à une analyse de contenu structurée par le processus de mythification élaboré par Gérard Bouchard dans la théorie des mythes sociaux.

Présentation des chapitres

Pour répondre à notre question de recherche, qui porte sur les mythes nationaux que le gouvernement Harper tente d'implanter lors des commémorations du bicentenaire de la guerre de 1812, nous allons d'abord présenter la théorie des mythes sociaux de Gérard Bouchard. C'est le sujet principal de notre premier chapitre. Nous y aborderons également les théories des nations et nationalismes, afin de situer l'approche de Bouchard ainsi que notre propre étude parmi celles-ci.

Ensuite, une mise en contexte s'impose si nous voulons bien montrer en quoi le projet de Harper est une tentative de *transformation* identitaire. Notre second chapitre portera donc sur l'identité canadienne, telle que façonnée par les gouvernements libéraux entre 1963 et 2006, jusqu'à ce que les Conservateurs arrivent au pouvoir. Nous verrons aussi que, pendant cette période, une partie de la population s'oppose au *nation-building* en cours. C'est dans cette frange de l'électorat que le projet identitaire de Harper trouvera une certaine résonance.

Notre troisième chapitre portera finalement sur la tentative d'implantation de nouveaux mythes nationaux par le gouvernement Harper. Nous nous pencherons sur les commémorations du bicentenaire de la guerre de 1812, car il s'agit de la plus grande initiative dans le domaine identitaire menée par les Conservateurs pendant leur décennie au pouvoir. Nous verrons, grâce aux résultats de notre analyse de contenu, quelles actions le gouvernement pose en 2012 pour célébrer cet événement et quel message il espère transmettre à la population.

CHAPITRE 1 – CADRE THÉORIQUE

Pour structurer notre étude de la tentative la transformation des mythes nationaux canadiens opérée le gouvernement Harper, nous aurons recours au cadre théorique développé par Gérard Bouchard dans son livre *Raison et déraison du mythe. Au cœur des imaginaires collectifs* (2014). Nous ferons d’abord un résumé de cet ouvrage avant de présenter les raisons qui ont guidé le choix de ce cadre théorique. Nous définirons ensuite les autres concepts mobilisés pour notre présente recherche, soit la nation, le nationalisme et l’identité nationale.

Les mythes sociaux

L’objectif poursuivi par Bouchard dans *Raison et déraison du mythe* est de réhabiliter l’étude des mythes sociaux. Ceux-ci peuvent être compris comme des idées marquantes solidement enracinées, grâce à l’émotion plutôt qu’à la raison, dans l’imaginaire collectif d’un groupe social donné et bénéficiant d’un statut particulier leur permettant (généralement) d’échapper à la remise en question. Il n’est pas question que des mythes au sens habituel, mythologique du terme, comme dans les légendes de Thésée et Romulus par exemple. Une telle vision limite les mythes à des récits primitifs et imaginaires, parfois religieux. Avec la définition de Bouchard, des idées aussi répandues à l’heure actuelle que l’égalité homme-femme, les droits humains ou encore le réchauffement de la planète peuvent être considérées comme des mythes, dans plusieurs sociétés occidentales du moins, car une grande partie de la population adhère à ces concepts, qu’on pourrait également appeler « valeurs », ce qui les rend difficile à remettre en question.

En proposant une définition novatrice des mythes sociaux et un cadre d’analyse plus approprié à la diversité des formes sous lesquelles ils se manifestent, Bouchard s’oppose à

une grande partie de la littérature sur les mythes. L'étude des mythes se limite souvent aux sociétés antiques et les auteurs qui se sont penchés sur ceux-ci se sont surtout concentrés sur leur aspect imaginaire, c'est-à-dire sur le caractère faux des mythes et sur le fait qu'ils font appel aux émotions plutôt qu'à la raison. Le sociologue s'intéresse peu à la question de la véracité ou de la fausseté des mythes. Du moment qu'ils sont crus par une population, les mythes existent et méritent conséquemment d'être étudiés en leur qualité de phénomène social. Bouchard souhaite ainsi montrer qu'une caractéristique déterminante des mythes est leur hybridité : « Un mythe est toujours un amalgame inégalement pondéré et mouvant de réalité et de fiction, de raison et d'émotion, de conscience et d'inconscience, de vérité et de fausseté. (Bouchard, 2014 : 39). » Les explications données par l'auteur, de même que les exemples qu'il utilise dans son ouvrage montrent également l'actualité des mythes et leur présence dans nos sociétés modernes, industrialisées et occidentales.

La caractéristique primordiale des mythes sociaux demeure cependant la sacralité. Ce qui distingue les mythes des autres éléments de l'imaginaire collectif d'un groupe donnée est la force de son emprise sur les esprits. Les mythes sociaux ne sont généralement pas remis en question, ils sont pris pour acquis par la société qui les adoptent. Ils sont des références qui donnent du sens et qui par là guident l'action. Bouchard demande en introduction « qui voudrait rejeter les libertés civiles en Angleterre, l'égalité des citoyens en France, le droit de propriété aux États-Unis, l'égalité des races en Afrique du Sud ou l'égalité homme-femme au Québec? (2014 : 1) ». Ces exemples – tous tirés de sociétés contemporaines – illustrent bien la sacralité accordée à certaines idées qui furent peu à peu érigées en mythes, de même que l'hybridité de ces principes, qui, bien que fondés en raison, finissent par s'enraciner peut-être plus profondément dans les émotions des individus qui y adhèrent.

Au terme de la présentation des caractéristiques principales du mythe, Bouchard en vient à proposer une définition : « enraciné dans la psyché, stratégiquement produit et utilisé, le mythe social est une représentation collective hybride, bénéfique ou nuisible, baignant dans le sacré, commandée par l'émotion plus que par la raison, et porteuse de sens, de valeurs et d'idéaux façonnés dans un environnement social et historique donné. (2014 : 40-41) »

L'auteur s'attarde particulièrement à l'aspect « produit » du mythe, en décomposant en huit éléments ce qu'il appelle « le processus de mythification » : la construction du sujet, l'ancrage, l'empreinte, l'éthos, la sacralisation, le récit, des techniques de persuasion et les acteurs sociaux. Les cinq premiers éléments forment les étapes d'une séquence chronologique, alors que les trois derniers se situent à l'extérieur de celle-ci.

La construction du sujet (1) désigne la population visée par le mythe. C'est à la fois le groupe social *de qui* et *à qui* on parle. Pour l'étude des mythes nationaux, la construction du sujet est une étape particulièrement importante, car les nations sont des communautés imaginées qui doivent se reconnaître comme tel pour exister⁷ (Anderson, 1996 ; Manent, 2001 : 89). Bouchard précise que si la construction du sujet va de soi dans certains États-nations d'Europe notamment, « [i]l en va différemment avec quelques populations ou collectivités du Nouveau Monde dont les frontières géographiques et/ou identitaires sont incertaines et controversées. (Bouchard, 2014 : 14) » L'identité étant un domaine en changement constant, il arrive que des transformations du sujet s'opèrent. Ce fut le cas, par exemple, au Québec au tournant des années 1960, alors le nationalisme canadien-français (linguistique, religieux et culturel) évolue vers le nationalisme québécois (territorial et politique). À ce moment, le

⁷ Il s'agit là d'un consensus assez fort dans la littérature. L'école primordialiste, la seule qui argumente que les nations existent d'elles-mêmes depuis des temps immémoriaux, ne compte parmi ses rangs qu'un nombre très limité de chercheurs, nombre par ailleurs décroissant (Özkirimli, 2010).

discours des élites nationales ne s'adresse plus aux Francophones répartis à travers le Canada, mais bien à ceux du Québec uniquement. Ainsi, il n'est pas banal que Claude Gauthier chantait « Je suis de nationalité canadienne-française » en 1962, puis « Je suis de nationalité québécoise française » en 1966. Cette redéfinition territoriale du sujet national aura également des conséquences sur les communautés franco-canadiennes, qui se définissent désormais par la négative, comme des francophones *hors-Québec*, comme en témoigne le nom de leur Fédération créée en 1975.

L'ancrage (2) est un événement passé institué comme moment fondateur du mythe. Bouchard indique que les ancrages sont généralement des événements infortunés infligeant un traumatisme, comme une défaite militaire, une dictature ou une oppression coloniale (2014 : 74-75). Cependant, il peut également s'agir d'un événement heureux, comme une réforme, une victoire militaire ou la possession d'un Empire. L'événement ou la séquence peuvent être issus d'un passé lointain ou récent, tant qu'ils constituent des éléments structurants pour la population et qu'ils trouvent résonance chez celle-ci. Il est important de noter que l'ancrage est volontairement *choisi* par les élites créatrices du mythe. Bouchard indique que « l'ancrage s'impose rarement de lui-même; il est ordinairement le résultat d'un choix effectué par des acteurs sociaux, parmi diverses possibilités, au nom d'un groupe ou de l'ensemble d'une collectivité. (2014 : 75) » Ainsi, les options ne sont pas infinies, un événement insignifiant ne peut pas être mobilisé comme ancrage, au risque de faire échouer le processus de mythification. Par contre, à l'intérieur d'un bassin d'événements ayant un potentiel d'ancrage, les élites peuvent choisir celui ou ceux qui résonneront le plus avec leur mythe. Parmi tous les événements ayant une capacité d'ancrage, Bouchard distingue les ancrages dormants des ancrages actifs, selon qu'ils aient été exploités ou pas. Certains moments fondateurs s'imposent d'eux même, comme les Révolutions américaine et française,

la décolonisation de l'Afrique ou encore la chute des régimes communistes en ex-URSS. Dans certains pays cependant, là où la formation de l'identité nationale est plus progressive, l'histoire semble marquée de multiples moments fondateurs. Le Canada anglais offre un bel exemple de ce phénomène. Alors que le gouvernement Harper a tenté d'activer la guerre de 1812 comme ancrage, d'autres préfèrent s'en tenir à la Confédération de 1867 comme date de naissance du Canada. D'autres encore disent que la nation canadienne est née sur les champs de bataille de la Première Guerre mondiale ou encore après la Seconde, lors de son gain d'indépendance sur la scène internationale. Certains diraient probablement aussi que le Canada n'est réellement né qu'en 1982, au moment du Rapatriement de la Constitution (Jedwab, 2013 ; Bédard, 2017). Dans le cas du Québec, la Conquête ou l'échec de la Rébellion des Patriotes sont souvent perçus comme des ancres négatifs, tandis que la Révolution tranquille est interprétée positivement.

L'étape suivante, l'empreinte (3), se produit lorsque des émotions se dégagent de l'événement choisi comme ancrage. « L'expérience qui est érigée au rang d'un ancrage laisse dans la conscience collective une empreinte prenant la forme d'une émotion profonde, durable. (Bouchard, 2014 : 79) » Les événements heureux ou grandioses peuvent laisser un sentiment de confiance, d'estime ou de fierté dans la conscience collective. Par exemple, les Canadiens commémorent avec grande fierté la victoire de la Bataille de la crête de Vimy. Un événement négatif pourra entraîner la déception, la faiblesse, la culpabilité. Pensons à la douleur de la Déportation encore ressentie par les communautés acadiennes. Bouchard précise cependant que l'empreinte dégagée par l'ancrage peut aller dans le sens opposé de celle-ci. « Le rapport de l'ancrage à l'empreinte est donc flexible et ne se laisse pas toujours prévoir. (Bouchard, 2014 : 80) » Il s'agirait alors d'un événement heureux qui entraîne des émotions malheureuses, ou vice-versa.

L'éthos (4) consiste en « un ensemble d'aspirations, de croyances, de principes, de valeurs, d'idéaux, de normes morales, de visions du monde et d'attitudes ou de dispositions profondes » découlant de l'empreinte par le biais de mécanismes de continuité ou de rupture (Bouchard, 2014 : 80). Un épisode de conquête peut mener à une humiliation collective et un sentiment de défaite, qui eux feront naître une volonté de prise en main. Bouchard retrace le triptyque ancrage-empreinte-éthos québécois de la Conquête et son sentiment d'échec qui ont alimenté le mouvement d'autonomisation qu'est la Révolution tranquille (2014 : 90). Une période historique marquée par les discriminations peut donner naissance à une recherche d'égalité ; il suffit de regarder la France républicaine ou l'Afrique du Sud post-apartheid (Bouchard, 2014 : 81, 85). L'auteur note que « les finalités et valeurs retenues dans la construction de l'éthos correspondent soit à celles dont une société a été cruellement privée dans son histoire, soit à celles dont elle a été abondamment dotée, soit encore à celles qu'elle a failli à honorer. (2014 : 83) » L'éthos du mythe agit cependant plus souvent en rupture avec son empreinte qu'en continuité avec celle-ci, comme le démontrent les nombreux exemples donnés par Bouchard.

La sacralisation (5) est l'étape cruciale du processus de mythification, car « c'est surtout grâce à elle que le mythe peut durer en se soustrayant en grande partie à la contestation ou en survivant aux contradictions. (Bouchard, 2014 : 85) » Il s'agit d' « un saut cognitif en vertu duquel l'émotion prend le relais de la raison comme moteur premier de la conscience. (Bouchard, 2014 : 85) » Le sociologue précise que la sacralisation est l'élément le plus complexe et le plus intrigant du processus de formation des mythes et qu'il n'est pas encore « apte à fournir une réponse satisfaisante à cette question (2014 : 86) » Bouchard donne néanmoins plusieurs pistes de réponses sur les conditions nécessaires au saut cognitif. Il identifie d'abord deux besoins de tout individu, soit ceux d'identité et de transcendance, qui

peuvent amener quelqu'un à abandonner sa raison au profit de son émotivité ou son intuition. Pour Bouchard, le sacré et le transcendant se rejoignent dans la mesure où l'auteur s'en remet « au sein du non-rationnel, à une acception très large du sacré qui recouvre ses dimensions religieuse et séculière, mais dans les confondre et sans établir de hiérarchie entre elles. (2014 : 87) » La réception d'un héritage ouvre également la porte au sacré et à la transcendance de deux manières. D'abord, les épopées nationales sont généralement remplies de récits héroïques mettant en scène des personnages en quête d'absolu et de dépassement, ce qui peut inspirer les membres d'une population à émuler ces héros. Ensuite, le simple fait de posséder une telle histoire puisant dans un passé permet à l'individu d'envisager une transcendance dépassant sa propre existence et sa propre finitude. Bouchard mentionne également le caractère taboue du mythe ainsi que son ancrage dans une vision « Eux-Nous », mais ne précise pas en quoi des deux éléments contribuent à l'étape de sacralisation (2014 : 88). Nous supposons que la dimension taboue du mythe contribue à entretenir un aura de mystère autour de celui-ci. Ce qu'on ne peut expliquer échappe à la raison, opérant ainsi le saut cognitif recherché. Bouchard donne comme exemples l'égalité raciale en Afrique du Sud, la liberté individuelle aux États-Unis et l'égalité homme-femme en Occident. Ce sont des idées qui possèdent une forte emprise sur les esprits, leur conférant un caractère presque sacré. La remise en question de ces principes serait taboue. La dynamique Eux-Nous, quant à elle, contribue à la création d'une identité. Les nations sont particulièrement promptes à se définir en s'opposant à d'autres peuples qu'elles considèrent comme leur autrui significatif. Les Canadiens-anglais se définissent principalement par le fait qu'ils ne sont pas États-uniens, par leur pacifisme ou leur État-providence notamment, tandis que les Québécois vont chercher à se distinguer des Canadiens, par la langue principalement.

Les cinq premières étapes constituent donc la genèse du mythe, le parcours qui mène à sa naissance. Les trois prochains éléments interviennent de manière transversale, non seulement dans son avènement, mais aussi dans sa reproduction. Le récit (6) relatif au mythe est construit par des mises en scènes, des commémorations et d'autres événements répétés ayant pour but de mettre en forme la séquence ancrage-empreinte-éthos, c'est-à-dire « d'activer l'émotion associée à l'ancrage et à l'empreinte afin de fortifier l'éthos. (Bouchard, 2014 : 89) » Rien n'est laissé au hasard dans la construction du mythe et c'est par le récit que les acteurs sociaux opèrent. Le récit est destiné à être répété de manière rituelle, renforçant ainsi la force des symboles qu'il comporte et les émotions qui lui sont associés. « Il traduit des valeurs abstraites dans des expériences vécues, exacerbées par des mises en scène dont le but est de susciter ou d'intensifier le sentiment d'appartenance. (Bouchard, 2014 : 89) » Puisqu'un ancrage peut produire plusieurs empreintes et éthos, le récit est particulièrement important pour indiquer à la population à quelle interprétation adhérer. Alors que la Conquête a longtemps alimenté un esprit de survivance chez les Canadiens-Français, un nouvel éthos aspirant à la prise en main, la reconquête prend forme avec la Révolution tranquille. Pensons également aux Fêtes de la Saint-Jean-Baptiste, renforçant autrefois la nature catholique de l'identité canadienne-française. Le 24 juin est aujourd'hui célébré sous le nom de Fête nationale, sans qu'aucune référence religieuse n'y soit faite, rappelant ainsi la laïcité de la société québécoise. Le récit se révèle donc particulièrement important pour que les symboles du mythes envoient le message voulu à la population. Bouchard note que les nations sont particulièrement portées à mettre en scène des rituels célébrant et rappelant à ses membres leurs mythes nationaux (2014, 95 ; voir également Billig, 1995).

Plusieurs techniques de persuasion (7) sont utilisées pour formuler ou reformuler le message central du mythe et augmenter son efficacité selon les contextes. La visualisation, la

rhétorique, la figuration, les mécanismes argumentaires, les structures de pensées et les répertoires de schèmes discursifs font partie de la vingtaine de techniques persuasives analysées par Bouchard. Les symboles nationaux traditionnels, comme le drapeau, la monnaie, les timbres, l'hymne national, utilisent la visualisation et la figuration pour transmettre leur message identitaire. Ainsi, les billets de monnaie émis en 2006, qui ont cependant été adoptés sous le gouvernement libéral précédent, mettaient en vedette les casques bleus, tandis que ceux de 2011, approuvés par les Conservateurs, présentent plutôt des guerriers et le monument de Vimy. Bouchard évoque plusieurs « clichés » de l'identité québécoise, comme l'idée que nous sommes des « porteurs d'eau », « nés pour petit pain », se laissant « manger la laine sur le dos » (2014 : 97). L'image de la mosaïque cadre aussi parfaitement avec le mythe du multiculturalisme canadien, surtout qu'elle s'oppose au *melting-pot* américain. Bouchard parle d'ailleurs de « l'opération tous azimuts orchestrée par l'État canadien au cours des dernières décennies pour ériger le multiculturalisme en mythe national. (Bouchard, 2014 : 116) » Pour revenir aux techniques de persuasion abordées dans *Raison et déraison du mythe*, les mécanismes argumentaires agissent à une échelle micro, à l'intérieur d'un discours par exemple. Les structures de pensées opèrent à un niveau macro, dans l'enchaînement des arguments ou des idées composant un message. Les répertoires de schèmes opèrent au même niveaux, il s'agit de formes discursives auxquelles les acteurs peuvent recourir pour formuler leur discours.

Finalement, le travail des acteurs sociaux (8) est un élément essentiel du processus de mythification, puisqu'il s'agit d'une construction sociale. Il importe d'identifier qui sont les groupes et les individus porteurs du projet de création du mythe, ainsi que les raisons qui les poussent à œuvrer de la sorte. Des entités sociales aussi variées que « l'État, les partis politiques, les unions syndicales, le système d'éducation, les médias, les Églises, les groupes

de militants, [...] les milieux professionnels, les élites et les classes sociales » peuvent être à l'origine des mythes sociaux (Bouchard, 2014 : 119). Ceux-ci peuvent contenir leur propre finalité comme servir d'autres intérêts. En ce qui a trait aux mythes nationaux, Bouchard indique que « [d]e tout temps, dans chaque pays, les élites dominantes se sont soucies de faire reposer la nation sur un fondement symbolique propre à assurer la perpétuation de leur pouvoir et à susciter l'adhésion de la population à quelques grandes finalités collectives. (2014 : 114) » Le Parti libéral du Canada est parvenu avec beaucoup de succès à partir des années 1960 à associer l'identité canadienne à des politiques libérales, comme le multiculturalisme, le bilinguisme, les soins de santé, le maintien de la paix ou encore la Charte des droits et libertés. Cette opération a certainement eu un impact sur ses victoires électorales des décennies suivantes.

Bouchard aborde brièvement le cycle de vie des mythes. Si les mythes sociaux peuvent naître et perdurer, ils peuvent également décliner, mourir, puis être remplacés par d'autres mythes (2014 : 127-128). L'auteur consacre tout un chapitre aux conditions d'efficacité du mythe, qui garantissent que le processus de mythification n'a pas été fait en vain et que le mythe pourra se maintenir dans le temps. Il n'est cependant pas nécessaire d'attendre le déclin d'un mythe avant de l'attaquer. Il arrive que certains acteurs critiquent des mythes en vigueur dans le but de les remplacer. Bouchard précise cependant que la remise en question d'un mythe est toujours une opération risquée étant donné la sacralité l'entourant : « L'attaquer, le remettre en question, c'est nier l'émotion, la souffrance qui le porte, c'est profaner la grandeur des actes passés, le mérite des héros sacrifiés, c'est détruire la fierté, la fascination, les éléments de transcendance dont l'esprit aime à se nourrir. (2014 : 94) » Il est donc plus prudent non pas d'attaquer de front un mythe, mais de proposer un mythe alternatif plus mobilisateur pour le remplacer. Serait-ce que Justin Trudeau tente de faire en déclarant le Canada pays

« multiculturel et polyglotte », substituant ainsi subtilement le bilinguisme, d'ailleurs institué par son père? Il est probablement plus efficace d'ériger un nouveau mythe sous le couvert de continuité avec l'ancien mythe. Cette tactique appelée la logique du détournement est abordée par Bouchard dans les techniques de persuasion.

Plusieurs aspects du modèle de Bouchard en font un cadre théorique pertinent pour l'étude que nous désirons mener. D'abord, il s'agit d'une approche neutre et très modérée, en ce sens où l'auteur ne souhaite ni condamner, ni encourager les mythes. Il constate leur existence et tente de rendre compte de leurs multiples facettes. Bouchard ne souhaite pas faire la critique des mythes, pas plus que celle des sociétés qui en possèdent. Cela serait d'ailleurs très malvenu, puisqu'il considère que tous les ensembles sociaux possèdent un imaginaire collectif composé d'archétypes, de mythes et de symboles. Plutôt qu'associer l'imaginaire à l'irrationnel, Bouchard montre les dynamiques hybrides qui permettent au mythe de se déployer à la fois dans le réel et l'imaginaire, le rationnel et l'irrationnel, le vrai et le faux. Ce genre d'approche nous semble particulièrement approprié en sciences sociales, où les réalités étudiées sont dynamiques, changeantes, et soulèvent souvent la controverse, le débat ou le désaccord. En soulignant l'hybridité des mythes, l'approche de Bouchard nous permettra d'étudier ce phénomène social dans toute sa complexité.

Bien qu'il soit question de mythes sociaux, l'auteur précise qu'il inclut les mythes politiques et les mythes nationaux dans cette catégorie (Bouchard, 2014 : 125), ce que le lecteur avait deviné par les nombreux exemples de cette nature qui sont donnés dans l'ouvrage. Les mythes politiques et nationaux sont des mythes sociaux qui se déploient à l'échelle de l'État ou de la nation. Cette précision est importante pour la présente recherche, qui porte sur les

mythes nationaux canadiens. Il est nécessaire que le cadre théorique choisi s'applique à notre sujet d'étude.

Plus encore, l'approche proposée par Bouchard permet d'étudier les mythes nationaux *canadiens*, puisque le sociologue utilise le Canada, ainsi que le Québec et l'Acadie, à plusieurs reprises dans son ouvrage pour exemplifier son propos, comme nous l'avons également fait ci-haut. Bouchard mentionne les tentatives de l'État canadien lors des dernières décennies d'ériger le multiculturalisme en mythe national (2014 : 116). Il traite également les efforts du gouvernement Harper de faire de la guerre de 1812 un mythe national (Bouchard, 2014 : 133-134). Voici donc une indication suffisante que ce cadre théorique s'applique bel et bien au cas que nous avons choisi d'étudier, soit la transformation des mythes nationaux proposées par le gouvernement Harper.

Conséquemment avec ce qui vient d'être dit, il importe de faire ressortir que l'approche de Bouchard tient compte de l'évolution des mythes sociaux, et pas seulement de leur naissance. Le cadre théorique classique du nationalisme, dont nous parlerons plus loin car il est intimement lié à nos recherches, se concentre surtout sur l'apparition des nations et des mouvements nationaux à l'époque moderne (Gellner, 1983 ; Anderson, 1996). Peu d'auteurs abordent la question de la reproduction des nations, de leur persistance dans le temps et de leur évolution. Faisant figure d'exception, l'approche ethnosymbolique de Smith (2010) permet de rendre compte des transformations que les nations peuvent connaître. La thèse de Billig (1995) dans *Banal Nationalism* se distingue aussi du corpus traditionnel. Billig s'intéresse au nationalisme des nations majoritaires, des États établis, des mouvements pacifiques. Ceux-ci sont beaucoup moins étudiés que nations minoritaires et violentes ou encore celles cherchant à établir un État qui leur correspond. Billig rappelle également l'actualité du

nationalisme, qui se perpétue chaque jour dans les États-nations par des mécanismes quotidiens, usuels, tellement banals qu'ils en deviennent pratiquement invisibles. L'approche de Bouchard a beaucoup en commun avec les deux dernières approches mentionnées, surtout si l'on se concentre sur son compte rendu des mythes nationaux. Ainsi, il est essentiel pour notre étude que le cadre théorique retenu rende compte de l'évolution, de la transformation et du remplacement des mythes dans une société donnée.

En somme, nous retenons le cadre théorique développé par Bouchard dans *Raison et déraison du mythe* pour structurer notre étude, car il s'agit d'abord d'une approche normativement neutre qui aborde les mythes sociaux dans toute leur complexité. Elle offre un cadre d'analyse qui est adapté à la temporalité (actuelle), la géographie (Canada) et la nature (politique, nationale) des mythes étudiés dans la présente recherche. Cette approche permet également d'étudier non seulement la naissance des mythes, mais aussi leurs transformations et leurs remplacements. Finalement, le fait que ce cadre d'analyse ait déjà été utilisé avec succès par d'autres chercheurs (McLaughlin, 2014) nous motive davantage à le mobiliser à notre tour pour guider notre recherche.

La manière dont nous utiliserons le cadre théorique de Bouchard dans notre recherche est la suivante : nous étudierons la transformation des mythes nationaux canadiens par le gouvernement Harper à la lumière du processus de mythification décrit dans *Raison et déraison du mythe*. Nous vérifierons si, et comment, les éléments mentionnés précédemment s'appliquent à l'action du gouvernement Harper dans le domaine identitaire pour chacun des trois mythes que nous avons choisi d'étudier, soit le Canada comme nation guerrière, la valorisation de l'histoire longue et l'importance de l'héritage britannique.

Les théories du nationalisme

Notre recherche se situe plus largement dans les études des nations et nationalismes. Il importe de définir ces concepts ainsi que leur proche voisin, l'identité nationale. Cette section vise également à préciser les liens qui unissent le cadre théorique de Bouchard sur les mythes sociaux et les imaginaires collectifs aux principales théories du nationalisme. Nous nous appuyons principalement sur les contributions incontournables de Ernest Gellner, Benedict Anderson et Anthony Smith ainsi que sur les récents travaux de Michael Billig. Nous abordons aussi des théoriciens québécois et canadiens, soit Louis Balthazar, Michael Ignatieff et Will Kymlicka.

La nation

Commençons avec la nation, le groupe social autour duquel se sont développés les États modernes. Smith a proposé dans ses récents travaux une définition de la nation qui tient compte de toutes ses années de réflexion sur le sujet : « a named and self-defined community whose members cultivate common myths, memories, symbols and values, possess and disseminate a distinctive public culture, reside in and identifies with a historic homeland, and create and dissemination common laws and shares customs. (2005 : 98, voir également 1991 : 40) » Dans un ouvrage portant sur le nationalisme québécois, Louis Balthazar définit pour sa part la nation comme un « groupe de personnes qui, au-delà d'unités élémentaires comme la famille, le clan, la tribu, acceptent de vivre ensemble sur un territoire donné, partagent un certain nombre de valeurs, d'habitudes, de souvenirs et d'aspirations, parlent la même langue (le plus souvent) et sont régis par une organisation politique. (Balthazar, 2013 : 23) »

Un aspect des plus intéressants chez la nation est son mélange de caractéristiques objectives et subjectives. La nation ne peut exister qu'objectivement ; il faut que les individus qui la composent sentent qu'ils forment une nation. Anderson voit la nation comme « une communauté politique imaginaire, et imaginée comme intrinsèquement limitée et souveraine. (1996 : 19) » Gellner se rallie également à cette idée : « Two men are of the same nation if and only if they recognize each other as belonging to the same nation. (1983 : 7) »

Conséquemment, on ne peut imposer le caractère national à une population sans qu'elle y adhère, et c'est là tout l'ouvrage des mouvements nationaux des XIXe et XXe siècles. Cependant, la nation ne peut exister qu'à partir de la subjectivité de ses membres. Pour former réellement une nation, pour qu'elle et ses institutions perdurent dans le temps, il faut qu'elle repose sur un certain nombre d'éléments objectifs comme un territoire, une organisation politique (le plus souvent un État), une culture et préférablement une langue partagés. Comme c'était le cas pour les mythes sociaux, la nation est de nature hybride, car elle est à la fois subjective et objective. De plus, elle est aussi, partiellement du moins, le résultat d'une construction sociale.

Les premières définitions données font toutes deux écho à l'imaginaire collectif du groupe national. Smith parle de mémoire, de symboles et de valeurs. Balthazar énumère plutôt les valeurs, les souvenirs et les aspirations. Suivant l'approche de Bouchard, tous ces éléments s'articulent sous forme de mythes dans les imaginaires collectifs. Et les nations ne font pas exceptions à la règle. Tous les mythes nationaux relatifs à l'histoire nationale, la langue, les valeurs, les projets communs, la vision du monde partagée renforcent ce sentiment de former un « nous ». Les membres de la nation développent ainsi leur sentiment d'appartenance et leur identité. Les mythes sont le ciment de la nation, c'est grâce à eux que les membres de la nation parviennent à percevoir comme tel et à former réellement une

nation. L'imaginaire collectif est aussi la substance de la nation. Alors que plusieurs nations peuvent partager une langue, une religion, même des racines ethniques communes, c'est leur récit national, leur manière de se voir comme un groupe distinct, un « nous » face à un « eux » qui leur permet réellement de s'associer politiquement de manière durable.

Smith mentionne de manière générale que la nation a une culture publique et partage des coutumes. Balthazar parle plutôt du fait que les membres d'une nation parlent généralement la même langue. La culture, les traditions ainsi que la langue ou encore la religion sont des éléments de cohésion importants qui aident les populations à se percevoir comme nation et à accepter de vivre ensemble. Anderson explique l'importance du développement des langues vernaculaires et de l'imprimerie pour la formation des nations (1996 : 77-91). Gellner parle plus généralement de l'apparition des hautes cultures chez les sociétés industrielles qui ont permis aux petites communautés agraires possédant des traditions locales de se regrouper en nations par un processus d'homogénéisation (1983 : 39-52). Ainsi, pour Anderson et Gellner, la nation est un phénomène typiquement moderne, puisque la diffusion d'une culture commune à une si large échelle dans toutes les strates de la communauté n'était pas possible avant les inventions technologiques et l'État moderne. Pour Smith, les cultures des nations possèdent des racines qui remontent au passé pré-national de ces peuples. Selon lui, si les nations sont effectivement un phénomène moderne, elles demeurent l'évolution des ethnies les précédant. L'école ethnosymboliste, dont Smith fait partie, reproche aux modernistes comme Gellner et Anderson, de négliger les antécédents culturels de la nation pour en faire des créations modernes *ex-nihilo* (Ozkirimli, 2010 : 127).

Finalement, la nation est un concept éminemment politique, malgré ses dimensions sociales et culturelles. Smith précise que la nation partage des lois communes, alors que Balthazar

mentionne plutôt une organisation politique la régissant. La forme nationale est compatible avec plusieurs types d'organisations politiques possédants différents degrés d'autodétermination. Si l'État-nation est aujourd'hui la norme à travers le monde, il n'en demeure pas moins que plusieurs nations peuvent cohabiter au sein d'un État multinational. Cet arrangement peut donner à des nationalismes irrédentistes, que Gellner reconnaît non pas comme des nationalismes potentiels, mais bien comme des nationalismes effectifs (1983 : 44). De même, l'émergence de la nation a souvent été associée aux régimes démocratiques. Cependant, l'approche d'Anderson tient compte de nations qui ne sont pas gérées par des démocraties. Il traite longuement de l'émergence du nationalisme chez les colonies créoles en Amérique et mentionne aussi les nationalismes impériaux, qui sont apparus en réaction aux mouvements nationaux populaires (1996 : 59-75 et 96). Son ouvrage présente également l'avantage de défaire la nation de la tonalité eurocentriste dont elle est habituellement dotée⁸.

À la lumière de ces explications, nous pouvons nous questionner : le Canada constitue-t-il une nation, ou est-il composé de plusieurs d'entre elles ? Combien et quelles sont-elles ? Ces questions ont fait couler tant d'encre depuis la Confédération qu'il serait risqué d'en proposer ici une réponse simple ; celle-ci serait nécessairement simpliste vu la complexité de la question nationale au Canada. Mentionnons simplement que plusieurs visions nationales cohabitent au Canada (voir Boily et Ipperciel, 2013). Alors que la plupart des Anglo-canadiens estiment que le Canada constitue une grande nation, plusieurs groupes minoritaires plaident en faveur d'une approche multinationale qui reconnaîtrait leurs particularités. Les peuples autochtones n'hésitent pas à faire valoir la particularité de leur culture et leurs traditions. Leur différence est généralement reconnue et ils sont

⁸ Les ouvrages de Gellner (1983) et Manent (2001) sur la nation portent uniquement sur le contexte européen.

conséquemment appelés « Premières nations ». Dans le cas des Québécois, qui sont les Francophones les plus insistants sur la reconnaissance de leur statut particulier dans la Confédération, ces derniers se sont longtemps vu refuser toute forme de différenciation officielle. Ce n'est qu'en 2006 par le biais d'une motion à la Chambre des Communes, que le gouvernement de Stephen Harper a reconnu les Québécois comme une « nation dans un Canada uni ». Chez les Acadiens et les Francophones des autres provinces, nous retrouvons davantage une identité divisée entre leur particularité linguistique et leur appartenance canadienne.

Le nationalisme

Passons maintenant à un concept indissociable de la nation, celui de nationalisme. Il s'agit d'un terme polysémique qui peut être défini de plusieurs manières. Les acceptations les plus courantes réfèrent généralement aux mouvements sociaux ayant engendré la création des nations à l'époque moderne, à la doctrine voulant que les unités politiques souveraines (les États) correspondent aux groupes nationaux ou encore aux efforts mis en place par les gouvernements, les partis politiques ou d'autres groupes pour promouvoir et perpétuer la nation. La définition qu'on donne au concept de nation dépend beaucoup de la perspective théorique dans laquelle nous nous situons. Gellner et Anderson appartiennent à l'école moderniste, dont la théorie repose sur la modernité du phénomène national. Smith est quant à lui le penseur principal de l'approche ethnosymboliste qui, sans nier la modernité des nationalismes, rappelle l'importance des noyaux ethniques pré-nationaux pour ces mouvements. Le débat principal du corpus classique en théories du nationalisme est donc de savoir si les nations engendrent le nationalisme, ou vice-versa. L'approche du nationalisme banal de Michael Billig échappe à ce débat intellectuel en se posant une autre

question que celle de l'origine des nations. Catégorisé comme post-moderniste par Özkirmlı (2010), Billig cherche plutôt à analyser le nationalisme comme mécanisme de reproduction des nations, particulièrement chez les nations étatiques, majoritaires et actuelles.

Pour l'école moderniste, qui est l'approche dominante, le nationalisme est un phénomène pré-national, puisque « nations do not make states and nationalisms but the other way round. (Hobsbawm, 1990 :10) ». Pour les théoriciens qui adoptent cette perspective, le nationalisme réfère donc aux mouvements nationaux, d'origine populaire ou élitiste, qui ont mené à la formation des nations et à l'établissement des États-nations à l'époque moderne. Leurs interprétations divergent lorsque vient le temps d'identifier la cause de l'apparition des nationalismes. Pour Gellner, le nationalisme est un produit de l'action étatique visant à répandre une haute culture dans une société industrielle (1983 : 57). L'imposition de cette culture désormais nationale passe principalement par le système d'éducation contrôlé par l'État (1983 : 34). Pour Anderson, le nationalisme est l'action d'engendrer la nation. Son étude se limite à la naissance des nations et n'aborde pas du tout leur persistance dans le temps. Anderson met l'accent sur l'effet de l'imprimerie et des médias de masses – utilisant les langues vernaculaires – pour l'éveil de la conscience nationale. Il accorde aussi beaucoup d'importance à l'action des représentants de l'État dans ce processus, que ce soit de simples fonctionnaires coloniaux d'Amérique du Sud ou de puissants empereurs d'Europe (1996 : 75 et 117). Les théoriciens modernistes ont tous en commun de voir le nationalisme comme un phénomène structurel et historiquement daté. Aussi négligent-ils la persistance du nationalisme un fois la nation et l'État établis. Plusieurs d'entre eux affirment que les nationalismes ont diminué, voire disparu dans la période contemporaine. Hobsbawm affirme effectivement que « nations is historically less important. (1990 : 181) »

Cette conclusion est particulièrement problématique pour le cas qui nous intéresse. En étudiant les transformations de l'identité nationale au Canada, nous supposons que le nationalisme n'est pas que la production de la nation, mais bien la reproduction et la redéfinition de celle-ci. Heureusement, ce point aveugle de l'école moderniste a déjà été critiqué par l'approche ethnosymboliste et, plus récemment, par la thèse du nationalisme banal de Billig (1995). Cet auteur s'oppose au corpus classique sur le nationalisme, qui s'est concentré sur les mouvements nationaux pré-étatiques, minoritaires ou encore violents, délaissant ainsi le nationalisme ordinaire des États-nations occidentaux. Billig explique dans son livre *Banal nationalism* comment les nations se reproduisent par des mécanismes quotidiens, tellement banals qu'ils deviennent presque imperceptibles. Un drapeau hissé au sommet d'un édifice, l'hymne national entonné avant un match de sport et la déixis utilisée par les médias⁹ sont tous autant d'éléments qui rappellent constamment aux membres de la nation l'ensemble auquel ils appartiennent.

Le nationalisme banal contribue pertinemment à notre cadre théorique, car notre objet d'étude réside dans des mesures politiques, qui peuvent sembler toutes simples voire insignifiantes, parce qu'elles appartiennent principalement au domaine symbolique. L'affichage de portraits de la Reine ou le changement de l'appellation de la Marine sont des mesures bien banales en apparence, mais la théorie de Billig nous permet de voir que la symbolique quotidienne des États est très efficace dans la perpétuation (ou la transformation, dans le cas présent) des nations. L'approche de Billig a également l'avantage de nous situer

⁹ La déixis de la nation réfère à l'idée que dans le cadre national, les médias ou même les citoyens entre eux n'ont pas besoin de préciser de contexte quand ils parlent « du » premier ministre ou de « la » météo. On sait instinctivement qu'il s'agit du premier ministre du pays en question (*notre* premier ministre), même chose pour la météo (le temps qu'il fait *ici*) et plusieurs autres sujets.

dans un cadre étatique, où les acteurs étudiés sont le gouvernement au pouvoir et les institutions en place.

L'école ethnosymboliste a, elle aussi, formulé une réponse aux théories modernistes du nationalisme. L'ethnosymbolisme s'est bâti en opposition à l'idée que les nationalismes parviennent à créer les nations en faisant la *tabula rasa* sur les cultures antérieures. Gellner résumait ce postulat de base de l'école moderniste : « nationalism, which sometimes takes pre-existing cultures and turns them into nations, sometimes invents them, and often obliterates pre-existing cultures : that is a reality, and in general an inescapable one. (1983 : 48-49) » Smith, qui a étudié auprès de Gellner, argumente plutôt que les nations ne naissent pas *ex nihilo*, mais qu'elles se construisent plutôt autour de noyaux ethniques pré-modernes. L'approche ethnosymboliste est donc mitoyenne entre les modernistes et les primordialistes ; elle reconnaît que l'apparition des nations est un phénomène politique moderne engendré par les mouvements nationaux, mais elle affirme aussi que les nationalismes sont fortement ancrés dans les cultures pré-modernes. Les nations sont ainsi des formes politiques nouvelles, qui se construisent néanmoins autour de noyaux ethniques existants. Les mouvements nationaux, qu'ils soient populaires ou élitistes, mobilisent des éléments culturels qui leurs sont antérieurs, comme une langue, une histoire, des symboles, des récits, bref un imaginaire collectif. Selon Smith, c'est précisément grâce à cet héritage culturel que le discours nationaliste résonne chez la population à laquelle il s'adresse et que les nationalismes parviennent à former des nations. Il est donc important pour les ethnosymbolistes d'étudier les nations dans la longue durée, si on veut bien comprendre le processus qui mène à leur formation.

Tout comme la théorie du nationalisme banal, l'ethnosymbolisme aide à la compréhension de notre sujet d'étude. Bien que la question nationale soit omniprésente dans l'histoire du Canada, il s'agit d'un cas de figure très différent des exemples typiques de la littérature que sont la France, l'Allemagne ou encore l'Italie. Et, bien que le Canada n'ait pas de racines culturelles remontant à l'Antiquité, Smith précise que même quand il n'y a pas d'antécédents ethniques communs, le besoin de fabriquer une mythologie et une symbolique commune devient essentielle pour assurer la survie et l'unité de la nation (1991 : 40-41). Cette idée nous permet de faire le lien avec notre cadre théorique principal, celui de Bouchard sur les mythes. Peu importe que les nations aient une mythologie authentique, héritée de ses ancêtres à travers l'histoire ou qu'elle soit inventée par des acteurs nationaux, il est certain que les ensembles nationaux auront un imaginaire collectif peuplé de mythes. Autant pour créer la nation que pour la reproduire, les élites nationales doivent faire appel à une mythologie partagée par les membres du groupe national. Une telle approche du nationalisme nous permet beaucoup mieux de rendre compte des efforts du gouvernement Harper pour transformer les mythes nationaux canadiens que les théories modernistes, qui négligent en un certain sens l'existence du nationalisme une fois la nation constituée en État. L'ethnosymbolisme comme le nationalisme banal tiennent tous deux compte de l'existence du nationalisme à l'époque contemporaine, chez les nations majoritaires et les États établis.

De plus, dans ses récents travaux, Smith a traité particulièrement du Canada et des autres nations immigrantes (Australie et États-Unis). Il note que ces nations se sont formées à partir des fragments de plusieurs ethnies, mélangeant ainsi les cultures autochtones à celles des métropoles européennes. Le résultat est donc, selon lui, une conception pluraliste de la nation qui accepte et célèbre même la diversité ethnique et culturelle, tout en l'encadrant légalement et politiquement par le biais de l'État. Le partage d'une même langue permet

également la formation d'une identité commune. Smith n'est cependant pas le seul à traiter des nations du Nouveau monde. Anderson se distingue lui-aussi de l'eurocentrisme entourant les théories du nationalisme, allant jusqu'à affirmer que « les communautés créoles acquirent si tôt le sentiment de former une nation – *bien avant la plus grande partie de l'Europe* (1996 : 61) ». Anderson estime cependant que la langue n'est pas un facteur très important pour les nationalistes du continent américain. En effet, ces derniers ont voulu devenir indépendant face à leur métropole, même s'ils partageaient la même langue. Les diverses colonies ont également formé des États distincts, bien qu'elles étaient hispanophones au Sud¹⁰, anglophones au Nord.

En plus de définir le nationalisme et d'établir son lien chronologique avec la nation, la plupart des théoriciens du nationalisme se sont efforcés de faire des typologies du nationalisme, qui correspondent souvent à différentes vagues de nationalisme géographiquement ou temporellement distinctes. Gellner identifiait huit configurations sociales, trois d'entre elles engendrant différents types de nationalisme (1986 : 94). Smith distingue quatre types de nationalismes, mais trois vagues historiques (1991 : 82 et 123-125). C'est cependant Hans Kohn (1944) qui a proposé la dichotomie la plus durable, c'est-à-dire celle entre nationalisme ethnique et civique. Nous pouvons même faire remonter cette opposition aux conceptions de la nation véhiculées respectivement par Herder et par Fichte. Alors que le nationalisme ethnique serait basé sur la langue, la religion, la culture, voire l'appartenance formelle à un groupe ethnique, le nationalisme civique cherche plutôt à réunir une population autour de principes, de valeurs et de projets communs. Le nationalisme ethnique est souvent associé aux États orientaux (incluant l'Europe de l'Est). Il est souvent abordé péjorativement par les politologues (voir Ignatieff, 1993), suivant la normativité

¹⁰ Hans Kohn fait la même observation (1944 : 14).

associée par Kohn lui-même à sa typologie. À l'opposé, les États occidentaux se targuent d'avoir un nationalisme civique, rationnel et, conséquemment, légitime. La réalité est que ces deux figures sont des idéaux-types marquant les extrémités d'un spectre. Tous les nationalismes ont une part ethnique et une part civique, différemment pondérées selon le peuple et l'époque considérés.

Cette distinction a une résonance particulière dans l'étude de la question nationale au Canada. Le nationalisme québécois a souvent été accusé d'être fermé et ethnique, surtout après la célèbre déclaration du Premier ministre québécois Jacques Parizeau en 1995 sur « l'argent et les votes ethniques¹¹ ». Dans son livre *Blood and Belonging*, Michael Ignatieff dresse un tel portrait du nationalisme québécois, et des nationalismes minoritaires contemporains en général. À l'opposé, le nationalisme canadien se présente comme civique et inclusif. Cette compréhension du nationalisme canadien découle de la forte empreinte libérale que prend l'identité canadienne à partir des années 1960 et l'importance du multiculturalisme. Kohn affirme lui aussi l'origine territoriale de la nation canadienne : « Many new nationalities, like the Canadian, developed entirely because they formed a political and geographic entity. (1944: 15) » Cette vision de la nation canadienne ne fait cependant pas consensus. Pour une frange de la population, l'identité canadienne possède un fondement culturel issu de son héritage britannique (voir Champion, 2010). Nous pourrions argumenter, comme Balthazar (2013) le fait avec le Québec, que le Canada a connu plusieurs nationalismes à travers son histoire, d'abord un nationalisme plus ethnique axé sur la descendance britannique et l'attachement à l'Empire, puis un nationalisme plus civique, axé autour des valeurs libérales, suivi peut-être d'un retour à une identité traditionnelle avec le gouvernement Harper. Nous

¹¹ Dans son discours de défaite suite au référendum québécois de 1995, le chef souverainiste Jacques Parizeau a déclaré que la victoire du camp fédéralisme était due à « l'argent et les votes ethniques ».

pourrions aussi réconcilier ces différentes positions proposant non pas qu'elles se succèdent, mais qu'elles cohabitent. Un ouvrage comme *D'une nation à l'autre : discours nationaux au Canada* dirigé par Boily et Ipperciel (2013) montre bien la multiplicité des nationalismes au Canada, autant chez différentes populations (Anglophones, Francophones, Autochtones) qu'à l'intérieur de celles-ci.

Nous terminons cette section sur le nationalisme en abordant l'approche de Kymlicka, qui nous semble offrir une analyse mitoyenne, tenant compte de la complexité des questions nationales au Canada. Kymlicka (2001) reproche aux auteurs comme Ignatieff de mécomprendre le nationalisme, surtout quand ils proposent des distinctions trop tranchées entre les nations civiques et ethniques. Kymlicka argumente que la culture est un terrain commun à tous les nationalismes. Il affirme que l'on associe à tort les nationalismes culturels d'être ethniques. Il prend comme exemple le Québec et la Catalogne pour illustrer l'idée que des nations peuvent vouloir protéger leur culture distincte, tout en étant ouvert à la diversité ethnique résultant de l'immigration. Dans la même lignée, Kymlicka trouve que les racines culturelles des nations civiques, comme la France ou les États-Unis, sont souvent négligées. La langue est primordiale pour l'intégration au vivre-ensemble national. Même au Canada, les immigrants sont invités à adopter l'une des deux langues officielles, ainsi que la culture commune. Par rapport au spectre civique-ethnique, le nationalisme canadien n'est pas aussi différent du nationalisme québécois que certains le prétendent.

L'identité nationale

Balthazar a bien raison lorsqu'il affirme que « [d]ans bien des cercles, on n'ose plus guère parler de nationalisme aujourd'hui. On préfère s'en remettre à l'identité nationale ou à la question identitaire pour signifier, ce me semble, une même réalité : l'attachement à la nation,

la conscience nationale. (2013 : 1) » Dans son acceptation la plus générale, l'identité est ce qui définit une personne, la manière dont elle se perçoit. Un individu peut avoir une identité relative à son genre, sa région, sa classe, sa religion, son ethnie et bien d'autres catégories encore. L'identité nationale se distingue des autres types d'identité par son caractère politique et sa capacité à les transcender (Smith, 2010). Il est indéniable que l'identité nationale comporte des éléments géographiques, voire religieux ou ethniques, mais sa force réside surtout dans sa capacité d'unir des populations divisées territorialement ou ethniquement dans une nouvelle communauté politique et culturelle. Smith (2010 : 14) mentionne également que l'identité nationale est multidimensionnelle par sa capacité à se combiner à différentes idéologies, comme le libéralisme, le fascisme ou le communisme. Alors que les opinions politiques d'un individu peuvent varier au cours d'une vie, son identité nationale demeure généralement la même. Bien qu'il soit possible de rejoindre une nation au cours de sa vie, la plupart des êtres humains vivent là où ils sont nés, ils travaillent dans leur langue maternelle et ils transmettent leur culture à leurs enfants. Cela rend l'identité nationale forte et durable, et explique le fait que nos unités politiques (les États) sont articulées autour des nations plutôt que des classes sociales ou des idéologies.

L'identité nationale est, en ce sens, la plus profonde et la plus durable des identités. Modifier une identité nationale loin d'être facile, mais si un acteur politique y parvient, cela lui permet probablement d'opérer la transformation la plus durable d'une société autant que d'un individu. Notre revue de littérature nous permet d'avancer que Stephen Harper a un grand projet de transformation de la société canadienne et, en ce sens, il ne serait pas surprenant qu'il cherche à transformer les mythes nationaux sur lesquels se basent l'identité canadienne. Cependant, puisque transformer l'identité d'une nation n'est pas une tâche aisée, il serait

surprenant que le gouvernement Harper réussisse en une seule décennie à renverser la forte empreinte donnée par plus de 40 ans de *nation-building* libéral.

En somme, qu'il soit question de nation, de nationalisme ou d'identité nationale, nous pouvons difficilement faire l'économie des concepts d'imaginaire collectif et de mythe social. Que l'on adhère à l'école moderniste, primordialiste ou ethnosymboliste, il est clair que la nation partage un imaginaire collectif, rempli de mythes et de références communes. Ceux-ci sont manipulés par les élites nationales pour former ainsi que reproduire cet ensemble qu'est la nation. S'il y a une part objective à l'existence de la nation et à la définition de son identité, comme le territoire habité et la langue parlée, il y a aussi une grande part de subjectivité qui se développe dans l'esprit des individus, dans leur imaginaire. Comme l'explique Anderson, le côté imaginaire des nations n'est pas synonyme de fausseté ou de supercherie, comme a pu le prétendre Gellner, mais réfère plutôt à leur invention et l'imagination qui permet leur persistance et leur évolution (1996 : 20).

Ainsi, comme nous souhaitons étudier la tentative de transformation de l'identité canadienne opérée par le gouvernement Harper, nous ne pouvons faire autrement qu'explorer les mythes nationaux constituant l'imaginaire collectif canadien. La transformation de mythes ne s'opère pas que dans l'imaginaire, elle est basée sur des actions concrètes. Celles-ci peuvent avoir peu de conséquences tangibles et se déployer surtout dans le domaine symbolique. Elles n'en sont pas moins importantes, comme nous l'avons compris avec Billig. Le processus de mythification élaboré par Bouchard est donc un cadre d'analyse idéal pour l'étude que nous désirons mener, puisque les mythes nationaux sont l'essence de l'identité nationale, qui elle-même est absolument nécessaire à l'existence de la nation. Le nationalisme, en tant que discours sur la nation, ne peut faire autrement que de transmettre son message

en mobilisant des éléments de l'imaginaire collectif du groupe auquel il s'adresse. Si le groupe ne possède pas de mythes ou de références communes, les élites nationales doivent les créer, ce qu'elles ont réussi avec succès à plusieurs reprises dans l'histoire.

De la même manière, pour transformer l'identité de la nation canadienne, ses idéaux et ses aspirations, le gouvernement Harper tente de transformer les mythes nationaux qui soutiennent la « Canadianité ». Comme nous l'avons brièvement évoqué, cette tâche n'est pas aisée, puisque l'identité canadienne a été façonnée par plusieurs décennies de construction nationale libérale, où la définition même d'être canadien a été associée à des politiques promues par le Parti libéral du Canada, comme le bilinguisme, le multiculturalisme, la Charte des droits et libertés ainsi que les opérations de maintien de la paix, pour n'en nommer que quelques unes. Comme nous le verrons dans le prochain chapitre, cette identité libérale vient elle-même remplacer l'identité traditionnelle canadienne-anglaise, fortement attachée à l'Empire britannique. Nous verrons aussi que l'identité libérale, bien que majoritaire, ne fait pas l'unanimité chez les Canadiens.

CHAPITRE 2 – MISE EN CONTEXTE

George Grant annonçait en 1965 l'échec du nationalisme canadien. La parution de son essai-choc *Lament for a Nation. The Defeat of Canadian Nationalism* suivait de deux ans le revers électoral des Conservateurs de Diefenbaker. L'auteur y affirmait que « [t]he impossibility of conservatism in our era is the impossibility of Canada. As Canadians we attempted a ridiculous task in trying to build a conservative nation in the age of progress, on a continent we share with the most dynamic nation on earth. The current of modern history is against us. (Grant, 1965 : 67) » Pour comprendre un tel passage, il faut se rappeler qu'avant les années 1960, l'identité canadienne, canadienne-anglaise du moins, se définissait surtout en fonction de son appartenance à l'Empire britannique. Un grand nombre des Canadiens-anglais de cette époque se considéraient principalement comme les descendants des Loyalistes ayant fui – de manière volontaire ou forcée – les États-Unis au moment de la Révolution américaine dans le but de demeurer fidèle à la Couronne d'Angleterre. Seymour Martin Lipset est d'avis que cette genèse a doté le Canada d'une « Tory touch » lui permettant de perpétuer « an older set of beliefs and a more conservative behavior » (1990 : 2, 4). C'est également la thèse que défend Gad Horowitz dans son célèbre article *Conservatism, Liberalism, and Socialism in Canada: An Interpretation* (1966). Se basant sur la théorie des fragments de Hartz, il est d'avis que le Canada-anglais est un fragment bourgeois, donc libéral, teinté de conservatisme (*toryism*)¹² (1966 : 151).

À partir des années 1960, l'identité canadienne commence à se transformer. Sous l'impulsion des gouvernements libéraux consécutifs, l'État canadien se modernise, adopte des politiques

¹² Cette empreinte conservatrice a eu des répercussions sur le développement des idéologies politiques au Canada, le socialisme, le libéralisme comme le conservatisme lui-même. Leurs influences mutuelles ont permis à ces idées de se développer différemment d'aux États-Unis.

progressistes et modifie ses symboles nationaux, notamment son drapeau. Selon Danic Parenteau, l'adoption de nouveaux symboles nationaux s'inscrit d'une part dans le contexte mondial de décolonisation, où « le référent national prend définitivement le dessus sur celui impérial (2014 : 254) », et d'autre part dans la volonté de l'État canadien de répondre à la « menace » du néonationalisme québécois battant son plein pendant la Révolution tranquille. Certains auteurs affirment même que l'émergence d'une nouvelle identité au Canada constitue une « autre Révolution tranquille », d'où le nom de l'ouvrage *The Other Quiet Revolution: National Identities in English Canada, 1945-71* de José Igartua (2006). La thèse principale de cet auteur est que les transformations apportées à la nation canadienne-anglaise pendant la période étudiée dépassent de loin l'évolution normale que subirait une nation à titre d'entité historique : « in a very short time, English Canada shed its definition of itself as British and adopted a new stance as a civic nation, that is, without ethnic particularities, and erected this as the Canadian model. (Igartua, 2006 : 1) ». Malgré le caractère réellement révolutionnaire de cette transformation identitaire, l'auteur déplore le manque de recherches historiques sur ce sujet. Une autre perspective, sans nier les importantes transformations qui ont eu lieu pendant les années 1960, insiste également sur les aspects de continuité entre l'avant et l'après. Se situant dans cette lignée, Christian Champion estime que « the country that emerged from the crisis of Britishness at the end of the 1960s as an official bilingual, increasingly multicultural liberal state, was the natural hybrid successor to a multiracial Empire, a fulfilment, and not a rejection, of British imperialism. (2010 : 231) »

Ainsi, il serait plus exact de dire que Grant ne pleurait pas tant la disparition *du* nationalisme canadien, mais bien celle *d'un* nationalisme canadien. Cinq décennies après ses célèbres lamentations, force est de constater que le Canada existe toujours. Toutefois, la nation à laquelle était attaché celui qu'on a surnommé « the father of English-speaking Canadian

nationalism¹³ » n'existe plus. Le Canada, tout comme le Québec (Balthazar, 2013), a connu dans son histoire plusieurs vagues de nationalisme, entraînant une évolution de la nation elle-même.

Pour bien comprendre la tentative de transformation des mythes nationaux canadiens du gouvernement Harper, il importe de comprendre les piliers de l'identité canadienne définie par les Libéraux depuis les années 1960. L'entreprise des Conservateurs n'est pas du *nation-building* au sens propre du terme, puisque leurs politiques identitaires visent une nation, ou du moins une population, ayant déjà une histoire, une culture et une identité commune. Il s'agit d'un projet de redéfinition identitaire, qu'on ne peut comprendre qu'à partir de la définition identitaire précédente, qu'ils cherchent à remplacer, ou du moins dont ils cherchent à se distancer, bref, dont ils veulent « diminuer la portée symbolique », comme l'argumente Parenteau (2014 : 261).

Il faut également comprendre que cet objectif poursuivi par les Conservateurs de Stephen Harper n'apparaît pas *ex nihilo* lors de leur première élection en 2006 ou lors de la formation de leur gouvernement majoritaire en 2011. Cette volonté s'inscrit dans la lignée de l'opposition aux politiques libérales présentes dans certaines franges de la population. Celles-ci désavouent non seulement les politiques libérales comme le bilinguisme, le multiculturalisme, la Charte des droits et libertés et l'État-providence, en elles-mêmes, mais également le fait qu'elles sont devenues des symboles identitaires canadiens. Cette opposition s'est manifestée et institutionnalisée de diverses façons, le *Reform Party* en étant probablement l'expression la plus évidente.

¹³ C'est ainsi que le décrit Andrew Potter dans l'« Introduction to the 40th anniversary Edition » de *Lament for a Nation* (2005 [1965] : ix).

Ce chapitre abordera donc d'abord les principaux symboles nationaux adoptés par les gouvernements libéraux depuis les années 1960 ainsi que les multiples manifestations de l'opposition à ce *nation-building*.

Les mythes nationaux libéraux

L'omniprésence des Libéraux au pouvoir pendant la seconde moitié du XXe siècle¹⁴ leur permet d'influencer durablement l'identité canadienne. Plusieurs symboles nationaux actuels, que ce soit le drapeau, l'hymne national, le bilinguisme ou encore la Charte des droits et libertés, sont autant de traces laissées par les années de gouvernements libéraux. Nous avons choisi de traiter plus en détails du multiculturalisme, du maintien de la paix et de l'abstraction de l'histoire longue. Ces trois mythes sont particulièrement importants pour notre recherche, car ils permettent de bien comprendre le contraste entre l'identité canadienne façonnée par les Libéraux et la nouvelle identité proposée par les Conservateurs de Stephen Harper. Cette dernière nous semble principalement axée autour de trois mythes – l'héritage britannique, la nation guerrière et l'ancrage dans l'histoire longue – qui sont aux antipodes de ceux dont nous traiterons dans ce chapitre.

Le multiculturalisme

Le Canada est l'un des États dont la population est la plus diversifiée au monde, regroupant des citoyens de plus de 200 origines différentes et parlant 94 langues. Pas moins de 20% de sa population est née à l'extérieur de ses frontières. Le Canada est donc souvent considéré, et se présente lui-même, comme l'incarnation du pluralisme culturel. Un sondage de 2006 indique d'ailleurs que 85% des Canadiens estiment que le mot « multicultural » décrit très

¹⁴ Le Parti libéral du Canada a été au pouvoir pendant 31 ans entre 1963 et 2004.

bien leur pays (Berry, 2013 : 668). Ailleurs sur la planète également, le Canada est vu par plusieurs comme le paradis de la diversité et de la cohésion culturelle. Dans une méta-analyse des recherches sur le multiculturalisme au Canada, Berry (2013) rapporte plusieurs index comparant le multiculturalisme et l'intégration des immigrants chez les États occidentaux. Sans grande surprise, le Canada arrive parmi les premiers dans tous les index répertoriés, ce qui conduit l'auteur à affirmer avec confiance : « Canada is a world leader in the domains of multiculturalism and immigrant settlement and incorporation. (Berry, 2013 : 666) »

Il est commun de faire remonter l'histoire du multiculturalisme au Canada à la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme (BB), aussi appelée Commission Laurendeau-Dunton suivant les noms de ses deux directeurs. Cette commission se déroule de 1963 à 1968, en réaction aux demandes des Canadiens-Français de protéger leur culture et leur langue ainsi que d'intégrer pleinement les institutions fédérales de prise de décisions politiques et économiques. Visant à l'origine les relations et les contributions entre les *deux* « peuples fondateurs », d'où les thèmes principaux de bilinguisme et de biculturalisme, la Commission BB est néanmoins rapidement investie des demandes des autres groupes culturels présents au Canada, principalement les communautés immigrantes. Les recommandations de la Commission au sujet du bilinguisme mènent à l'adoption de la Loi sur les langues officielles en 1969. Le biculturalisme ne sera cependant pas porté plus loin que le nom de la Commission BB. En effet, le quatrième volume du rapport de la Commission, intitulé *L'apport culturel des autres groupes ethniques*, jettera plutôt les bases du multiculturalisme canadien.

Le gouvernement libéral de Trudeau déclare d'abord en 1971 sa volonté d'embrasser le principe du multiculturalisme, engagement qu'il concrétisera en 1973 en créant le ministère

du Multiculturalisme et encore en 1982 en enchâssant cette notion dans la Charte canadienne des droits et liberté. La première déclaration de ce Premier ministre établit le multiculturalisme comme politique gouvernementale officielle. Dans son énoncé de politique au Parlement en 1971, Trudeau père reconnaît d'abord la présence et l'importance de la diversité culturelle au Canada, où « il n'y a pas de culture officielle¹⁵ ». Son discours témoigne d'une vision très civique de l'appartenance culturelle, celle-ci étant déterminée non pas par la langue maternelle ou l'origine ethnique, mais bien par le « sentiment d'appartenir au groupe ». L'énoncé de politique a donc des dimensions à la fois individuelle et collective. Sur le plan individuel, il vise à défendre la liberté de tous les Canadiens d'adhérer à la culture de leur choix et de la protéger. Sur le plan collectif, une reconnaissance symbolique du « pluralisme ethnique et culturel de notre pays » est officiellement prononcée. Le Rapatriement de la Constitution et l'adoption de la Charte Canadienne des droits et libertés en 1982 viennent solidifier l'adoption du multiculturalisme comme politique officielle. Il est effectivement indiqué que « Toute interprétation de la présente charte doit concorder avec l'objectif de promouvoir le maintien et la valorisation du patrimoine multiculturel des Canadiens. » Ainsi, si Trudeau dotait déjà l'énoncé de 1971 d'une « portée de longue durée », l'intégration du multiculturalisme à la Charte, elle-même enchâssée dans la Constitution, vient garantir sa pérennité.

Après 20 ans de gouvernement libéral, le pouvoir passe aux mains des Progressistes-Conservateurs de Mulroney en 1984. Sur plusieurs plans, ce dernier va « essentiellement poursuivre l'œuvre des Libéraux en manière de construction identitaire », suggère Parenteau (2014 : 267). Cette affirmation se fonde sur son interprétation de différentes politiques du

¹⁵ Toutes les citations de ce paragraphe sont tirées des *Débats* du 8 octobre 1971 de la Chambre des Communes (Bibliothèque et Archives Canada, 1971 : 8545-8548).

gouvernement Mulroney : l'adoption de la Loi sur le Multiculturalisme en 1988, la refonte de la *Loi sur les langues officielles* et les négociations constitutionnelles, qui visent selon Parenteau à parachever l'entreprise constitutionnelle entamée par les Libéraux avec le Rapatriement. La *Loi sur le maintien et la valorisation du multiculturalisme au Canada* de 1988 stipule

que le gouvernement fédéral reconnaît que la diversité de la population canadienne sur les plans de la race, de la nationalité d'origine, de l'origine ethnique, de la couleur et de la religion constitue une caractéristique fondamentale de la société canadienne et qu'il est voué à une politique du multiculturalisme destinée à préserver et valoriser le patrimoine multiculturel des Canadiens tout en s'employant à réaliser l'égalité de tous les Canadiens dans les secteurs économique, social, culturel et politique de la vie canadienne. (Bibliothèque et Archives Canada, 1988 : 836)

Dans un article sur l'évolution du multiculturalisme depuis les années 1990 paru en 2011, Elke Winter conclut que cette idéologie s'est consolidée au point de devenir une composante centrale de l'identité canadienne. Elle note que cette consolidation du multiculturalisme semble être liée à la « décommunautarisation » de cette idéologie. En effet, le multiculturalisme s'est développé dans les années 1990 en fonction d'une logique individuelle plutôt que sur la base des communautés et groupes culturels. L'opposition entre les deux « peuples fondateurs » a également relayé les thèmes associés à l'immigration et à la diversité culturelle au second rang, permettant ainsi au multiculturalisme de prendre du terrain en douceur et d'augmenter son acceptation sociale (Winter, 2011 : 46). Bien que le multiculturalisme connaisse une « remise en question » sous le gouvernement de Stephen Harper, il conserve un soutien considérable chez la population canadienne (Winter, 2011 : 35), qui le considère non seulement comme une politique acceptable, mais comme une part de son identité nationale.

Le maintien de la paix

On peut interpréter le comportement du Canada sur la scène mondiale comme une tentative d'exporter sa politique interne dans ses relations internationales. Si le multiculturalisme prône les rapports harmonieux entre les citoyens de différentes origines culturelles à l'intérieur des frontières étatiques, l'internationalisme présente une posture similaire visant à atteindre la paix et des relations cordiales entre les États du monde. Après la Deuxième Guerre mondiale, le Canada adopte rapidement l'internationalisme comme politique dominante pour ses relations internationales et occupe un rôle de leader dans la propagation de cette doctrine chez les autres États du monde. L'importance de Lester B. Pearson, ministre des Affaires étrangères de 1948 à 1957 puis Premier ministre de 1963 à 1968, dans cette opération ne saurait être passée sous silence, surtout qu'elle lui a valu le Prix Nobel de la Paix en 1957.

L'internationalisme du Canada, souvent appelé internationalisme « pearsonien » au pays, se manifeste par son implication dans la mise sur pied d'institutions multilatérales pendant la période d'après-guerre, l'Organisation des Nations Unies (ONU) étant certainement la plus importante d'entre elles. Membre fondateur, le Canada a obtenu à six reprises un siège non-permanent sur le Conseil de sécurité de l'ONU¹⁶. L'internationalisme libéral canadien s'incarne également dans les missions de la paix auxquels ses soldats participent. Se joignant alors aux Casques Bleus, ils sont envoyés dans des zones de conflits à titre d'observateurs militaires, et non de combattants. L'idée même de doter les Nations Unies d'une unité permanente de maintien de la paix provient de Pearson. Entre 1948 et 1968, le Canada a

¹⁶ Il est intéressant de noter que le Canada a obtenu un siège à chaque fois qu'il en a fait la demande, à l'exception notable de sa plus récente tentative en 2010, sous l'égide du gouvernement Harper.

fourni à lui seul 10% des forces contribuant aux missions de maintien de la paix de l'ONU, soit 80 000 hommes.

Bref, le comportement du Canada sur la scène internationale lui donne la réputation d'être non seulement un bon citoyen du monde, mais également un arbitre impartial, un « honest broker » comme le dit l'expression anglaise. Alliant son approche extérieure essentiellement pacifiste et sa politique interne de multiculturalisme, le Canada est surnommé « paisible royaume » (« peaceable kingdom » en anglais¹⁷). Le *peacekeeping* issu de l'internationalisme canadien est donc le second mythe national élaboré par les Libéraux que nous avons retenu pour notre analyse. Des spécialistes des relations internationales comme Justin Massie et Stéphane Roussel n'hésitent pas à qualifier de « mythe » la réputation du Canada comme « champion du maintien de la paix (2011 : 80) ». Les images de « paisible royaume » et de « médiateur » sont également considérées comme des mythes nationaux par ces spécialistes. Notons que ces trois éléments de la vision libérale du Canada, propagée à l'interne comme à l'extérieur du pays, sont tous liés à l'internationalisme pearsonien. Jean-François Caron estime aussi que cette image que projette le Canada « est maintenant un élément central du patriotisme canadien (2014 : 93) ».

Le maintien de la paix n'est pas nécessairement synonyme de démilitarisation ou d'anti-militarisme. La force de maintien de la paix de l'ONU demeure une force armée. Néanmoins, dans le cas du Canada, il convient de constater qu'il s'agit d'un État faiblement militarisé, surtout en comparaison à – et probablement grâce à – son puissant voisin du Sud. Dans un article sur ce sujet, Jérémie Cornut note que l'Armée canadienne est systématiquement sous-financée (2013 : 343). D'un point de vue stratégique, le Canada, qui bénéficie de la protection

¹⁷ Il s'agit une expression largement utilisée dans la littérature anglophone sur les relations internationales du Canada.

des États-Unis, n'a pas besoin d'être hautement armé pour assurer sa défense. D'un point de vue identitaire, il importe pour les Canadiens de se distinguer des États-Uniens, nation belliqueuse et fortement militarisée, en œuvrant pour la paix plutôt que pour la guerre, par le biais des négociations plutôt que par la force. La faible militarisation du Canada et son rôle de médiateur vont également de pair avec son statut de puissance moyenne. N'ayant pas de propension expansionniste ou belliqueuse, la place du Canada dans l'ordre mondial est essentiellement de chercher le consensus par le biais de la diplomatie multilatérale (Caron, 2014 : 67).

Cette tâche était beaucoup plus aisée à accomplir dans le contexte de bipolarité internationale qui prévalait pendant la Guerre froide. Dans son ouvrage *Affirmation identitaire du Canada. Politique étrangère et nationalisme*, Caron explique que la multipolarité du système ayant émergé lors des années 1990 a amené le Canada à modifier sa posture en politique étrangère. Ainsi, le Canada a dû diminuer sa participation aux missions de maintien de la paix de l'ONU et se réorienter vers une politique de « peace-building » (2014 : 86). Cette stratégie demeure toutefois dans la lignée de l'internationalisme, ainsi maintenue sous les Libéraux comme sous les Conservateurs depuis la fin des années 1940, jusqu'à l'arrivée au pouvoir de Harper (Cornut, 2013 ; Gagnon, 2015). Malgré le changement de paradigme opéré dans les dernières années, les Canadiens continuent de se percevoir comme une « peacekeeping nation ». Cet avis était partagé par 90% des répondants au plus récent sondage de Historica Canada (2017). Un sondage de 2014 réalisé par Vox Pop Labs indique aussi que le *peacekeeping* est le 2^e symbole rendant les Canadiens les plus fiers, après la Charte des droits et libertés.

L'abstraction de l'histoire longue

L'importance qu'a accordée le gouvernement Harper à l'histoire, à l'histoire *longue* particulièrement, permet de mettre en lumière la relative omission des périodes antérieures de l'histoire par les gouvernements libéraux. Il s'agit d'une des caractéristique de leur vision nationale du Canada : un pays jeune et résolument moderne (Parenteau, 2014). En célébrant ces caractéristiques de l'État et la société canadiennes, les gouvernements formés par le Parti libéral ont mis de côté l'histoire plus ancienne du Canada, celle-ci étant davantage associé à des valeurs conservatrices. Le contraste entre la célébration de l'histoire longue par les Conservateurs et l'abstraction de celle-ci par les Libéraux apparaîtra plus clairement au prochain chapitre, où nous aborderons l'action du gouvernement Harper dans ce domaine. Nous offrons toutefois quelques exemples qui illustrent notre propos dans cette section.

Le terme « histoire longue » peut s'appliquer aux différents sous-champs de la science historique. Il désigne, de manière générale, l'histoire précédant la période moderne du sujet d'étude. Dépendamment du phénomène, de la communauté ou de l'objet en question, la séparation entre l'histoire récente ou moderne et l'histoire longue sera différente. Il s'agit donc d'un concept qui est toujours dépendant d'un contexte historique. Bien peu théorisé par les historiens, le terme et l'idée d'histoire longue sont déjà utilisés par des chercheurs de plusieurs domaines. Par exemple, le politologue Paul Rosenstal a donné en 2010 une entrevue à la revue *Regards croisés sur l'économie*, intitulée « Une histoire longue des migrations ». Cette interview porte sur les déplacements de population avant le XIXe siècle, moment de rupture marquant l'entrée dans une période moderne de l'histoire des migrations mondiales. Dans le même esprit, Olivier Le Deuff (2015) a fait quant à lui un plaidoyer « pour une histoire longue des humanités digitales ». Ces dernières étant considérées comme un

phénomène éminemment moderne, Le Deuff cherche à tracer une histoire des humanités numériques remontant au-delà de 1946, habituellement considéré le point d'émergence des « HN » l'*Index Thomisticus* de Robert Busa. Le but de ce chercheur était de « dépasser les lignes à portée courte », de « sortir de certaines représentations traditionnelles de l'histoire des HN » (Le Deuff, 2015).

De par leur idéologie même, il est assez instinctif de penser que des Conservateurs célébreront davantage l'histoire que des Libéraux. Néanmoins, comme nous en avons traité dans le premier chapitre, tout État, toute nation commémore minimalement les grands événements de son histoire, s'inspire de ses personnages célèbres et entretient une fierté à l'égard de ses mythes, qui sont, rappelons-nous, enracinés dans un ancrage historique. Ainsi, les Libéraux, qui sont généralement plus progressistes que leurs opposants conservateurs, ont néanmoins avantage, eux aussi, à ne pas négliger l'histoire de leur peuple. L'ouvrage *La droite en Alberta : d'Ernest Manning à Stephen Harper* de Frédéric Boily (2013) indique cependant qu'il existe de grandes différences dans les rapports à l'histoire qu'entretiennent respectivement les Libéraux et les Conservateurs canadiens.

En effet, depuis plusieurs décennies, les conservateurs se désolent de l'approche libérale qui, à leurs yeux, a fait commencer le Canada dans les années 1960. L'ancien premier ministre John Diefenbaker a été un de ceux qui, au début des années 1970, reprochait avec vigueur aux libéraux de Pierre Trudeau de brader le passé et de faire commencer le Canada « le 25 juin 1968 », date où les libéraux ont repris le pouvoir. Or, cette critique d'un Canada amnésique face à son passé, notamment son passé militaire a été particulièrement vive à la fin des années 1990, avec la parution de l'ouvrage de l'historien Jack Granatstein (*Who Killed Canadian History?*), qui a lancé la première salve d'alerte au sujet de l'absence de mémoire des Canadiens.

C'est dans ce contexte d'une réappropriation de l'histoire longue du Canada, celle plongeant ses racines dans le XIX^e siècle, qu'il est possible de situer, au moins en partie, la volonté des conservateurs de mettre de l'avant certains éléments identitaires. Ainsi, le retour de l'épithète *royale* pour désigner la marine et l'aviation, le remplacement de deux tableaux d'Alfred Pellan par un portrait de la reine dans l'édifice du ministère des Affaires étrangères ou encore l'accent mis sur la commémoration de

la guerre de 1812 permettent aux conservateurs de recalibrer, si on peut le dire ainsi, le récit national canadien dans un sens plus traditionnel. Ce faisant, le récit proposé par les conservateurs s'éloigne de celui des libéraux, plutôt axé sur la période post-1945. (Boily, 2013 : 203-204)

Cette intuition est confirmée par Parenteau qui constate qu'à l'opposé des Libéraux qui ont fait preuve dans les années 1960 d'« une volonté ferme de « moderniser » l'image du Canada (2014 : 255) », les Conservateurs ont voulu rappeler à la société canadienne son héritage royaliste et ses origines britanniques. « Mettre de l'avant un tel héritage constitue évidemment une façon de prendre ses distances par rapport à cette image de pays résolument « moderne » que les Libéraux avaient tenté d'insuffler au Canada durant leur long règne. (Parenteau, 2014 : 260) »

Plusieurs décisions prises par les gouvernements Libéraux depuis les années 1960 illustrent ce délaissement de l'histoire longue, c'est-à-dire l'histoire précédant la période moderne du Canada, qui se développe progressivement à partir de la Première Guerre mondiale. Certains symboles traditionnels de l'identité nationale comme le drapeau, l'hymne national et la monnaie ont été modifiés par les gouvernements de Pearson, Trudeau et même Mulroney, qui, dans le domaine identitaire, se situe plus en continuité qu'en rupture avec les gouvernements libéraux l'ayant précédé. Les nouveaux symboles adoptés illustrent bien le désir de modernité des élites politiques canadiennes de cette époque. La réforme des institutions militaires dans les années 1960 ainsi que l'Expo 67, événement central des célébrations du Centenaire de la Confédération, présentent aussi un certain délaissement de l'histoire longue.

Dans son ouvrage *The Strange Demise of British Canada. The Liberals and Canadian Nationalism 1964-1968*, Champion (2010) consacre un chapitre à l'adoption de l'actuel drapeau canadien en 1965 et un autre aux transformations des traditions militaires sous Pearson. Il qualifie

l'adoption de l'unifolié comme « the most forceful blast in a four-year storm of Canadianization of public symbols from 1964 to 1968 under Pearson (Champion, 2010 : 5) »

L'ancien drapeau canadien, le *Red Ensign*, arborait des symboles traditionnels de l'identité canadienne, soit les armoiries du pays et l'Union Jack. À l'opposé, l'unifolié est un drapeau dénué de référence explicite aux traditions britanniques. Champion note également que le design du drapeau en lui-même est très moderne par son visuel simple et épuré. Une autre réforme importante opérée majoritairement sous le gouvernement Pearson est la fusion des trois branches des Forces armées canadiennes et leur dotation d'une nouvelle symbolique, notamment par le biais d'un nouvel uniforme. Champion (2010 : 197) voit dans ces changements une attaque contre les traditions militaires canadiennes. Le but de cette réforme est à la fois de moderniser et de « canadianiser » les institutions militaires canadiennes, en mettant de côté les traditions héritées de l'Empire britannique, désormais perçues comme étrangères et obsolètes. Les nouveaux uniformes des Forces armées canadiennes sont considérés par Champion comme « the quintessence of the 1960s crusade for distinctiveness (2010 : 221) ».

L'année 1967 est également marquée par des événements témoignant du délaissement de l'histoire longue du Canada par ses dirigeants. Alors qu'on aurait pu s'attendre à voir l'histoire du pays au premier plan à l'occasion du Centième anniversaire de la Confédération, l'événement principal des célébrations est l'Expo 67 qui se tient à Montréal sous le thème « Terre des Hommes ». À première vue, il n'est pas évident que le fait d'accueillir l'Exposition Universelle de 1967 constitue un délaissement de l'histoire longue du Canada. Il est normal que le Canada veuille rayonner à l'international à l'occasion de son 100^e anniversaire. La situation demeure cependant particulière : afin de célébrer ses 100 ans, un pays choisit d'axer ses festivités non pas sur son existence, son histoire et sa culture, mais

plutôt d'inviter chez lui tous les pays du monde pour célébrer la grande diversité culturelle qui existe sur Terre. Néanmoins, du point de vue du Canada des années 1960 en pleine mutation identitaire, quoi de plus canadien que de se fêter en célébrant l'humanité toute entière ? Selon le paradigme identitaire libéral, en effet, ce qui rend le Canada unique est sa diversité et non sa propre culture ou son histoire. C'est notamment pour cette raison qu'en se promenant sur la Colline parlementaire un 1^{er} juillet, on peut voir flotter les drapeaux de nombreux autres pays aux côtés de celui du Canada. À l'opposé, on imagine mal des Américains exhiber autre chose qu'une bannière étoilée à l'occasion du *4th of July*. Bref, l'Expo 67 témoigne d'un délaissement de l'histoire longue du Canada, particulièrement significatif à l'occasion du Centenaire de la Confédération.

En nous penchant plus précisément sur le Pavillon du Canada, nous constatons qu'il délaisse lui aussi l'histoire longue au profit de la contemporanéité. Si les peuples autochtones et les premiers explorateurs sont brièvement présentés au début de l'exposition, le cœur de celle-ci demeure les nouvelles technologies, les moyens modernes de communication et de déplacement. L'esthétique futuriste des bâtiments et œuvres d'arts, typique des années 1960, apparaît très distinctement dans le documentaire « Le Pavillon du Canada » de Marc Beaudet (1967). La conclusion de ce document d'archive est la suivante : « La moitié de la population du pays a moins de 25 ans. Aussi, le théâtre en plein air se prête-t-il aux goûts de la jeunesse. Et le Pavillon du Canada, fidèle à cette réalité, offre aux visiteurs séduits, l'image d'un pays et d'un peuple neufs. (Beaudet, 1967 : 17:00-17:30) » Champion associe cet état d'esprit à « the apparently irresistible culture of “neophilia” – a preoccupation with what was new and a disdain in some circles for what was established, familiar, and traditional. (2010 : 171) » Il est donc clair que le Canada choisit en 1967 non pas de commémorer son histoire vieille de 100 ans, mais plutôt de témoigner de sa modernité et de son enthousiasme à l'égard du futur.

La construction identitaire libérale se poursuit sous le dernier mandat Trudeau de 1980 à 1984, alors qu'il dote le Canada de fortes politiques qui deviendront des symboles identitaires. Certains changements, plus subtils, dénotent cependant le délaissement de l'histoire longue par les gouvernements issus du PLC. En 1980, le *Ô Canada* est officiellement adopté comme hymne national du pays. Ce chant était déjà utilisé comme hymne national *de facto* depuis 1939, cependant une ambiguïté demeurait et il n'était pas rare d'entendre le *God Saves the Queen* lors d'événements publics. Avant cela, dans les temps suivant la Confédération, *The Maple Leaf Forever* était également utilisé au Canada-anglais comme hymne national non-officiel. À partir des années 1900, quand l'interprétation anglophone du *Ô Canada* gagne en popularité, *The Maple Leaf Forever* est tranquillement écarté (Kallmann, 2014).

Composée au XIXe, la version originale canadienne-française du *Ô Canada* comprend plusieurs références à l'histoire longue. On y retrouve beaucoup de références chrétiennes (« Dieu », « Christ », « foi », « croix » et « autel ») et monarchiques (« épée », « trône », « Roi »), deux thèmes que nous qualifierons de peu modernes, surtout pour les oreilles de nos contemporains. *Ô Canada* se réfère aussi à l'épopée canadienne, il est question de la « terre de nos aïeux » ainsi que de « nos pères », sa naissance (« il est né », « son berceau »), bref de « ton histoire » en général. En comparaison, la version anglaise, traduite en 1908 puis légèrement modifiée par la suite, est une interprétation très libre, bien plus qu'une simple traduction, et dénuée d'éléments politiques ou historiques. Il est davantage question de la géographie canadienne (« True North », « pines and maples », « East to Western sea », « prairies ») et de ses valeurs¹⁸ (« strong and free », « glorious and free », « land of hope »), que de son histoire. Outre « God » et « Dominion », on y retrouve aucune référence à la chrétienté, ni à la monarchie.

¹⁸ Valeurs que nous pourrions qualifier de libérales, étant donné l'accent mis sur la liberté dans la chanson.

Ainsi, contrairement au *Maple Leaf Forever* et au *God Saves the Queen*, le *O Canada*, en français comme en anglais, ne mentionne aucunement les liens qui unissent le Canada à la Grande-Bretagne. Plus encore, la version anglaise, qui est plus souvent chantée étant donné la majorité anglophone au pays, est dénuée de toute référence historique. L'adoption de ce chant comme hymne national par Trudeau en 1980 met donc définitivement fin à l'ambiguïté qui existait à ce sujet jusqu'au années 1960. C'est Pearson qui, en 1964, a décidé de la nécessité pour l'État canadien de se doter d'un seul hymne national. *Ô Canada* a été choisi pour remplir ce rôle, tandis que *God Saves the Queen* fut relégué au titre d'hymne royal. Le choix d'un chant plus politiquement neutre, moderne et proprement canadien contre un chant impérial est une affirmation identitaire très forte. Elle témoigne non seulement de la volonté d'indépendance du Canada, mais aussi, d'une certaine abstraction de l'histoire longue du pays, probablement jugée comme trop intimement liée à celle de l'Empire britannique ainsi qu'à un passé chrétien¹⁹.

Dans la même lignée, le Parlement décide en 1982 de changer le nom de la Fête nationale du Canada. Anciennement « Dominion Day », le 1^{er} juillet est désormais célébré sous le nom de « Canada Day ». Cette modification, apparemment sans grande conséquence, vient cependant rompre une fois de plus le lien du Canada avec la Grande-Bretagne, écartant ainsi un pan de l'histoire canadienne, celui précédant la Seconde Guerre mondiale. Billig nous dirait de ne pas négliger ces petits changements en matière identitaire, car leur accumulation et leur répétition peuvent en venir à changer la perception qu'une nation a d'elle-même. Ainsi, à force de parler à chaque année pendant des décennies du « Canada Day » et non pas du « Dominion Day », les Canadiens pourraient finir par oublier la part britannique de leur héritage national.

¹⁹ Pour une argumentation similaire, voir Brimelow (1986 : 38-42).

Un des symboles emblématiques du *nation-building* des États modernes est la monnaie. Les pièces et billets qui la composent sont manipulés quotidiennement par les membres de la nation. La monnaie constitue donc une opportunité centrale pour les États de mettre de l'avant des symboles nationaux. Ainsi, les premières séries émises par la Banque du Canada présentent des événements et des lieux historiques importants, en plus des traditionnels paysages naturels et des personnalités politiques. Cependant, en 1986, entre en vigueur une monnaie au thème dénué de références politiques et historiques. Il s'agit de la série « Les oiseaux du Canada » qui aura cours jusqu'en 2001. C'est justement pour son caractère apolitique qu'elle est retenue : « On a choisi de représenter des oiseaux sur les billets en raison de la neutralité politique et de la simplicité visuelle de ce thème » peut-on lire sur le site du Musée de la Banque du Canada (2018). Une telle décision n'aurait pas été surprenante de la part des Libéraux, vu les nombreuses manifestations de leur désintérêt pour l'histoire longue canadienne. Par contre, cette monnaie est adoptée sous le gouvernement conservateur de Mulroney. Rappelons toutefois que ce dernier, malgré ses allégeances partisans, poursuit essentiellement le projet de redéfinition identitaire entamé par les Libéraux, comme il a été expliqué précédemment. Ainsi, pendant plus de quinze ans, les Canadiens manipulent des billets témoignant non pas des grands moments de l'histoire canadienne ou encore de sa culture particulière, mais plutôt sa diversité ornithologique²⁰.

La résistance conservatrice

Entre 1963 et 1984, les Libéraux profitent de deux décennies de gouvernance quasi-ininterrompue pour mettre en place des mythes identitaires inspirés de leur doctrine politique. Nous avons analysé l'implantation du multiculturalisme et du maintien de la paix

²⁰ Pour une étude plus complète de l'évolution de la monnaie canadienne sous les Conservateurs et les Libéraux depuis 1994, voir Nieguth et Raney (2017).

comme deux caractéristiques définissant le Canada. Nous avons également remarqué que cette définition identitaire libérale n'est pas fortement ancrée dans l'histoire longue du pays. Il convient de dire que ces idées ont durablement marqué une frange significative de la population et qu'elles ont été acceptées par cette dernière au point d'être élevées au rang de mythes nationaux (Bouchard, 2011 : 141, 170 ; Massie et Roussel, 2011). Cependant, leur emprise ne fait pas l'unanimité. Une portion considérable de la population s'oppose aux transformations opérées par les gouvernements libéraux successifs.

Cette résistance, principalement conservatrice, s'exprime sur la place publique par le biais de plusieurs journalistes, intellectuels et politiciens. Pendant plus de vingt ans, l'opposition officielle à la Chambre des Communes est assurée par le Parti progressiste-conservateur, à l'exception de leur bref passage au pouvoir en 1979. Cette opposition parlementaire est particulièrement forte à ses débuts, lorsqu'elle est dirigée par l'ancien Premier ministre Diefenbaker. Sa vision nationale du Canada, s'appuyant principalement sur l'héritage britannique la majorité anglophone, est aux antipodes de celle du gouvernement. Sa résistance au *nation-building* libéral sera particulièrement forte pendant les débats entourant l'adoption du nouveau drapeau canadien, entre mai et décembre 1964 (Champion, 2010). Pourtant, avec le temps, l'opposition officielle conservatrice en vient à s'objecter de moins en moins à la nouvelle identité canadienne et ses idéaux de multiculturalisme et bilinguisme. À un tel point qu'une fois au pouvoir, le Premier ministre conservateur Brian Mulroney poursuivra l'entreprise libérale, comme nous l'avons évoqué précédemment.

Pour cette raison et bien d'autres encore, les années 1980 voient de nouvelles figures de la résistance conservatrice émerger dans la sphère politique. Le *Reform Party* est probablement l'acteur qui viendra le plus chambouler la vie parlementaire canadienne. Ce parti canalise

d'une part l'insatisfaction des Canadiens à l'égard de l'orientation multiculturelle, bilingue et progressiste que prend le pays sous les Libéraux. Il est clair qu'une telle définition du Canada a de quoi déplaire aux citoyens plus conservateurs et politiquement à droite. Ceux-ci sont particulièrement nombreux dans les provinces de l'Ouest, d'où le fait que c'est dans cette partie du pays que le Parti réformiste naît et rassemble ses appuis. Mais le *Reform* répond aussi à des préoccupations particulières aux habitants de l'Ouest. Au delà des orientations politiques, les *Westerners* partagent un sentiment d'aliénation régionale propre aux provinces des Prairies et du Pacifique, sentiment appelé *Western alienation*. Leur mouvement politique régionaliste s'oppose au pouvoir démesuré qu'ont les provinces du Centre (Ontario et Québec) sur la prise de décisions politique et économique au Canada. Les défenseurs des provinces de l'Ouest, au premier plan Preston Manning en tant que chef du Parti réformiste, plaident pour davantage d'égalité entre les provinces, notamment par le biais d'un Sénat élu, égal et efficace, ainsi qu'entre les citoyens, en mettant fins aux statuts spéciaux et privilèges venant avec le multiculturalisme et le bilinguisme (Reform Party of Canada, 1997). Il est important de noter la contribution de Stephen Harper à la création du *Reform Party*. En tant que conseiller et député, Harper a joué un rôle de primordial dans l'histoire de ce parti, avant de s'en distancier en 1997. Mentionnons qu'au même moment où le Parti réformiste s'empare du vote de droite dans l'Ouest canadien, le Bloc québécois mobilise une majorité écrasante de l'électorat dans la seule province où il se présente. L'action combinée de ces deux nouveaux partis réduit le Parti progressiste-conservateur à deux sièges en 1993, alors qu'il occupait la position gouvernementale avant les élections.

Pour compléter cette vue d'ensemble de la résistance conservatrice à la construction identitaire libérale, il importe de mentionner les divers intellectuels, journalistes et universitaires qui prennent part au débat public et influencent l'opinion citoyenne. George

Grant est un intellectuel incontournable en ce qui a trait au nationalisme canadien. D'allégeance conservatrice, admirateur de Diefenbaker (avec certains bémols), il s'est opposé dans les années 1960 au *nation-building* progressiste des Libéraux. *Lament for a Nation* (1965) est son plaidoyer le plus fort en faveur d'une identité canadienne ancrée dans son caractère traditionnel britannique. Grant y argumente que le Canada est un pays de nature conservatrice, autant par son histoire, ses institutions que son éthos. Sa distinction avec les États-Unis, pays libéral par excellence, était jusqu'alors sa caractéristique principale. L'auteur prédit que le Canada doit cependant disparaître. D'abord à cause de la puissance de l'attraction culturelle américaine, mais aussi à cause de l'uniformisation mondiale des cultures, une conséquence de la modernité politique et ses corollaires que sont le libéralisme, le capitalisme et les développements technologiques (Grant 1965 : 66, 79). Tout comme Diefenbaker, Grant adhère à la vision traditionnelle du Canada-anglais, comme peuple faisant part de l'Empire britannique et s'y identifiant fortement (1965 : 33). Cependant, contrairement au chef conservateur, Grant considère que la survie de la nation canadienne (anglaise) passe par un partenariat avec les Francophones, cette alliance faisant partie des traits uniques du pays (1965 : 22). Bref, ce célèbre auteur défend une vision binationale du Canada, concordant avec la théorie des deux peuples fondateurs. La figure du Grant est emblématique de la mouvance *Red Tory* au Canada. Très populaire pendant la première moitié du XXe siècle chez les Canadiens conservateurs, elle va tranquillement s'estomper au profit d'une droite économique et individualiste, dite néoconservatrice ou libertarienne.

Bien que son auteur ne soit pas d'origine canadienne, le livre *The Patriot Game* publié en 1986 par le journaliste Peter Brimelow a eu une influence considérable sur de nombreux Canadiens conservateurs. Ce livre est d'une importance particulière pour notre étude, car il a fortement inspiré Harper et son entourage à la fin des années 1980 (Johnson, 2005 : 52).

Dans la première partie, Brimelow fait un historique critique des transformations identitaires opérées par les Libéraux à partir des années 1960. Il traite de l'adoption de l'unifolié et du *O Canada* ainsi que de l'Expo 67 et conclut que « Modern Canada is the creation of the Liberal Party, and it made it in its own image. (Brimelow, 1986: 43) » Il affirme que ce processus a amené les Canadiens-anglais à graduellement abandonner et oublier leurs origines britanniques (1986 : 55) : « not looking back is exactly what Canadian Establishment ideology must require of English Canada. (1986 : 122) » Cette abnégation de l'histoire longue du Canada et conséquemment de l'héritage britannique de la nation canadienne a d'une part ouvert la voie à l'adoption du multiculturalisme et a d'autre part augmenté le rythme d'intégration culturelle continentale. Dans la deuxième section, l'auteur se penche sur les « deux solitudes ». S'appuyant sur une vision andersonienne de la nation, Brimelow estime que les Canadiens-anglais ne sont qu'une manifestation régionale de la grande nation anglophone d'Amérique du Nord (1986 :150). Il admet que le Canada anglais possède certains éléments d'une culture distincte, au même titre que le Sud ou le *Midwest* américains. Allant ainsi à l'encontre de l'ultime mythe fondateur canadien, soit l'importance de ne pas être Américain, Brimelow suggère que les différences régionales entre Canadiens et États-Uniens sont surpassées par toutes les similitudes culturelles entre les habitants des deux pays. Même l'anti-américanisme canadien serait d'inspiration américaine selon l'auteur²¹ (Brimelow, 1986 : 153). Les Anglophones Nord-Américains sont exposés aux mêmes influences culturelles, ils lisent les mêmes journaux et écoutent les mêmes films. À l'opposé, les Francophones appartiennent à un univers culturel complètement différent, ce qui fait d'eux une nation distincte (1986 : 81). Bien au-delà de la barrière linguistique, « their cultural

²¹ Au États-Unis comme au Canada, la critique anti-américaine serait essentiellement l'ouvrage des nouvelles élites intellectuelles de gauche, reprochant les mêmes choses aux Américains : leur racisme et leur militarisme, entre autres (Brimelow, 1986 : 153).

background is quite different » : « the Francophones are not just North Americans who happen to live north of the border and speak French. But they are not Canadians who speak French either. (Brimelow, 1986 : 180) » Malgré ses nombreuses critiques à l'égard du séparatisme québécois, Brimelow admet qu'il s'agit d'une solution aux dysfonctions de l'État canadien (1986 : 227). Ainsi, sa perspective est en tous points opposée à celle de Grant.

La nature de la nation canadienne-anglaise ainsi que son existence même sont donc sujettes à de nombreuses spéculations. Selon P-E Trudeau et de nombreux adeptes du multiculturalisme, il n'existe qu'une grande nation pancanadienne. Le refus de reconnaître le Québec comme une société distincte lors des négociations constitutionnelles de Meech et Charlottetown sont une manifestation éloquente de cette position. C'est contre cette idée que se sont élevés deux importants universitaires dans les années 1990. Parce que les Canadiens-anglais n'arrivaient pas à se penser eux-mêmes en tant que groupe national, Philip Resnick a ressenti le besoin d'écrire *Thinking English Canada* (1994). Pour parvenir à définir la nature multinationale du Canada et négocier avec les Québécois francophones et les Autochtones, il est essentiel que les Canadiens-Anglais se reconnaissent eux-mêmes comme nation sociologique (Resnick, 1994 : 112). Le « English-Canada » auquel réfère l'auteur est de nature strictement linguistique et n'implique pas d'ascendance ethnique ou historique. Si Resnick reconnaît la nature multiculturelle du Canada-anglais, il affirme que son identité doit cependant « be based on something more than multiculturalism (1994 : 77). »

Dans la même lignée, Kenneth Mc Roberts publie en 1997 *Misconceiving Canada*, où il défend l'idée selon laquelle la vision uninationale du Canada érigée par Trudeau dans les années 1970 est inexacte. McRoberts rappelle que le Canada a été fondé sur une entente entre deux peuples fondateurs et que, bien qu'il ait eu des divergences d'opinion sur la nature des parties

impliquées dans la Confédération, cet idéal contractuel est demeuré jusqu'aux années 1960, la Commission BB en étant la preuve. McRoberts considère comme Resnick que le Canada est un État multinational composé de trois nations sociologiques : le Canada-anglais, le Québec francophones et les Autochtones. Pour répondre à la crise constitutionnelle des années 1990, il faudrait selon lui repenser la Confédération dans l'esprit des deux peuples fondateurs, en y incluant cependant les Premières nations. Il n'est pas question ici de dire que ces universitaires ont eu une influence directe sur le gouvernement Harper, mais simplement de chercher à déterminer si la présence de ces idées dans la sphère publique ne l'auraient pas influencer. Suite à l'adoption de la motion reconnaissant la nation québécoise, plusieurs se sont demandés si les Conservateurs se dirigeaient vers une reconnaissance de la nature multinationale du Canada (Caron et Laforest, 2009 ; Létourneau, 2014 ; Boily, 2016). Les avis à ce sujet demeurent divergents.

La définition du Canada-anglais de Resnick et McRoberts est donc différente de celle des deux auteurs précédemment abordés. Là où Grant voyait un groupe national de descendance commune (britannique), ces deux universitaires fondent la nation sociologique canadienne-anglaise sur un critère civique, la langue. Demeurant dans le créneau nationaliste habituel, ils ne vont pas, comme Brimelow, affirmer que le partage d'une langue commune avec les États-Unis fait des Anglophones d'Amérique du Nord une grande nation. Dans tous les cas, ces différents points de vue ont en commun de s'opposer à la vision uninationale du Canada adoptée et défendue par les Libéraux depuis le règne de Trudeau père. Cette nouvelle définition identitaire du Canada est consubstantielle à l'adoption du multiculturalisme et de l'abstraction de l'histoire longue dont nous avons parlé précédemment.

Finalement, Jack Granatstein est l'un des principaux défenseurs de l'histoire nationale canadienne et de l'historiographie traditionnelle depuis les années 1960. Son essai le plus populaire et le plus polémique s'intitule *Who Killed Canadian History?* (1998). Il y retrace l'abandon de l'histoire nationale au profit d'une nouvelle historiographie, non pas centrée sur les héros et les grands événements de la nation, mais plutôt sur les personnes ordinaires et les minorités. Ce changement de paradigme s'est d'abord effectué dans les universités, où l'apparition des études ethniques et de genre ont grandement influencé les départements d'histoire : « survey courses increasingly reflect professorial interests, and those interests tend away from national and political history – the basic nuts and bolts of Canadian historical knowledge – toward such areas as gender, labour, and regional or local history. (Granatstein, 1998 : 11-12) » Cette approche s'est ensuite répercutée sur l'enseignement de l'histoire à l'école primaire et secondaire, affectant ainsi des générations entières de jeunes Canadiens. L'auteur critique aussi la montée de l'histoire régionale dans les provinces, particulièrement au Québec (Granatstein, 1998 : 34). Il s'agit là, selon lui, d'une occasion manquée de renforcer l'unité nationale par le partage d'une histoire commune (1998 : 142). Sans grande surprise, le multiculturalisme est également montré du doigt dans *Who Killed Canadian History?* Selon Granatstein, les encouragements ainsi que le financement du gouvernement fédéral à ce que les immigrants préservent leur culture se fait nécessairement au détriment de la transmission de la culture commune et de l'intégration des nouveaux arrivants : « the pressure is to teach everyone's history but our own. (1998 : 93, 96). » En faisant du multiculturalisme l'idéologie dominante au Canada, la classe politique se trouve à être l'une des responsables de la disparition de l'histoire nationale, alors qu'elle devrait la préserver en la célébrant et la commémorant. Granatstein estime que le message corollaire au multiculturalisme et que le Canada (anglais, du moins) n'a pas de culture (1998 : 16).

L'auteur s'attarde aussi au peu d'intérêt suscité par l'histoire militaire, qui est pourtant d'une grande importance dans l'histoire nationale canadienne. Après tout, ce serait sur les champs de bataille de la Première Guerre mondiale que la nation canadienne-anglaise serait née (Granatstein, 1998 : 88). Granatstein poursuivra sa réflexion à ce sujet dans *Who Killed the Canadian Military?* paru en 2004. De plus, nous savons que cet historien a eu une influence directe sur le gouvernement Harper, notamment en collaborant à l'élaboration du nouveau guide d'éducation à la citoyenneté de 2009 (Blake, 2012 : 95).

Parmi les mythes libéraux analysés, le pacifisme canadien est celui qui a probablement été le moins remis en question. Massie et Roussel mettent en lumière la durabilité de cette auto-perception, à un tel point que le maintien de la paix est désormais vu comme la position traditionnelle du Canada. C'est ainsi que s'y réfère non seulement le gouvernement et les médias canadiens, mais également plusieurs intervenants à l'étranger (Massie et Roussel, 2013 : 80-81). Granatstein fait cependant partie des spectateurs critiques du déploiement de ce mythe. En plus de son plaidoyer pour la réhabilitation du passé militaire, il argumente en faveur d'une amélioration des capacités des actuelles Forces armées canadiennes (Granatstein, 2004). Dans la même lignée, David Bercuson, spécialiste des questions militaires et membre influent de l'École de Calgary, estime que le piètre état des institutions militaires canadiennes est une conséquence directe de la politique étrangère des gouvernements libéraux, celle-ci étant démesurément axée sur le *soft-power* (Boerger, 2007 : 125-126). Cet universitaire propose comme solution de privilégier les relations avec les États-Unis afin de garantir la prospérité économique et la sécurité du Canada, mais aussi de doter à nouveau l'armée du financement dont elle a besoin. Il plaide de manière plus générale pour un changement de position, abandonnant le « scoutisme » de l'internationalisme libéral pour une position réaliste et musclée.

Sur la scène électorale, le Parti progressiste-conservateur (PPC) est d'abord le principal opposant des politiques libérales. Dans les années 1980, un nouveau parti de droite voit le jour. Le *Reform party* est avant tout le parti de l'Ouest canadien. L'aliénation politique de cette région atteint un point tel qu'elle rompt avec les partis traditionnels, le PPC et le PLC, bien que ce dernier n'ait jamais été très populaire dans l'Ouest. Les *Westerners* accusent ces partis favoriser économiquement et politiquement le centre du pays au détriment de l'Ouest. Ce nouveau parti, mené par son chef populiste Manning avec Harper comme conseiller politique, puis député, connaît un succès électoral dans les années 1990. La montée du *Reform* et, simultanément, celle du Bloc québécois font décliner le Parti conservateur de gouvernement à dernier au Parlement. Le système partisan canadien n'aura jamais été autant fragmenté, additionnant les divisions idéologiques aux rivalités régionales. C'est le Parti libéral qui, par sa position médiane sur l'échiquier politique notamment, bénéficie de ce fort multipartisme. Ce dernier reprend le pouvoir en 1993, puis le conserve en 1997 et en 2000. Voyant que la division de la droite ne fait que renforcer l'hégémonie des Libéraux, plusieurs acteurs politiques dont Harper opèrent l'unification de la droite canadienne (Flanagan, 2007). L'apparition du nouveau Parti conservateur sur la scène électorale contribue certainement à la réduction au statut minoritaire du gouvernement libéral en 2004. Deux ans après, en janvier 2006, les Conservateurs prennent le pouvoir et Stephen Harper devient Premier ministre du Canada, titre qu'il détiendra jusqu'en octobre 2015.

Après avoir constaté l'hétérogénéité de la résistance conservatrice des années 1960 à 2000, nous pouvons nous demander à juste titre de quoi le Parti conservateur dirigé par Stephen Harper est-il l'héritier? Quel type de conservateurs forment ses rangs? Les programmes politiques du PCC nous révèlent que son conservatisme est beaucoup plus de nature

économique que sociale²². Bien qu'il y ait des conservateurs moraux et *torys* traditionnels dans les rangs du parti de Harper, les mesures mises à l'avant par ce dernier relèvent davantage d'une droite économique d'inspiration néolibérale, favorisant le libre-marché, la liberté individuelle et, conséquemment, le désengagement de l'État (Lucardie, 2009 ; Boily, 2009). La filiation intellectuelle de ces idées est souvent associée au passage de Harper à la *Calgary School*, réputée pour son néoconservatisme inspiré de Hayek (Gobeille-Paré, 2013 ; Frenette, 2014). Finalement, il est clair que ce chef conservateur est le leader des Canadiens de l'Ouest : en témoigne la présence dans ses programmes politiques de plusieurs mesures chères aux *Westerners* comme l'exploitation de leurs sables bitumineux et la réforme du Sénat, mais également Harper lui-même, qui conclut son discours de victoire en 2006 en scandant : « The West is in now! » Ainsi Flanagan (2007) n'hésite pas à affirmer que le PCC est l'héritier légitime du Parti réformiste.

Nous verrons dans le prochain chapitre comment le gouvernement Harper tente d'opérer un retour du balancier dans le domaine identitaire. Des symboles et une histoire ancienne sont célébrés pendant la décennie Harper, surtout en 2012 à l'occasion du bicentenaire de la guerre de 1812. La vision libérale est écartée au profit de trois mythes aux antipodes de ceux présentés dans au début de ce chapitre. Nous allons analyser les éléments principaux de cette nouvelle identité conservatrice à la lumière du processus de mythification de élaboré par Bouchard.

²² L'ouvrage collectif *Le conservatisme. Le Canada et le Québec en contexte* dirigé par Cardinal et Lacroix (2009) analyse très clairement l'évolution partisane de la droite canadienne.

CHAPITRE 3 – LES MYTHES NATIONAUX CONSERVATEURS

Dans ce chapitre, nous nous appuyons sur le processus de mythification développé par Gérard Bouchard dans *Raison et déraison du mythe* pour analyser la tentative d'implantation de nouveaux mythes nationaux par le gouvernement Harper. En vue de remplacer les mythes libéraux présentés dans le précédent chapitre, le gouvernement Harper a mis de l'avant trois nouveaux mythes nationaux. Premièrement, les Conservateurs ont tenté de réduire la portée symbolique du multiculturalisme, en accentuant l'importance de l'héritage britannique pour l'identité canadienne. Deuxièmement, le gouvernement Harper a cherché à défaire les Canadiens de leur auto-perception pacifiste liée aux opérations de maintien de la paix pour les amener à se considérer comme une « nation guerrière », ayant un riche passé militaire de même qu'un fort engagement militaire au temps présent. Troisièmement, le gouvernement conservateur a également mis en valeur l'histoire canadienne, une attitude qui contraste avec l'abstraction de l'histoire longue caractéristique des Libéraux. Ces trois mythes puisent à la même source, la guerre de 1812, qui est considérée par le gouvernement Harper comme un événement fondateur du Canada. À ce sujet, Bouchard décrit d'ailleurs l'action des Conservateurs comme une « tentative du gouvernement Harper de mythifier la guerre de 1812-1814 contre les États-Unis afin d'en faire une grande victoire dont la mémoire viendrait fortifier l'identité canadienne. (2014 : 133) » C'est précisément cette intuition que nous cherchons à développer et étayer dans ce chapitre.

Méthodologie

Nous procédons ici à une analyse de discours basée sur des documents officiels au sujet de la guerre de 1812. Nous avons retenu pour notre étude plusieurs documents produits ou financés par le gouvernement Harper dans le cadre des commémorations de 2012. Comme

nous étudions le message envoyé par le gouvernement à la population canadienne, nous nous appuyons uniquement sur des documents accessibles publiquement au moment des commémorations.

Notre document principal est le site « La guerre de 1812 » (1812.gc.ca), qui a pour but d'informer les Canadiens de l'histoire de la guerre célébrée et des commémorations ayant lieu. Il s'agit d'ailleurs, selon Patrimoine canadien, de la « source première d'information sur cet événement historique pour les Canadiens. (2015) » Ce site Web gouvernemental est donc un document non négligeable. Nous notons qu'il a subi des modifications en 2015 après l'arrivée au pouvoir des Libéraux, puis été retiré de la toile depuis. Ainsi, nous avons accédé à des versions archivées de ce site via WebArchive.org, ce qui nous a permis d'accéder au site tel qu'il était entre 2011 et 2014, pendant que les Conservateurs formaient encore le gouvernement. Les pages archivées ont été consultées entre le 1er et le 30 avril 2018, ce qui explique sa référence comme « Gouvernement du Canada, 2018a²³ ».

Une autre source importante que nous avons analysée est le budget de 28 millions alloué aux commémorations de 2012. Le site du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada (2018) présente des tableaux détaillés avec toutes les initiatives financées et les ministères et organismes rattachés pour les trois années fiscales sur lesquelles s'étendent ce budget, soit de 2011-2012 à 2013-2014. Ce document constitue la liste la plus exhaustive des mesures employées par le gouvernement Harper pour célébrer le bicentenaire de la guerre de 1812. Dans la même lignée, nous avons consulté l'*Évaluation de la commémoration du bicentenaire de la guerre de 1812*, un document de 66 pages publié par la Direction des services d'évaluation de Patrimoine canadien le 3 novembre 2015. Bien que publiée après l'arrivée au pouvoir des

²³ Comme il s'agit d'un site Web, il nous est impossible de préciser un numéro de page lorsque nous nous y référons.

Libéraux, cette évaluation a été produite entre février 2014 et mars 2015, quand les Conservateurs formaient encore le gouvernement.

Comme cette recherche a été entamée après la fin des commémorations de 2012, il nous a été impossible d'accéder aux multiples expositions présentées sur ce thème à travers le Canada. La plus grande de ces expositions était sans contredit celle du Musée de la guerre à Ottawa, intitulée « 1812 – Une guerre, quatre perspectives ». Heureusement, le Musée a également produit une version virtuelle de cette exposition, qui elle est toujours accessible (Musée de la guerre, 2018). L'importance de ce Musée dans les commémorations est centrale. Il s'agit du troisième principal récipiendaire des fonds gouvernementaux, après Patrimoine canadien et Parcs Canada. Le Musée de la guerre a obtenu 780 000\$ pour financer ses activités commémoratives (Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, 2018).

Finalement, nous avons sélectionné deux documents télévisuels pour notre analyse de contenu. D'abord, nous avons écouté à maintes reprises la publicité gouvernementale « La lutte pour le Canada », qui est disponible sur le site YouTube. Nous nous y référons comme « Gouvernement du Canada, 2018c ». Ensuite, nous avons téléchargé, à partir de iTunes, la série documentaire « Canada 1812 : Forged in Fire » (McDonald, 2012), traduit par « Canada 1812 : le baptême de feu » en français. Cette série est composée de 6 épisodes, chacun d'une durée d'environ 20 minutes.

Nous avons consulté certains documents que nous avons néanmoins choisi d'exclure de notre analyse de contenu. Bien que financés par le gouvernement, les documents en question ne nous semblent pas être utilisés par le gouvernement pour transmettre son message à la population canadienne. Certains d'entre eux sont trop précis et, conséquemment, ne

s'adressent pas au grand public²⁴. D'autres sources ont été mises de côté, car elle n'apportaient simplement aucune information supplémentaire et pertinente à celles que nous possédions déjà à partir des documents retenus²⁵.

Certaines sources, qui n'ont pas été l'objet de d'une analyse de contenu, ont cependant été utiles pour notre recherche. Elles nous permettent d'offrir des compléments d'informations au sujet des mesures gouvernementales étudiées. Ces documents ont aussi été utilisés pour procéder aux analyses internes et externes des documents sélectionnés pour notre analyse de contenu. Ces sources incluent le site de Postes Canada et celui de la Monnaie royale canadienne, ainsi que d'autres sites gouvernementaux donnant plus d'informations sur les mesures étudiées (monument de la Colline parlementaire, application mobile). Nous avons également consulté l'actualité journalistique de 2011 à 2013 traitant des commémorations de la guerre de 1812, qui comporte plusieurs déclarations de Harper et ses ministres. Parmi nos sources se trouvent également des articles scientifiques sur le sujet.

Le processus de mythification

Bouchard explique dans son ouvrage sur les mythes sociaux que les cinq premiers éléments (sujet, ancrage, empreinte, éthos, sacralisation) du processus de mythification forment une séquence chronologique. Les trois éléments suivants (récit, techniques de persuasion, acteurs sociaux) interviennent de manière transversale au cours de la construction du mythe. Pour davantage de clarté dans notre analyse, nous traiterons de ces éléments dans un ordre

²⁴ C'est le cas du guide « Cartographier 1812 » produit par l'Association d'études canadiennes. Ce matériel éducatif est destiné aux enseignants, comme son format long et son contenu très précis en est la preuve. Bien qu'accessible facilement sur le site de cette Association, ce document n'est pas identifié par le gouvernement comme une source d'information sur la guerre de 1812, comme c'est le cas du site 1812.gc.ca qui apparaît notamment à la fin de la publicité télévisuelle « La lutte pour le Canada ».

²⁵ Le gouvernement a produit des affiches, qui sont disponibles sur son site Web. Elles reprenaient des informations et des images déjà présentes sur le site « La guerre de 1812 » sous un autre format.

différent de celui de Bouchard. Nous commencerons par aborder l'ancrage (1), en présentant de la manière la plus objective possible les événements qui constituent la guerre de 1812-1815. Nous verrons ensuite quelles sont techniques de persuasion (2) mobilisées en 2012 par le gouvernement Harper pour commémorer le bicentenaire de cette guerre. Les initiatives gouvernementales ont pour but de véhiculer un message, qui constitue le récit (3) et que nous analyserons ensuite. Finalement, nous présenterons l'effet escompté chez la population, quelle empreinte et quel éthos (4) devraient se dégager des commémorations, du moins si les Conservateurs réussissent leur entreprise. Comme la sacralisation dépasse le cadre de notre analyse de contenu²⁶, nous réserverons cette étape du processus de mythification pour la conclusion, non pas de ce chapitre, mais de cette thèse. Nous déterminerons alors, à partir des informations que nous possédons, si la transformation des mythes nationaux canadiens par le gouvernement Harper semble avoir été une réussite ou un échec.

1. L'ancrage : les événements de 1812 à 1815

Dans le domaine identitaire, l'année la plus marquante de la décennie Harper est probablement 2012. En plus du Jubilé de diamant de la Reine Élisabeth II, célébré en grandes pompes par le gouvernement Harper malgré les nombreuses critiques, un budget de 28 millions de dollars, sur trois ans, est alloué pour commémorer le bicentenaire de la guerre de 1812. Cet événement historique est au cœur du récit identitaire des Conservateurs. Il s'agit de l'ancrage duquel découlent les trois mythes étudiés.

²⁶ La définition du sujet et les acteurs sociaux ont également été exclus de ce chapitre, car ces éléments du processus de mythification ne contribuent pas à la vérification de notre hypothèse. Méthodologiquement aussi, ils relèvent de l'analyse interne des documents, ainsi nous les avons exclus de l'analyse et l'interprétation de nos résultats.

Les causes. La guerre de 1812 est également appelée guerre anglo-américaine, car si les États-Unis d'Amérique étaient alors un pays indépendant, le Haut et le Bas-Canada sont des colonies britanniques. Les causes de cette guerre remontent au Blocus continental déclaré par Napoléon en 1806. Ce blocus vise à isoler la Grande-Bretagne du reste de l'Europe continentale. En guise de réplique, l'Empire britannique effectue un contrôle serré des marchandises en provenance des pays neutres, dont les États-Unis, destinées à l'Europe. Pendant plusieurs années, la *Royal Navy* fouille les navires commerciaux américains. Certains bateaux se voient bloquer l'accès aux ports européens. L'audace anglaise va jusqu'à arrêter des citoyens états-uniens dans le but de les enrôler dans l'armée britannique. La question autochtone contribue également aux tensions entre la jeune république et son ancienne mère-patrie. Les Anglais semblent favorables à l'opposition des Premières nations à l'expansion américaine dans l'Ouest, au grand désagrément de certains politiciens états-uniens. Dans un tel contexte, il n'est pas surprenant que la tension monte au point que les États-Unis en viennent à déclarer la guerre à la Grande-Bretagne.

Les camps. À cette époque où la guerre était encore officiellement déclarée, le président américain James Madison signe une déclaration de guerre contre la Grande-Bretagne, le 18 juin 1812. Celle-ci est appuyée par le Sénat et le Congrès. Il y a donc peu d'ambiguïté dans l'identification des belligérants. Chez les États-uniens comme les Anglais, les principaux effectifs proviennent des armées étatiques. Le camp états-unien est plus nombreux que son opposant, mais leur commandement et leur stratégie sont plus faibles. L'infériorité numérique des soldats britanniques sera partiellement compensée par l'aide de différentes milices locales, anglophones et francophones, de même que par des guerriers autochtones provenant des deux côtés de la frontière. L'ampleur de la contribution de ces milices varie beaucoup dans les différentes interprétations historiques qui ont été faites de la guerre. Selon

Pierre Berton et James Marsh, « [q]uoique la majorité des batailles ont été menées par des soldats britanniques réguliers et des guerriers autochtones, un mythe circule à l'effet que les combattants civils ont gagné la guerre. (2012) » Les débats entourant le *Militia Myth* ont été relancés à l'occasion des commémorations de la guerre de 1812²⁷. Comme nous le verrons plus loin, le récit présenté par le gouvernement conservateur donne beaucoup d'importance à la contribution des milices, des Autochtones et des simples civils, comme Laura Secord.

Le déroulement. La guerre se déroule entre 1812 et 1815, principalement dans la région des Grands-Lacs, mais également dans l'Ouest du continent, au Bas-Canada et aux bords de l'Atlantique. La guerre débute par des invasions de part et d'autre de la frontière. Les troupes britanniques menées par Sir Isaac Brock, aidées de soldats amérindiens, s'emparent avec succès de l'île Michilimackinac du Lac Huron le 17 juillet 1812. Simultanément, les forces états-uniennes pénètrent le Haut-Canada à partir de Détroit. Les premiers temps de la guerre sont marqués par ce nombreuses incursions de part et d'autre de la frontière. Après la mort de Brock le 13 octobre 1812 lors de la célèbre bataille de Queenston Heights, les Britanniques optent pour une stratégie d'avantage défensive. Les soldats parviennent parfois à repousser les attaques, comme c'est le cas à Beaver Dams le 24 juin 1813 et à Châteauguay les 25 et 26 octobre 1813. Dans d'autres cas, les États-Uniens s'emparent d'un bout de territoire, comme York qui est occupée en 1813 et le Lac Érié qui devient américain la même année. Plusieurs facteurs amènent parfois les armées du Sud à battre en retraite malgré leur position avantageuse, par exemple lorsque les soldats-fermiers du Kentucky doivent abandonner leur position avantageuse à Moraviantown pour rentrer récolter leurs champs. Les Britanniques reprennent donc leurs territoires, et les États-Uniens, sur leur chemin du retour, regagnent également les leurs. Il y a donc peu de gains de part et d'autre au moment

²⁷ Voir Robert Henderson (2013), « The Myth of the 'Militia Myth' » sur le site de la *Dorchester Review*.

du traité de Gand en décembre 1814. Étant donné la lenteur des communications à l'époque, le traité de paix n'empêchera pas Britanniques et États-Uniens de s'affronter à quelques reprises en 1815 avant sa ratification. La signature confirme le tracé de la frontière qui deviendra « désormais la plus longue frontière non défendue au monde », pouvait-on lire sur le site gouvernemental dédié à la guerre de 1812 (2018a). Fait intéressant, les deux opposants estiment avoir gagné la guerre. De sorte qu'on retrouve de part et d'autre du 49^e parallèle deux types d'autocollants « The War of 1812: Been There, Won That », certains avec un *Union Jack* et d'autres avec une bannière étoilée. Nous pouvons donc conclure que « la guerre de 1812 est en fait une succession de petites batailles qui se sont soldées en février 1815 sans véritable vainqueur. (Mathieu, 2012) »

Des critiques. Cette brève description nous permet de mieux situer le récit du gouvernement Harper sur les événements de la guerre de 1812. Selon plusieurs historiens et commentateurs, il est en effet manifeste que l'accent est volontairement mis lors des commémorations du bicentenaire sur certains aspects du conflit, comme l'importance des milices, la fidélité à la Couronne comme motivation des participants et la diversité du camp canadien, tandis que d'autres sont simplement omis, comme le sort réservé aux Autochtones suite à la guerre ou encore la participation de personnages jugés problématiques²⁸. Le gouvernement Harper est accusé d'altérer les faits, de faire du révisionnisme historique ou encore de tirer de fausses conclusions (Dorion-Soulié et Roussel, 2013 ; Turenne Sjolander, 2014 ; Noël, 2014). Ainsi, quand le gouvernement prétend que la victoire contre les Américains a permis la survie du fait français au Canada, Jacques Lacoursière répond qu'« on ne peut pas refaire l'histoire à l'envers, avec des « si ». C'est une récupération politique qui

²⁸ Louis-Joseph Papineau est écarté du récit gouvernemental, bien qu'il ait été un fidèle capitaine de milice en 1812 (Livernois, 2012).

n'a aucun fondement. (cité dans Castonguay, 2012b) » Sur la participation des Canadiens-Français, l'historien militaire Luc Lépine estime que « [c]'est comme s'ils essayaient de nous faire croire que les Canadiens français se sont battus pour la reine, ce qui est absolument faux. (cité dans Mathieu, 2012) » Bien que les critiques proviennent surtout du Québec, les médias anglophones en comptent également, comme Jeffrey Simpson du *Globe and Mail* qui reproche au gouvernement Harper de célébrer uniquement « those scattered and fading (or faded) remnants of our history that suit the government's political agenda. (Simpson, 2012) » Andrew Cohen, le président de Historica Canada, abonde aussi en ce sens dans une entrevue avec le *New York Times* (Austen, 2012) : « It's turned into a form of propaganda, and it seems to have married the government's interest in the military with its interest, some would say obsession, with the War of 1812. It's clearly, to me, part of a campaign to politicize history. » Frénette résume : « This interpretation is both anachronistic and counterfactual. (2014 : 56) »

1812, un événement fondateur. Toujours est-il que le gouvernement choisit de présenter la guerre de 1812 comme un moment fondateur pour le Canada. Stephen Blaney, alors ministre des Anciens Combattants, affirme que « La guerre de 1812 est un élément fondateur de notre pays, la genèse du Canada. (cité dans Castonguay, 2012b) » De cette fondation dérive l'identité canadienne telle que dessinée par les Conservateurs. Les événements de 1812 constituent une guerre, datant d'un passé lointain, où les Canadiens défendent les territoires britanniques contre l'invasion des États-Unis. Nous retrouvons donc les trois mythes nationaux conservateurs (militarisme, histoire longue, britannicité) ainsi que la caractéristique fondamentale de l'identité canadienne (anti-américanisme). Le but des célébrations de 2012 est de créer un sentiment d'identification ravivant cette identité toujours en vigueur au XXI^e siècle. Selon Bouchard, les reconstitutions servent effectivement à « susciter ou [...] intensifier le sentiment d'appartenance », voire, « d'activer l'émotion associée à l'ancrage et à

l’empreinte afin d’en fortifier l’éthos. (2014 : 89) » Les objectifs intermédiaires des célébrations de la guerre de 1812, tel qu’il est indiqué sur le site du Secrétariat du Conseil du Trésor sont que les « Canadiens participent aux activités et aux événements commémoratifs » et qu’ils soient « sensibilisés davantage à la guerre de 1812 et à l’histoire de leur pays ». À ce sujet, Stephen Harper affirme en entrevue avec Castonguay (2012a) que « La population du Canada comprend de moins en moins notre histoire. Ce n’est pas souhaitable. »

Il n’est pas anodin que 1812 soit présenté non seulement comme un événement historique important, mais comme un moment fondateur du Canada. Dans son célèbre ouvrage *De la démocratie en Amérique*, Tocqueville stipule l’importance de la fondation dans l’histoire des nations : « Les peuples se ressentent toujours de leur origine. Les circonstances qui ont accompagné leur naissance et servi à leur développement influent sur tout le reste de leur carrière. (1961 : 70) » Suivant cette idée, le gouvernement Harper aurait choisi la guerre de 1812 comme moment fondateur, car le récit qu’il en fait lui permet de transposer au présent les caractéristiques des Canadiens ayant combattu cette guerre.

2. Les techniques de persuasion : les commémorations de 2012

Le gouvernement de Stephen Harper utilise de nombreux moyens pour intéresser la population à la guerre de 1812. « On a pu depuis quelques années observer quasiment au jour le jour le jeu de cette entreprise de promotion visant à élever un épisode militaire au rang d’ancrage et d’empreinte : site Internet, documentaires, reconstitutions historiques, énorme offensive publicitaire sur plusieurs chaînes de télévision (notamment lors des Jeux olympiques de Londres à l’été 2012), érection d’un monument dans la capitale fédérale, et le reste. (Bouchard, 2014 : 133) » Le site du Secrétariat du Conseil du Trésor présente les budgets détaillés de l’initiative horizontale « Bicentenaire de la guerre de 1812 ». Rappelons

que le gouvernement Harper a alloué 28 millions de dollars sur trois ans entre 2011 et 2014 « pour organiser des activités commémoratives dignes de ce jalon important et pour susciter chez les Canadiens d'un océan à l'autre de l'enthousiasme à l'égard de leur pays et de son histoire. (Secrétariat du Conseil du Trésor, 2018) » Ces fonds sont attribués à Patrimoine canadien, à Parcs Canada et au Musée canadien de la guerre. Par le biais de Patrimoine canadien, plus de cent projets communautaires visant à commémorer la guerre de 1812 reçoivent du financement.

Les mesures commémoratives ayant rejoint le plus de Canadiens sont les expositions qui ont été organisées dans plusieurs musées et lieux historiques. La plus grande exposition sur le sujet est celle développée par le Musée canadien de la guerre. « 1812 » y est exposée du 13 juin 2012 au 6 janvier 2013 (Musée canadien de la guerre, 2012). En marge de l'exposition principale, une plus petite salle est aménagée pour accueillir l'exposition « Les visages de 1812 ». Créée par Bibliothèque et Archives Canada, cette section se penche sur les dimensions humaines du conflit. Ces expositions ont reçu 120 000 visiteurs en personne (Secrétariat du Conseil du Trésor, 2018). La version Web de l'exposition « 1812 » est quant à elle accompagnée d'une version abrégée du catalogue « Les quatre guerres de 1812 », rédigé par l'historien Peter MacLeod (Musée de la guerre, 2018). Plus de 21 000 personnes ont navigué sur le site Web de l'exposition, totalisant ainsi quelques 215 000 pages visitées (Secrétariat du Conseil du Trésor, 2018). Des sections de l'exposition sont adaptées dans une version itinérante qui sera présentée à plusieurs endroits au Canada et aussi à l'étranger, aux États-Unis. Parcs Canada met sur pied une exposition itinérante nommée « 1812 en tournée ». Cette exposition circulera dans 17 de ses sites pendant la durée des commémorations, ce qui lui permet de rejoindre 30 000 personnes (Secrétariat du Conseil du Trésor, 2018). Nous avons répertorié douze autres expositions mineures ou temporaires

financées par le gouvernement. Ces expositions aux thèmes variés se sont principalement déroulées dans des grandes villes (Montréal, Toronto, Vancouver) et des lieux historiques à travers le Canada.

Un outil important mis sur pied par le gouvernement pour informer la population au sujet de la guerre de 1812 est le site « 1812.gc.ca ». Ce site a aussi pour but de promouvoir les événements liés aux commémorations du bicentenaire. Les efforts de publicité du gouvernement passent par la réalisation d'une courte vidéo diffusée sur les principales chaînes télévisuelles du pays. Le budget pour la capsule d'une minute intitulée « La lutte pour le Canada » est de 6,5 millions. Le site du Secrétariat du Conseil du Trésor (2018) rapporte que 55% des Canadiens sondés disent avoir vu la publicité²⁹. D'autres produits audiovisuels ont été créés pour célébrer le 200^e de la guerre de 1812. Historica Canada crée et diffuse quatre nouvelles Minutes du patrimoine, dont les sujets sont les suivants : les Hauteurs de Queenston Heights, les Voltigeurs de Québec, Laura Secord et Richard Pierpoint. Parc Canada finance la production d'une série documentaire en six épisodes, présentant des personnages de la guerre de 1812 : Brock, Salaberry, Secord, Tecumseh, John Norton et Enos Collins. Tremblay (2017 : 51) note le « culte du héros » très présent dans les commémorations organisées par les Conservateurs en 2012.

Pour accroître le savoir de la population relativement à la guerre de 1812, le gouvernement mobilise également les symboles nationaux traditionnels que sont la monnaie et les timbres. Anciennement manipulés quotidiennement, ces objets du quotidien sont désormais moins utiles depuis que les communications et les paiements se font par voie informatique. La monnaie et les timbres demeurent cependant des symboles importants, une manière pour

²⁹ N'ayant pas d'informations supplémentaire sur le sondage ayant généré cette statistique, il nous est impossible d'investiguer de sa validité.

l'État de véhiculer une image, une histoire, un message. Ainsi, le gouvernement Harper dépense 7 millions de dollars pour que la Monnaie royale du Canada produise 55 millions de pièces commémoratives. Yves Tremblay, historien au Ministère de la Défense, note qu'il s'agit de « l'une de ses plus importantes campagnes d'émission [de monnaie] » (2017 : 16). La collection mise en circulation entre juin 2012 et juin 2013 est composée d'une pièce de deux dollars à l'effigie de la frégate HMS Shannon de même que quatre 25 cents à l'effigie des principaux héros de 1812, soit Brock, Tecumseh, Salaberry et Secord. Ces mêmes personnages historiques figurent également sur deux séries de timbres lancées en juin 2012 (Brock et Tecumseh) et juin 2013 (Salaberry et Secord). Ce projet est réalisé avec un budget beaucoup plus limité, soit 300 000 dollars octroyés à la Société canadienne des postes (Secrétariat du Conseil du Trésor, 2018). Notons cependant que la première série est réalisée en 1 500 000 exemplaires et la seconde, 1 600 000 (Postes Canada, 2012 et 2013), permettant ainsi une diffusion considérable.

En marge de ces initiatives à grand déploiement, Patrimoine canadien encourage également des projets communautaires de moins grandes ampleurs. Les petits projets à portée locale uniquement parviennent parfois à susciter plus d'enthousiasme et d'engagement que les commémorations à grande échelle. Ainsi, il ne faut pas négliger les 158 activités communautaires financées par le gouvernement. « Les activités mettant à contribution de petites collectivités qui ont joué un rôle direct dans la guerre de 1812 et qui se sont identifiées à des événements historiques connexes ont connu une réussite à l'égard de la participation et du dynamisme créé. (Patrimoine canadien, 2015 : 30) »

3. Le récit : le message envoyé

Bouchard indique que, dans un contexte national, les éléments les plus importants du récit sont (a) la célébration du message principal appuyé sur un rappel (parfois une reconstitution) de l'ancrage, (b) l'intersubjectivité permettant l'identification des acteurs, (c) l'émotion dégagée par la performance et (d) le sentiment d'unité et de solidarité qui anime les acteurs (2014 : 95). Le cas qui nous intéresse est un cas de figure qui correspond très bien à la théorie de Bouchard. Le budget de 28 millions accordé par le gouvernement pour célébrer la guerre de 1812 a permis d'appuyer plus de 158 projets commémoratifs à travers le pays, dont 22 reconstitutions sur des sites historiques de Parcs Canada. Toutes ces initiatives, quelles que soient leur nature, ont pour but de rappeler aux Canadiens l'histoire de la guerre de 1812 (a). Les reconstitutions historiques permettent à leurs participants de créer un sentiment d'identification avec les soldats, les miliciens et les civils ayant contribué à cette guerre (b). De telles commémorations permettent de revivre à chaque fois la victoire, ce qui génère un sentiment de fierté par rapport à la guerre de 1812 (c) et au fait d'être Canadien de manière générale (d).

Voyons plus précisément quel est le message découlant de cet ancrage et comment il se réfère aux trois mythes que nous avons sélectionnés. Sur le site officiel des Commémorations, nous pouvons lire ce message du Premier ministre :

Le mois de juin 2012 marquera le 200^e anniversaire de la déclaration de la guerre de 1812, une guerre où les Autochtones, les milices locales, les milices de volontaires et les régiments de langue française et anglaise ont combattu côte à côte afin de défendre le Canada contre l'invasion américaine.

La guerre nous a permis de devenir un pays libre et indépendant, uni sous la Couronne et respectueux de notre diversité ethnique et linguistique. Les efforts héroïques des Canadiens d'alors ont défini ce que nous sommes devenus, le côté de la frontière que nous habitons et le drapeau que nous saluons. (Gouvernement du Canada, 2018a)

Ces quelques lignes expriment tous les principaux éléments du message que le gouvernement cherchait à transmettre.

Nation guerrière. Le discours du Premier ministre met l'accent sur la participation des populations locales pour créer un sentiment d'association entre les citoyens Canadiens d'aujourd'hui et ceux de l'époque de la guerre. Dans l'énumération de la composition du camp canadien, « les Autochtones, les milices locales, les milices de volontaires » sont nommés avant « les régiments de langue française et anglaise ». L'importance n'est donc pas mise sur l'effort de guerre des soldats de profession, mais bien celui des civils, dont on prend soin de nommer les multiples origines. Il nous semble que le fait de présenter surtout et d'abord les simples citoyens vise à créer un sentiment d'identification entre les Canadiens d'aujourd'hui et ces Canadiens d'antan. D'une part, ils sont, *comme nous*, de simples citoyens qui habitent ce territoire comme nous l'habitons. D'autre part, ils sont également *des nôtres*, dans la mesure où ce sont nos ancêtres. Le gouvernement pourrait ainsi vouloir créer un sentiment non pas simplement d'identification, mais bien de filiation pour que les Canadiens de 2012 puissent ressentir les exploits de la guerre de 1812 comme une partie de leur héritage collectif.

Si ces Canadiens de l'époque, ces simples civils canadiens étaient des guerriers et que cette guerre est un événement fondateur du Canada, alors l'identité canadienne est teintée de cette caractéristique guerrière, ce qui fait des Canadiens d'aujourd'hui des guerriers eux aussi. Selon Livernois, le choix du gouvernement de faire appel à une « histoire monumentale », concept emprunté à Nietzsche, s'expliquerait par le fait qu'elle « donne l'impression que la grandeur d'hier a toutes les chances de réapparaître dans le futur. (2012 : 22) » Ce changement de paradigme, de nation pacifiste à nation militaire, s'appuie sur une nouvelle

vision de la fondation du Canada. Pour reprendre les mots du ministre Peter McKay : « we were born out of conflict (cité dans Brewster, 2012) ». Sans nier que la Confédération a établi les bases de l'État canadien, la nouvelle vision identitaire du gouvernement conservateur désigne la guerre de 1812 comme la fondation du peuple canadien, le moment où toutes ses composantes se sont rassemblées (« côte à côte », « uni »). Le fait que cet événement fondateur soit une guerre impliquant tous les Canadiens, même les femmes, et non pas un simple traité décidé par quelques politiciens vise à changer l'éthos du peuple en entier, faisant de lui un acteur plutôt qu'un spectateur passif. Livernois estime aussi que ce récit conservateur « confère à l'acte de naissance du pays une dimension combative, tragique, que n'a pas le 1er juillet 1867. (2012 : 22) »

Héritage britannique. Le discours du Premier ministre envoie plusieurs messages en ce qui a trait à l'ethnicité de l'identité canadienne. Britannicité et diversité se mélangent et se renforcent mutuellement dans une dialectique particulière. Tout d'abord, Harper rappelle que, depuis ses débuts, la population canadienne est diversifiée, autant linguistiquement qu'ethniquement. La volonté des Conservateurs de célébrer cette pluralité est assez claire. Dans son interprétation du conflit, le gouvernement fait un grand effort en ce qui a trait à l'inclusion et la représentation de la diversité. Les quatre héros de 1812 représentent les trois groupes nationaux du Canada (Anglophones, Francophones et Autochtones) ainsi que la présence des femmes. À chaque minorité, son héros. Le respect de la diversité et l'importance de l'union sont parfaitement véhiculées dans le nom du monument érigé sur la colline parlementaire en honneur aux combattants de la guerre de 1812. « Triomphe grâce à la diversité » est composé de sept statues représentant les combattants ayant repoussés les Américains. On y retrouve donc « un combattant métis mettant le feu à un canon; une femme qui applique un pansement sur le bras d'un Voltigeur; un marin de la Marine royale

tirant une corde; un guerrier membre des Premières Nations pointant du doigt; un milicien canadien qui lève le bras en signe de triomphe et un membre d'un régiment de l'Armée britannique, plus précisément le Royal Newfoundland Regiment, qui tire avec son mousquet. (Gouvernement du Canada, 2018b) »

Les communautés immigrantes ne sont pas laissées pour compte. La participation d'un bataillon de soldats noirs, les *Coloured Corps*, est rappelée par une Minute du Patrimoine³⁰, une exposition et d'autres outils promotionnels. Le gouvernement a même organisé un concours de dessin demandant aux jeunes de 5 à 18 ans d'illustrer « comment les personnes de diverses origines et régions ont uni leurs efforts pour lutter pour le Canada durant la guerre de 1812. (*Le Devoir*, 2012) » Un telle attention portée aux minorités relève de la surreprésentation, car les combattants de la guerre de 1812 ont été majoritairement des soldats britanniques, blancs, mâles et anglophones (Berton et Marsh, 2012). Cette importance accentuée accordée aux minorités semble être une manière de plaquer le multiculturalisme actuel sur des événements datant d'une autre époque. Il est effectivement difficile de ne pas voir un anachronisme lorsque, dans son exposition sur la guerre de 1812, le Musée de la guerre inclut lui aussi les armées de Terre-Neuve dans le camp canadien. Cette colonie ne joindra la Confédération qu'en 1949, soit 134 ans après la fin de la guerre! Les Terre-Neuviens ont effectivement participé à la guerre de 1812, mais à titre de sujets britanniques et non pas de Canadiens.

Pourtant, un changement de paradigme s'opère. La diversité canadienne est célébrée, non pas sous l'égide d'un multiculturalisme libéral, où il n'y aurait aucune culture commune, mais

³⁰ Les Minutes du Patrimoine sont des vidéos d'une minute commémorant un personnage ou un événement important de l'histoire du Canada. Ils sont réalisés par Historica Canada depuis les années 1990. Quatre nouvelles minutes ont été réalisées en 2012 pour célébrer des héros et des batailles de la guerre de 1812.

bien dans le cadre politique de l'Empire britannique, où la diversité se conjugue avec la culture de la majorité. Ainsi, Harper ne remet pas en question le multiculturalisme comme fait social (Létourneau, 2014 ; Parenteau, 2014). La présence d'une multiplicité de cultures au Canada est indéniable. Nous pouvons même dire qu'il a épousé cette diversité, électoralement du moins, en courtisant les communautés immigrantes (Castonguay, 2012d). Le récit de la guerre de 1812 tel que formulé en 2012 va également dans ce sens.

Plutôt, les Conservateurs semblent remettre en question le multiculturalisme en tant que modèle de gestion de la diversité³¹. Le gouvernement Harper tente, selon notre compréhension, d'opérer un passage du multiculturalisme à l'interculturalisme, si on en accepte les définitions qu'en fait Bouchard dans un article de 2011 intitulé « Qu'est-ce que l'interculturalisme ? ». Le multiculturalisme y est présenté comme une modèle d'intégration qui invite les immigrants à préserver leur culture propre, sans leur demander d'adhérer à la culture de la communauté d'accueil. L'interculturalisme, bien qu'il accepte la volonté des communautés immigrantes de préserver leur culture d'origine, leur demande d'adopter certains éléments de la culture de la société d'accueil. Ces deux modèles se situent dans des paradigmes différents concernant la gestion de la diversité ethnoculturelle au sein d'une société. Le multiculturalisme appartient au modèle de la diversité, où toutes les cultures sont considérées comme égales, tandis que l'interculturalisme appartient au modèle de la dualité, où la culture majoritaire se distingue des cultures immigrantes et est affirmée comme base de l'intégration des nouveaux arrivants. Évidemment, le gouvernement Harper n'utilise pas ces termes qui possèdent une connotation particulière au Québec et au Canada. Le multiculturalisme est un symbole canadien si fort qu'il vaut mieux en modifier la signification

³¹ Voir Parenteau (2014 : 262) pour une analyse similaire de la distinction entre multiculturalisme comme « modèle d'intégration » et comme « état de fait social ».

subtilement qu'en cesser complètement l'utilisation. Ce qui correspond alors à la technique de persuasion que Bouchard (2014) nomme « logique du détournement ».

La réactivation de la part britannique de l'identité canadienne vient affirmer l'existence et la nature d'une culture commune au Canada. Le gouvernement présente cet héritage comme le point d'union de la diversité canadienne, et ce, depuis sa fondation en 1812. Malgré l'accent mis sur la diversité, la fidélité de tous à la Couronne britannique est également accentuée. Plus encore, les identités britanniques et canadiennes sont présentées avec fluidité, comme si elles n'étaient qu'une. C'est ce que constate quiconque écoute la série documentaire « Canada 1812 : le baptême de feu » (MacDonald, 2012). Il est cependant discutable d'appeler les colonies anglaises de 1812 (incluant celles de l'Atlantique et de l'Ouest) « Canada » à une époque où la Confédération n'existait pas encore et que seuls les Haut et Bas-Canada portaient ce nom. Les miliciens francophones et anglophones sont appelés Canadiens, alors qu'en termes d'auto-identification, ce n'était probablement exact que dans le cas des Francophones. L'inclusion des Amérindiens comme Canadiens est également une association très discutable considérant le traitement réservé à ces peuples à l'époque et par la suite. Turenne Sjolander conclut que « [f]inding the roots of what unites Canadians from a time when Canada did not exist as a sovereign state — much less a unified nation — must be understood as a distinctly political strategy. (2014 : 154) »

Bref, là où l'histoire pourrait tracer un « Eux » d'antan différent du « Nous » actuel, le gouvernement conservateur choisit de faire des acteurs de 1812 des Canadiens avant l'heure, afin, selon toute vraisemblance, d'augmenter le sentiment d'identification des Canadiens actuels, créant de ce fait un grand « Nous » regroupant tous les Canadiens depuis la fondation du Canada, non pas en 1867, mais bien en 1812. La surreprésentation de la

diversité dans le camp canadien de 1812 a pour but d'augmenter le sentiment d'identification chez les minorités canadiennes actuelles. Dans la publicité télévisuelle « La lutte pour le Canada », le narrateur utilise un « Nous » qui inclut les téléspectateurs : « Il y a 200 ans, les États-Unis nous ont envahis. Mais nous avons défendu notre territoire... côte à côte... et gagné la lutte pour le Canada. (Gouvernement du Canada, 2018c) » L'identification des Canadiens d'aujourd'hui à ces anciens Canadiens permet la transposition du message d'une époque à l'autre.

Jusqu'à présent, nous avons présenté la part descriptive du message gouvernemental, que nous pouvons résumer ainsi : le Canada est une société culturellement diversifiée, mais cette diversité est unifiée par la britannicité. En 1812, cette britannicité passait par l'appartenance directe à l'Empire et l'identité britannique des Canadiens, anglophones surtout. En 2012, cette britannicité correspond plutôt à la reconnaissance et l'appréciation de l'héritage britannique comme fondement de la culture commune canadienne, comme la langue anglaise, la monarchie constitutionnelle, le système parlementaire et la tradition du droit civil. Dans son message officiel sur le site « La guerre de 1812 », le Ministre James Moore prend bien soin de mentionner que le « Canada d'aujourd'hui » est « un pays indépendant et libre dans une monarchie constitutionnelle, doté de son propre régime parlementaire », et ce, grâce aux « efforts héroïques » des combattants de 1812 (Gouvernement du Canada, 2018a).

Le récit de la guerre de 1812 comporte également une part normative, guidant l'action. On peut déduire du discours de Harper que c'est grâce à la loyauté canadienne à la Couronne britannique que nous avons pu demeurer « respectueux de notre diversité ethnique et linguistique ». La section « Le saviez-vous » du site « 1812 » indique effectivement que « [s]ous la Couronne, la société du Canada a conservé sa diversité linguistique et ethnique,

contrairement à la plus grande conformité exigée par la république américaine. (Gouvernement du Canada, 2018a)» Ainsi, la fidélité à l'Angleterre dans la défense de l'Amérique du Nord britannique est centrale dans le message gouvernemental entourant les Commémorations de la guerre de 1812. Cette loyauté est présentée comme nécessaire à la victoire du camp britannique et, conséquemment, à la survie et au développement du Canada et de toute sa diversité. L'inverse est cependant vrai. Si la fidélité britannique a permis la victoire en 1815 et la préservation de la diversité « canadienne », l'union des différents groupes ethniques a également permis la préservation des colonies anglaises en Amérique. Le message gouvernemental devient donc que les Canadiens de toutes les origines sont victorieux lorsqu'ils s'unissent. Le nom donné au monument commémoratif érigé sur la colline parlementaire à Ottawa ne pourrait être plus clair : « Triomphe grâce à la diversité ». Cette conception de l'unité dans la diversité est d'ailleurs l'assise conceptuelle du cadre d'intégration des immigrants, comme l'indique le nouveau guide d'éducation à la citoyenneté publié par le gouvernement Harper (Blake, 2012). Bref, contrairement à nos premières appréhensions, nous constatons que l'identité canadienne promue par le gouvernement Harper est à la fois ancrée dans la diversité et la britannicité, tel que l'illustre le récit conservateur de la guerre de 1812.

Importance de l'histoire. Enfin, le discours du Premier ministre cité plus haut précise que l'anniversaire célébré est le 200^e. Le Canada étant un jeune pays, un pays du Nouveau-Monde, il est peu fréquent qu'il célèbre des événements aussi anciens. Il est rare que des événements remontant au début du XIX^e siècle ou même avant soient célébrés de manière pan-canadienne, puisque le Canada n'a été fondé qu'en 1867. Ce n'est qu'en 2017 qu'il célébrait son 150^e anniversaire. Évidemment, le gouvernement célèbre des événements antérieurs à sa fondation, comme ce fut le cas en 2008 du 400^e anniversaire de la Ville de Québec. Malgré

les tentatives de Harper et de ses lieutenants de présenter cet événement comme « la fondation de l'État canadien » (cité dans Castonguay, 2012a), il serait difficile de dire que l'anniversaire a été célébré avec enthousiasme par tous les Canadiens. L'événement, malgré son importance, est somme toute demeuré une fête locale.

Une situation similaire a été observée à l'occasion du 800^e anniversaire de la *Magna Carta* en 2015, alors qu'une version de ce document datant du XIV^e siècle a été exposée dans quatre villes canadiennes. Dans un communiqué officiel du Ministère du Patrimoine canadien, il était annoncé que « [l]es Canadiens auront l'occasion d'observer la *Magna Carta* et d'en apprendre davantage sur le document qui a servi à jeter les bases de notre démocratie, de notre justice et de nos droits de la personne. (Magna Carta Canada, 2015) » La déixis de la nation est encore ici à l'oeuvre, faisant de la Grande Charte un élément appartenant à « notre » histoire, nous « Les Canadiens ». Ce document juridique appartient pourtant à un autre temps et un autre lieu. Intégrer à l'histoire canadienne un événement s'étant déroulé sur un autre continent, à une époque où le pied d'aucun colon n'avait encore foulé Amérique est encore une fois très discutable. Abu-Laban estime qu'en agissant ainsi, le gouvernement conservateur « refracts British history as Canada's history (2010 : 158) ». Cette tendance s'observe dès le discours parlementaire inaugural de Harper en 2006, où il déclare : « At the heart of our relationship is the golden circle of the crown which links us all together with the majestic past that takes us back to the Tudors, the Plantagenets, the Magna Carta, habeas corpus, petition of rights and English Common Law. (cité dans Frenette, 2014 : 54-55) » Bref, malgré les efforts des Conservateurs, les événements antérieurs à la Confédération peuvent difficilement être célébrés de manière nationale, car il s'agit généralement soit d'événements locaux, soit d'événements étrangers. Avec la guerre de 1812, le gouvernement

Harper tente justement d'étendre les racines du Canada à une époque plus ancienne, dans une histoire plus longue.

L'objectif du gouvernement Harper est assez clair : faire remonter les racines de l'identité canadienne aussi loin que possible, montrer que le Canada a une histoire longue et riche de traditions, que le Canada n'est pas une invention récente du Parti libéral, mais bien le produit d'une autre époque dont les traces subsistent. Le Premier ministre reconnaît que « Pour les conservateurs, l'histoire est primordiale. (cité par Castonguay, 2012a) » En ce qui concerne la guerre de 1812, le gouvernement met l'accent sur l'idée que cet événement est intimement lié à la suite de l'histoire canadienne, qu'il s'insère en quelque sorte dans sa destinée nationale. Les termes « nous a permis » et « ont défini » dans le message du Premier ministre indiquent effectivement cette idée. Nous avons déjà stipulé les implications de cette nouvelle origine de la nation canadienne pour sa définition identitaire actuelle.

Opposition aux États-Unis. Finalement, le discours du Premier ministre réitère le canon de l'identité canadienne : nous ne sommes pas États-Uniens. « Les efforts héroïques des Canadiens d'alors ont défini ce que nous sommes devenus, le côté de la frontière que nous habitons et le drapeau que nous saluons. » On comprend que ce que nous sommes est intimement lié à la frontière qui nous sépare de nos voisins du Sud. Quand un « Nous » se crée, c'est nécessairement par rapport à un « Eux ». Ici, comme toujours, l'autrui significatif du Canada correspond aux États-Unis. Pendant ses dix ans au pouvoir, Harper s'est souvent fait reprocher d'opérer un rapprochement idéologique et identitaire avec les États-Unis. Puisque le pacifisme canadien permettait de se distinguer de l'attitude belliqueuse des États-Uniens, il n'est pas surprenant que plusieurs aient vu d'un œil inquiet la militarisation du Canada effectuée sous les Conservateurs. La guerre de 1812 vient cependant rappeler que

l'histoire militaire du Canada est marquée de nombreuses oppositions aux États-Unis. Le Canada a pu devenir ce qu'il est, car il a résisté aux États-Uniens. On comprend que le Canada a pu conserver sa diversité, car il est demeuré dans un Empire tolérant envers le pluralisme ethnolinguistique, « contrairement à la plus grande conformité exigée par la république américaine. (Gouvernement du Canada, 2018a) » « Le Canada n'existerait pas si l'invasion américaine de 1812-1815 avait réussi » pouvait-on également lire sur le site officiel (Gouvernement du Canada, 2018a). Une opposition est ainsi créée entre, d'une part, la loyauté et la britannicité canadienne et, d'autre part, la rébellion et la volonté d'indépendance états-unienne.

Le mythe de la milice. Selon la présentation de l'événement, le Canada serait une nation guerrière : « Forged by Fire », pour reprendre le titre anglophone de la série documentaire financée par Parcs Canada (McDonald, 2012), ou « born out of conflict » pour reprendre les paroles du ministre McKay. La version officielle de la guerre de 1812 véhicule l'idée que les Canadiens, par fidélité à la Couronne britannique, se seraient unis pour repousser les attaques états-unienne. Ce récit mettant l'accent sur l'action des milices locales, plutôt que sur la participation de l'armée britannique, a été nommé « Militia Myth ». Ce mythe veut donc que la supposée victoire en 1815 soit le fait de la population plutôt que de l'armée. Le site gouvernemental de la guerre de 1812 indique qu'« [o]n doit la victoire contre l'invasion américaine aux efforts concertés déployés par l'armée et la marine britanniques, les miliciens volontaires francophones et anglophones ainsi que les alliés des Premières nations. (Gouvernement du Canada, 2018a) » D'un point de vue nationaliste, il est effectivement important que ce soit grâce aux Canadiens que la guerre ait été gagnée. Une simple victoire de l'armée impériale n'aurait pas le même pouvoir d'identification et n'entraînerait pas la

même fierté. Un tel récit ne serait pas porteur des mythes conservateurs, puisqu'il ne concernerait pas réellement la population.

Le gouvernement Harper a clairement fait un choix délibéré, en ce qui a trait à l'adoption du *Militia Myth*. Il se situe dans la lignée de Christian Champion, qui affirme que l'importance des milices pour la victoire des Canadiens en 1814 est loin de relever de l'illusion. Pour Champion (2014), le lien entre cette guerre et les fondements du Canada est directe, car la mémoire de 1812 subsiste clairement dans les esprits des Pères de la Confédération et influence leur entreprise politique. Cette interprétation est cependant mis en doute par plusieurs historiens, dont David Bercuson, qui estime plutôt que « British regular troops deserve most of the credit for repelling the American invaders. (cité dans Austen, 2012) » Ainsi, même à l'intérieur des rangs conservateurs, le mythe de la milice ne fait pas consensus.

Question autochtone. La manière dont la participation des Amérindiens est abordée permet aussi de voir que le récit des Conservateurs est le résultat de choix interprétatifs. La contribution des Autochtones est présentée de manière somme tout positive et joviale :

Les droits des Autochtones qui étaient en vigueur en 1811 seront respectés, mais le rêve de nombreuses Premières nations, qui souhaitent obtenir un territoire au nord-ouest de l'Amérique du Nord qui ne serait plus empiété par les Américains, ne se concrétisera pas. Toutefois, en décidant de résister à l'invasion américaine et de se joindre à ce qui deviendra le Canada, les Premières nations contribuent à établir les fondements du Canada moderne, dont le respect des droits des Autochtones. (Gouvernement du Canada, 2018a)

À cela, Livernois demande ironiquement : « La loi sur les Sauvages, n'est-ce pas ? (2012 : 22) » Le récit gouvernemental est très différent d'autres interprétations qui stipulent plutôt que les Autochtones sont les grands perdants de la guerre. Des deux côtés de la frontières, les Premières nations se voient retirer leurs terres et doivent assister, contre leur volonté, à la progression des colons vers l'Ouest. Castonguay (2012b) suggère que « [c]e

volet de la guerre de 1812 ne sera évidemment pas célébré au Canada ni aux États-Unis.» Plusieurs Amérindiens refusent d'ailleurs de prendre part aux commémorations du bicentenaire.

4. L’empreinte et l’éthos : l’effet recherché

Par la commémoration de la guerre de 1812, le gouvernement Harper cherche à transmettre un message à la population canadienne, message que nous venons de présenter. L'exposition à ce récit passe par la participation des Canadiens aux activités organisées et financées par le gouvernement, ce qui constitue l'un des objectifs intermédiaire du projet commémoratif de 2012. L'objectif principal découlant de la participation de la population est que « [l]es Canadiens [aient] une meilleure connaissance de la guerre de 1812 et de leur histoire. (Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, 2018) » Le ministre Peter Mackay affirme effectivement que « the series of celebrations are meant to raise awareness and appreciation for the history (cité dans Brewster, 2012) » Dans son rapport d'évaluation, Patrimoine canadien ajoute cependant que ces activités sont également organisées « dans le but de renforcer l'identité canadienne. (Patrimoine canadien, 2015) »

Comme Bouchard l'explique dans sa présentation du processus de mythification, le message principal du mythe, qui découle de son ancrage, passe par une empreinte et un éthos. L'empreinte est une gamme d'émotion suscitée par l'ancrage, ce qui permet au mythe de s'ancrer dans le domaine émotionnel, irrationnel, de la communauté visée. L'éthos est quant à lui un ensemble de valeurs, d'idéaux, de principes, d'aspirations découlant de l'empreinte. Le message ensuite véhiculé par le récit du mythe est fortement lié à son éthos. Nous cherchons donc ici à identifier quels sentiments le gouvernement Harper a-t-il tenté de susciter chez les Canadiens par la commémoration de la guerre de 1812? Quelles émotions,

peut-on raisonnablement penser, le souvenir de cet événement éveille-t-il chez la population canadienne? À partir de notre corpus de documents, nous déduisons une gamme de sentiments qui nous semblent correspondre à l’empreinte désirée par le gouvernement conservateur, dans sa volonté d’ériger ses nouveaux mythes nationaux. Nous identifions d’abord un sentiment de menace, de crainte, d’urgence d’agir, qui est causé par le rappel de l’invasion états-unienne. En réaction à ce danger naît une volonté d’action, de combat, de défense, de prise en main. Finalement, grâce à la victoire des Canadiens, ces derniers devraient ressentir beaucoup de satisfaction, d’enthousiasme et de fierté par rapport à cet épisode de leur histoire.

Sentiment de menace. Avec beaucoup de « si », le gouvernement fait comprendre à la population l’importance de cette guerre et de la victoire canadienne : si les choses s’étaient déroulées autrement, affirme-t-on, le Canada n’existerait pas, le fait français en Amérique aurait pour sa part disparu, les Peuples amérindiens auraient été décimés. Répétées à plusieurs reprises, sur le site « 1812 », dans l’exposition du Musée de la guerre ainsi que dans les discours de Harper et ses ministres, toutes ces suppositions peuvent avoir pour effet de transmettre le sentiment d’inquiétude qui animait les habitants menacés par les invasions états-uniennes entre 1812 et 1814. L’épisode sur Laura Secord de la série documentaire exprime explicitement ce sentiment de menace. Sur un fond de musique dramatique, le personnage raconte longuement ses craintes. En apprenant l’attaque prévue par les États-uniens, elle a peur pour la sécurité de sa famille et ses amis. Ayant décidé qu’elle devait porter le message aux troupes britanniques, elle appréhende le long trajet qu’elle doit parcourir, de même que les patrouilleurs états-uniens et les guerriers amérindiens qu’elle pourrait croiser sur son chemin. Il nous semble que la publicité gouvernementale a, elle aussi, tout avoir pour transmettre ce sentiment d’inquiétude à ses téléspectateurs. Les images sont sombres, on y

voit des bateaux de guerre, une armée marcher, Laura Secord courir à travers la forêt. L'alternance des plans très rapide (0,8 secondes en moyenne) contribue à cet effet d'urgence (Piché, 2012). On croirait regarder la bande-annonce d'un film d'action, si ce n'étaient des crédits gouvernementaux annoncés à la fin du clip. Bref, plusieurs initiatives gouvernementales liées à la guerre de 1812 peuvent avoir pour effet d'éveiller un sentiment d'inquiétude dans la population canadienne.

Sentiment combattif. Il nous est permis de penser qu'une fois que les Canadiens ressentent la menace comme l'auraient ressenti leurs ancêtres il y a 200 ans, ils seront réceptif à un appel à l'action. Plusieurs mesures gouvernementales semblent viser l'éveil d'un sentiment combattif chez les Canadiens ainsi qu'un passage à l'action. « Participez », invite le site gouvernemental « 1812 ». Les reconstitutions historiques sont probablement les événements qui parviennent le mieux à faire revivre aux Canadiens d'aujourd'hui les batailles menées par les combattants de 1812, éveillant ainsi leur sentiment combattif en imitant leurs ancêtres. Pour rejoindre les plus jeunes, le gouvernement crée une application mobile qui raconte l'histoire d'une simple famille du Haut-Canada, les Loxley, dans le but qu'ils vivent (du moins, virtuellement) à leur tour ces événements.

Sentiment de fierté. Finalement, en apprenant les résultats de la guerre, soit la victoire du camp canadien, il est attendu de la population qu'elle ressente de la fierté. « Le 200e anniversaire de la guerre de 1812 est l'occasion pour tous les Canadiens d'exprimer la fierté que leur inspirent leurs traditions et leur histoire » dit le ministre James Moore à l'occasion du lancement des activités du bicentenaire (2012). Il est attendu « certaines activités ont incité les Canadiens à participer activement (p. ex., des reconstitutions historiques et des expositions de musée), alors que d'autres (comme la campagne publicitaire) constituaient des

approches plus passives dans la tentative d'engager les Canadiens. (Patrimoine canadien, 2015 : 30) » Néanmoins, toutes les sources consultées évoquent d'une quelconque manière la victoire du camp canadien. Il est difficile de penser qu'un tel accent sur la réussite et le succès n'a pas pour but d'engendrer un sentiment de fierté dans la population canadienne. Rappelons qu'une source interne citée dans le rapport d'évaluation affirme même que « la création d'un sentiment de fierté et d'appartenance au Canada [...] représentait la véritable nature de la composante de subventions et contributions. (Patrimoine canadien, 2015 : 30) » La perspective canadienne présentée dans l'exposition du Musée de la guerre est résumée ainsi : « Pour les Canadiens et les Canadiennes, la guerre de 1812, c'est d'avoir réussi à défendre une petite colonie contre les attaques d'un voisin beaucoup plus imposant. (2018) » Dans la série documentaire « 1812 : Le baptême de feu », c'est également sur un ton résolument victorieux que Salaberry déclare avoir réussi à repousser les Américains « by my little batch of soldiers... all of them Canadians! (McDonald, 2012 : 17:00) » Il nous semble qu'un public quelque peu attentif ou intéressé ressentira lui aussi cette fierté par association.

L'éthos. Suite à la transposition au présent et au futur des émotions dégagées par l'ancrage, qui est par définition un événement du passé, l'éthos se dessine comme un ensemble d'idées, d'aspirations, de valeurs. Ce passage peut se faire par un mouvement de continuité ou encore d'opposition. Dans le cas qui nous intéresse, l'éthos est en continuité avec les sentiments dégagés par les commémorations de la guerre de 1812. Nous avons vu que le récit du gouvernement Harper aborde cette guerre de manière positive et, conséquemment, l'éthos qu'il est censé consolider est également positif. Bouchard note que, de manière générale « dans les sociétés comme la Russie, l'Australie, le Canada anglais, les États-Unis et la Grande-Bretagne, c'est un éthos unanimement triomphant qui a prévalu. (2014 : 84) » Donc, suite à la guerre de 1812, un événement qui se veut au final une source de fierté pour les

Canadiens, le gouvernement véhicule principalement trois idées, qui correspondent aux trois mythes étudiés : les Canadiens sont une nation combattante, ils ont une histoire riche et ancienne, ils sont fidèles à leur héritage britannique. Ces idées constituent le message principal du gouvernement Harper, dont il a été question dans la précédente section.

Il est intéressant de noter que lors des anniversaires précédents, le gouvernement canadien avait choisi de commémorer la paix qui dure depuis la fin de la guerre de 1812, plutôt que sur le conflit lui-même (Mackenzie, 2012 ; Dorion-Soulié et Roussel, 2013). On voit donc qu'un même événement (ancrage) peut donner naissance à plusieurs éthos différents, ce qui confirme la théorie de Bouchard selon lequel le mythe est construit en fonction d'un récit et d'un message bien précis. Les conclusions à tirer d'un événement historique ne vont pas d'elles mêmes, elles sont le résultats d'une interprétation. Il n'est pas anodin que les Conservateurs choisissent de mettre l'accent sur la guerre. En 2012, le gouvernement Harper célèbre le bicentenaire d'une guerre et non d'une paix. Nous voyons encore une fois le changement de paradigme voulant que le Canada soit une nation guerrière plutôt qu'une nation pacifique. Comme le constate Turenne Sjolander, « [t]he advantage of the War of 1812 as part of a new national narrative was that not only would it allow the government to begin to recast the place of the war (and of war more generally) in Canadian popular history, it would do so in and against a particular context — that of Canadian internationalism — long identified with the Liberal Party of Canada. (2014 : 155) » Bref, le récit conservateur sur la guerre de 1812 vise à défaire le Canada de son image libérale, au profit d'une identité plus conservatrice, s'appuyant sur l'armée, l'histoire et la britannicité, comme nous venons de le présenter en analysant du contenu créé et financé par le gouvernement Harper à cette occasion.

CONCLUSION

Pendant sa décennie au pouvoir, Stephen Harper ne s'est pas contenté d'implanter des politiques conservatrices. Au delà de l'idéologie conservatrice propre à son parti, le gouvernement Harper a également œuvré dans le domaine identitaire. Cet abandon apparent de l'identité canadienne façonnée par les Libéraux au profit d'une nouvelle identité plus conservatrice nous a paru digne d'intérêt. Ainsi, nous nous sommes posés la question de savoir comment le gouvernement Harper a cherché à transformer les mythes nationaux canadiens pendant sa décennie au pouvoir. Au terme de nos lectures préliminaires, nous avons proposé comme hypothèse que le gouvernement conservateur de Stephen Harper a tenté d'ériger trois mythes nationaux d'orientation conservatrice trouvant leur source dans son interprétation de la guerre de 1812. Le premier mythe est que le Canada est une nation guerrière avec un riche passé militaire. Le second est que l'histoire nationale canadienne est longue et remonte à un passé lointain. Le troisième est, finalement, qu'une part importante de l'identité canadienne repose sur son héritage britannique. Nous supposons que ces nouveaux mythes nationaux s'opposaient à l'identité canadienne libérale. Seul élément de « permanence », la redéfinition conservatrice a la particularité de continuer à définir la nation canadienne dans sa distinction avec la nation américaine des États-Unis. Pour vérifier cette hypothèse, nous avons procédé à une analyse de contenu de documents émis ou financés par le gouvernement Harper dans le cadre des commémorations de la guerre de 1812. Notre interprétation était guidée méthodologiquement par la théorie des mythes sociaux de Gérard Bouchard (2014), particulièrement sur ce qu'il appelle le processus de mythification.

Au terme de notre étude, nous estimons avoir partiellement confirmé notre hypothèse de départ. Les documents que nous avons retenus et analysés nous semblent valoriser une

conception de l'identité canadienne considérablement différente de celle érigée par les Libéraux. En commémorant la guerre de 1812 comme un moment fondateur du Canada, le gouvernement Harper a célébré son passé dans une perspective d'histoire longue. Nos observations rejoignent sur ce point celles de Boily (2013) et de Parenteau (2014). En ce qui a trait au mythe de la « nation guerrière », le récit de 1812 nous a paru mettre de l'avant une auto-perception militaire des Canadiens, cette identité se conjuguant au passé comme au présent. Comme nous l'avons indiqué, le choix de célébrer la *guerre* de 1812 et non pas la *paix* qui dure depuis 200 ans représente davantage qu'un simple choix politique puisqu'il constitue un changement de paradigme. Nous rejoignons donc à cet égard l'analyse de Dorion-Soulié et Roussel (2013). Ces chercheurs estiment que les commémorations de la guerre de 1812 par le gouvernement Harper constituent une réinterprétation de l'histoire militaire canadienne dans le but de redéfinir l'identité nationale. Finalement, les documents que nous avons analysés mettent en valeur la part britannique de l'identité canadienne, conclusion à laquelle Turenne Sjolander (2014) est également arrivée. Nous avons cependant été surpris de constater que le récit conservateur conjugue la britannicité canadienne à sa diversité. Nous nous attendions à ce que la diversité soit absente des commémorations de 1812 ou à ce qu'elle soit présentée de manière superficielle uniquement. Or, il se trouve que la diversité est l'un des éléments centraux du message conservateur à l'occasion des célébrations de 2012. Ce motif de la diversité est cependant circonscrit et pour ainsi dire guidé par celui d'une culture commune, dont fait partie l'héritage britannique. Cela nous amène à nous ranger avec Parenteau (2014) qui affirme que Harper a opéré une diminution de la portée symbolique du multiculturalisme en tant que modèle de gestion de la diversité.

Nous reconnaissons cependant que les résultats de notre recherche demeurent limités quant à leur portée. D'abord, les commémorations de la guerre de 1812 ne constituent qu'un seul

élément du projet de transformation identitaire du gouvernement Harper. Il s'agit certes d'un événement important, une célébration qui a duré trois ans et qui a été généreusement financée, mais il n'est pas pour autant possible, pour offrir un portrait exhaustif, de négliger les nombreuses autres mesures comme les changements toponymiques, l'affichage des portraits de la Reine, le nouveau guide d'éducation à la citoyenneté, le Jubilé de la Reine et bien d'autres encore. Il donc faut être prudent avec la portée que nous donnons aux résultats de notre recherche, qui demeure une étude de cas. Nous constatons cependant que nos conclusions correspondent aux observations de chercheurs ayant étudié d'autres aspects du *nation-building* conservateur, que ce soit dans les domaines de la politique canadienne ou des relations internationales (ces études ont été présentées en introduction dans la revue de littérature).

Ensuite, nos résultats sont limités par le corpus de documents que nous avons retenus pour notre analyse de contenu. Ceux-ci nous paraissaient être les plus pertinents pour notre recherche puisqu'ils concernent directement les commémorations de la guerre de 1812. Néanmoins, dans le contexte d'une étude plus large sur les réformes identitaires sous le gouvernement Harper, il aurait été pertinent d'inclure d'autres contenus qui nous auraient permis de fonder nos résultats sur un échantillon empirique plus large. Un plus grand nombre de documents nous aurait également permis de procéder à une analyse de contenu quantitative, par laquelle nous aurions pu valider en retour les résultats de notre analyse qualitative. Notre recherche aurait alors bénéficié de méthodes mixtes.

Finalement, il aurait été très enrichissant d'accéder à de la documentation interne au gouvernement Harper ou encore de conduire des entrevues avec des fonctionnaires ou du personnel politique. Ces ajouts nous auraient permis de procéder à une analyse des

documents externe beaucoup plus solide. Bref, nous reconnaissons que la validation de notre hypothèse repose essentiellement sur notre analyse de documents, laquelle représente évidemment un risque de biais de confirmation. Cependant, comme notre hypothèse avait été élaborée suite à des lectures préliminaires et que nous avons suivi la méthode de l'analyse de contenu, qui inclut la lecture et l'analyse systématique des documents, il nous semble que les limites présentées ici ne permettent pas de remettre entièrement en question les résultats auxquels nous sommes arrivés.

Nous estimons que notre thèse contribue aux connaissances sur le projet de redéfinition identitaire du gouvernement Harper en en présentant une vision plus large. Les trois mythes que nous avons étudiés sont généralement abordés par des chercheurs de différents domaines, dans des études séparées. La militarisation du Canada a suscité beaucoup d'intérêt chez les chercheurs en relations internationales, comme en témoignent deux dossiers récents de la revue *Études internationales*, « Antimilitarisme et militarisation au Canada et au Québec. Tendances actuelles et perspective historiques » publié en 2013 et « Le tournant néoconservateur de la politique étrangère canadienne sous Stephen Harper : conceptualisation et études de cas » publié en 2014. Les questions liées à la britannicité, la diversité et au multiculturalisme ont plutôt été abordées par les chercheurs de politique canadienne. Tandis que l'histoire longue, sans grande surprise, a davantage préoccupé les historiens, qui ont consacré un numéro de la revue *Labour/Le Travail* à ce thème en 2014, « History Under Harper ». Seules quelques études abordent deux ou trois de ces sujets conjointement et substantiellement (Dorion-Soulié et Roussel, 2013 ; Parenteau, 2014 ; Turenne Sjolander, 2014 ; Boily, 2013, 2015b). Notre recherche a donc contribué à approfondir les liens qui unissent les différents aspects de la « fabrique identitaire » du gouvernement Harper. Comme nous l'avons indiqué, le récit des Conservateurs sur la guerre

de 1812 rassemble et articule les trois mythes, ce qui leur permet de se renforcer mutuellement. Nous proposons donc une vision globale plutôt qu'une approche en silo.

La contribution principale de notre thèse consiste, cependant, en notre application de la théorie des mythes sociaux de Gérard Bouchard. Si l'ouvrage *Raison et déraison du mythe* ne manque pas d'exemples, leur continuité fait peut-être défaut. En changeant souvent d'exemples pour illustrer les différents éléments de sa théorie, Bouchard donne parfois l'impression au lecteur que ses explications peuvent s'appliquer à divers mythes dans diverses situations, mais qu'il ne s'agit pas nécessairement d'une théorie unifiée permettant de rendre compte du phénomène dans sa totalité. En mobilisant son approche pour les fins de notre recherche, nous confirmons que la théorie de Bouchard sur les mythes sociaux s'applique bel et bien dans le domaine empirique. En effet, comme nous l'avons indiqué, les actions du gouvernement Harper dans le domaine identitaire semblent correspondre aux différentes étapes du processus de mythification. Même les autres éléments de la théorie de Bouchard que nous n'avons pas développé dans la présente thèse, comme les conditions d'efficacité des mythes, leur structure pyramidale et même leur définition, permettent de rendre compte intégralement du phénomène étudié. Ainsi, comme cela avait été le cas pour McLaughlin (2014), la théorie de Bouchard se trouve confirmée par notre étude empirique. Par ce fait, notre thèse contribue à la fois à la littérature existante sur les réformes identitaires du gouvernement Harper, et aux recherches portant sur les mythes nationaux et les imaginaires collectifs.

Après avoir mis en lumière le projet de transformation identitaire des Conservateurs, la question du succès ou de l'échec de leur entreprise demeure. Pour reprendre les termes de Bouchard, nous pouvons maintenant nous demander si les trois mythes étudiés ont atteint le

stade de la sacralisation. Nous avons annoncé au troisième chapitre que nous reviendrions sur cette étape ultime du processus de mythification. Dans son rapport d'évaluation, le Ministère du Patrimoine canadien n'hésite pas à qualifier de réussite le bicentenaire de la guerre de 1812, puisqu'il « a permis aux Canadiens d'approfondir leurs connaissances des moments et des événements associés à l'histoire de la guerre de 1812. (2015 : 39) » On peut également y lire que « la Commémoration de 1812 a appuyé la réalisation de l'un des objectifs stratégiques du PCH, notamment "les Canadiens partagent, expriment et apprécient leur identité canadienne". (2015 : 15) » Des analystes comme Frenette se montrent moins optimistes : « However, if various opinion polls are to be believed, it appears that the population has to date remained cold to the effort to reconceive and rebuild Canadian identity along conservative lines. (2014 :64) » Nos impressions penchent également de ce côté.

Cependant, même si la population canadienne témoignait d'un savoir approfondi sur cet événement historique, cela n'impliquerait pas nécessairement l'adoption du message choisi et diffusé par le gouvernement conservateur. De même, le rapport d'évaluation ne précise pas quelle identité canadienne est partagée, exprimée et appréciée. Les Canadiens s'estiment-ils désormais être une nation guerrière? Apprécient-ils davantage leur héritage britannique et leur histoire longue? Bouchard estime que les mythes conservateurs n'ont pas atteint la sacralisation et ne risquent pas de l'atteindre.

Mais l'obstacle principal réside dans une contradiction qui semble vicier le cœur du projet. En effet, l'un de ses objectifs principaux est de montrer que les Canadiens ont été capables de donner sur le terrain des armes une leçon à leurs voisins du Sud. Or, le pacifisme est justement l'un des traits à partir desquels les Canadiens anglais nourrissent leur sentiment de différence et de supériorité morale face aux Américains qu'ils se plaisent à dépeindre comme violents et militaristes. Dans ces conditions, on ne se surprend pas que l'empreinte pénètre difficilement l'imaginaire. (2014 : 134)

Bouchard fait ici référence à l'absence d'effet de levier dans le récit de la guerre de 1812 proposé par les Conservateurs. Ce que le sociologue appelle « l'effet de levier », ou aussi « le parasitage », est l'idée que les mythes sont plus efficaces s'ils parviennent à s'appuyer sur un mythe ou des symboles déjà établis (Bouchard, 2014 : 145). Un exemple réussi d'un tel effet de levier serait le renforcement mutuel entre le multiculturalisme et l'internationalisme qui peuvent être vus, comme nous l'avons présenté dans le second chapitre, comme deux faces d'une même posture. À l'opposé, le passage du pacifisme au militarisme qui semble avoir été souhaité par le gouvernement Harper présente une rupture trop forte pour opérer une transition. L'effet de levier n'est qu'une des conditions d'efficacité du mythe développées par Bouchard dans *Raison et déraison du mythe*. Celle-ci figure parmi une liste de conditions qui contribuent à l'établissement et la durabilité des mythes. Bien que ces conditions soient au nombre de seize, Bouchard précise que « l'éventail des conditions d'efficacité d'un mythe est très large et il est rare qu'un mythe les remplisse pleinement. (2014 : 152) » Conséquemment, lorsque trop peu de conditions sont remplies, il n'est pas étonnant qu'un mythe soit inefficace, pour reprendre les termes de l'auteur. Cela semble bien être le cas de la tentative de mythification du gouvernement Harper.

Une autre condition d'efficacité faisant défaut est ce que Bouchard appelle « la pertinence ». En effet, il nous semble que les Conservateurs ont tenté de répondre à un problème qui ne se faisait que très peu sentir au sein de la population. Contrairement au Canada des années 1950 et 1960 en plein hiatus identitaire au moment du délitement de l'Empire britannique, le Canada des années 2000 ne nous semble pas insatisfait de sa définition nationale appuyée, comme nous l'avons vu, sur les mythes nationaux d'abord proposés sous les Libéraux. Après la Deuxième Guerre mondiale et l'essoufflement de l'Empire britannique, les Canadiens cherchent à redéfinir leur identité autour de symboles proprement *canadiens*. La mythification

libérale répond alors à un grand besoin et à des questions pressantes. Au moment où Stephen Harper revient en politique, les problèmes nationaux du Canada nous semblent davantage axé sur la question constitutionnelle et la menace du souverainisme québécois que sur la définition de l'identité canadienne. Si l'on se fie aux sondages annuels réalisés par le Dominion Institute et Historica Canada depuis 2005, les Canadiens ne semblent pas éprouver de malaise identitaire ou de remise en question de leur nationalité.

À l'opposé, Boily n'hésite pas à qualifier les années Harper comme « [u]ne décennie de pouvoir qui a changé le Canada », allant jusqu'à affirmer que « l'ensemble n'en finit pas moins par façonner, au fil du temps, un pays différent d'une décennie à l'autre. (2015 : 46 et 51) » Déjà en 2013, il affirmait que le gouvernement Harper avait apporté « [d]es changements en profondeur » : « [l]es conservateurs ont également avancé d'autres mesures qui ont eu pour effet de changer la façon de concevoir le Canada, et ce, dans un sens plus conservateur. (Boily, 2013 : 194 et 203) » Dans son ouvrage *La droite en Alberta*, Boily estime que les principales transformations apportées par Harper et son équipe sont l'unité de la droite, le renforcement de la loi et l'ordre, des modifications politico-institutionnelles (réduction de la taille de l'État, augmentation du pouvoir exécutif) et des transformations identitaires (2013 : 194-205). Ces dernières sont les trois mythes dont nous avons parlé, soit l'importance de l'héritage britannique (Boily nomme l'attachement à la monarchie), de l'histoire longue et la militarisation de la société canadienne. Il fait d'ailleurs référence aux commémorations de la guerre de 1812, qu'il voit comme une manière pour les Conservateurs d'aborder « le récit national canadien dans un sens plus traditionnel (Boily, 2013 : 204) ». Un autre changement identitaire dont parle Boily est l'accueil des immigrants sous la gouverne des Conservateurs. Il note que l'accent est mis sur l'intégration des immigrants à la société canadienne et leur adoption des valeurs occidentales.

En somme, le gouvernement conservateur a saisi l'occasion en 2012 de célébrer grandement le bicentenaire de la guerre de 1812. Les commémorations organisées visaient à transmettre un message composé de trois idées principales, touchant à l'identité et l'histoire canadienne. En qualifiant cet événement de « fondateur », les Conservateurs ont cherché à ce que les Canadiens s'identifient aux participants de cette guerre, s'étant battu pour la Couronne britannique contre les envahisseurs américains. Ce récit, par transposition, fait des Canadiens d'aujourd'hui un peuple respectueux de son histoire – surtout militaire – et de son héritage britannique. Harper et son équipe ont tenté d'ériger ces idées en mythes nationaux, comme nous venons de l'étudier en nous appuyant sur le processus de mythification développée par Bouchard (2014). Nous doutons que leur entreprise ait été un succès, mais le futur pourrait se révéler autre. Après tout, Harper était connu pour son travail incrémentaliste, opérant un grand nombre de petits changements selon une approche axée sur le long terme (Flanagan, 2007). Ainsi, il n'est pas exclu que les transformations espérées s'accomplissent dans les prochaines années. Bouchard conclut également que les mythes libéraux sont « peut-être en train de se défaire sous l'effet des politiques du gouvernement Harper (militarisation, restauration des symboles monarchiques, coupes dans les politiques sociales, refus de resserrer le contrôle des armes à feu, essor du conservatisme religieux, etc.). Mais il faut se garder de conclure hâtivement ; il faudra plus de temps pour déterminer si on se trouve devant un écart de passage ou une tendance lourde. (2014 : 171) »

Il demeure que certains événements politiques des dernières années semblent confirmer l'échec de la sacralisation des mythes conservateurs. Nous avons mentionné précédemment que la transformation espérée de l'identité canadienne était liée à des objectifs électoraux de la part du Parti conservateur. Or, l'élection de Trudeau en 2015 pourrait indiquer que les mythes découlant de la guerre de 1812 n'ont pas collé, malgré les dix ans au pouvoir de

Harper. Si les Canadiens ont effectivement maintenu leur identité plutôt libérale, le PLC a toutes les chances de conserver sa position hégémonique au pouvoir. Nous remarquons aussi que l'histoire n'a pas été au cœur des célébrations du 150^e anniversaire du Canada en 2017, alors que cet événement aurait été une occasion plus qu'excellente pour célébrer l'histoire canadienne. Une telle omission s'explique par le fait que l'identité canadienne libérale – créée par Trudeau père, célébrée par Trudeau fils – a peu à voir avec la fondation du pays en 1867 (Bédard, 2017). Cela n'est pas sans rappeler le Centième anniversaire de la Confédération et l'Expo 67, dont nous avons parlé dans le second chapitre. Bref, bien que les Canadiens soient peut-être plus informés sur la guerre de 1812 aujourd'hui, cela ne semble pas avoir affecté leur imaginaire collectif au point de transformer leur identité nationale, tel que l'aurait souhaité le gouvernement Harper. Non seulement nous ne savons quand les Conservateurs reprendront le pouvoir, mais nous ne pouvons supposer qu'ils tenteront de poursuivre ce projet de redéfinition nationale entamé sous Harper, ce qui lui confère des résultats d'autant plus mitigés.

BIBLIOGRAPHIE

- Abu-Laban, Yasmeeen (2010). « Reform by Stealth: the Harper Conservatives and Canadian Multiculturalism » dans Jebwab, Jack (dir.), *The Multiculturalism Question. Debating Identity in 21st-Century Canada*, Montréal-Kingston : McGill-Queen's University Press, p. 149-172
- Anderson, Benedict (1996 [1983]). *L'imaginaire national*. Paris : Éditions La Découverte.
- Austen, Ian (2012). « Canada Highlights War of 1812, Casting U.S. as Aggressor ». *New York Times*, consulté en ligne le 18 mars 2018 : <https://www.nytimes.com/2012/10/08/world/americas/canada-highlights-war-of-1812-casting-us-as-aggressor.html>
- Balthazar, Louis (2013). *Nouveau bilan du nationalisme au Québec*. Montréal : VLB éditeur.
- Beudet, Marc (1967). « Le pavillon du Canada », Office national du film, 19 minutes.
- Bédard, Éric (2017). « De 1867 à 1982, quel Canada célébrer en 2017? ». *Argument*, 19 (2) : p. 93-100.
- Behiels, Michael (2010). « Stephen Harper's Rise to Power: Will His "New" Conservative Party Become Canada's "Natural Governing Party" of the Twenty-First Century? ». *American Review of Canadian Studies*, 40 (1) : p. 118-145.
- Berry, John W. (2013). « Research on multiculturalism in Canada ». *International Journal of Intercultural Relations*, 37 : p. 663- 675.
- Berton, Pierre et James Marsch (2012). « Guerre de 1812 ». *Encyclopédie canadienne*, consulté en ligne le 23 mars 2018 : www.encyclopediecanadienne.ca/fr/article/guerre-de-1812/
- Bibliothèque et Archives Canada (1971). *Canada. Parlement. Chambre des communes. Débats*, 28^e Parlement, 3^e session, tome 8 (8 octobre 1971): 8545-8548.
- Bibliothèque et Archives Canada (1988). *Statuts du Canada. Loi sur le maintien et la valorisation du multiculturalisme au Canada*. SC 36-37 Elizabeth II, Volume 1, Chapitre 31.
- Billig, Michael (1995). *Banal nationalism*. London : Sage Publications.
- Blake, Raymond (2012). « A new Canadian dynamism? From multiculturalism and diversity to history and core values ». *British Journal of Canadian Studies*, 26 (1) : p. 79-103.
- Boily, Frédéric (2009). « Un néoconservatisme à la canadienne? Stephen Harper et l'École de Calgary? » dans Cardinal, Linda et Jean-Michel Lacroix. *Le conservatisme. Le Canada et le Québec en contexte*. Paris : Presses Sorbonne nouvelle.
- Boily, Frédéric (2013). *La droite en Alberta : d'Ernest Manning à Stephen Harper*. Québec : Presses de l'Université Laval.

- Boily, Frédéric (2014). « Les conservateurs et l'identité canadienne de 1995 à aujourd'hui » dans Castro-Rea, Julian et Frédéric Boily. *Le fédéralisme selon Harper. La place du Québec dans le Canada conservateur*. Québec : Presses de l'Université Laval, p. 85-112.
- Boily, Frédéric (2015). « Une décennie de pouvoir qui a changé le Canada ». *Liberté*, 309 : p. 46-51.
- Boily, Frédéric (2016). *Stephen Harper. La fracture idéologique d'une vision du Canada*. Québec : Presses de l'Université Laval.
- Boily, Frédéric et Donald Ipperciel (2013). *D'une nation à l'autre : discours nationaux au Canada*. Québec : Presses de l'Université Laval.
- Bouchard, Gérard (2011). « Qu'est-ce que l'interculturalisme ? ». *Revue de droit de McGill*, 56 (2) : p. 395-468.
- Bouchard, Gérard (2014). *Raison et déraison du mythe. Au cœur des imaginaires collectifs*. Montréal : Boréal.
- Brewster, Murray (2012). « War Of 1812 Poll Finds That, Despite Ad, Canadians Have No Clue About Conflict », *Huffington Post*, consulté en ligne le 3 avril 2018 : https://www.huffingtonpost.ca/2012/08/28/war-of-1812-ad-canada_n_1837244.html.
- Brimelow, Peter (1986). *The Patriot Game*. Standard : Hoover Institution Press.
- Cardinal Linda et Jean-Michel Lacroix (2009). *Le conservatisme. Le Canada et le Québec en contexte*. Paris : Presses Sorbonne nouvelle.
- Cardinal, Linda et Jean-Michel Lacroix (dir.) (2009). *Le conservatisme. Le Canada et le Québec en contexte*. Paris : Presses Sorbonne nouvelle.
- Cardinal, Linda, Helaina Gaspard et Rémi Léger (2015). « The Politics of Language Roadmaps in Canada: Understanding the Conservative Government's Approach to Official Languages ». *Revue canadienne de science politique*, 48 (3) : p. 577-599.
- Caron, Jean-François (2014). *Affirmation identitaire du Canada : politique étrangère et nationalisme*. Montréal : Athéna Éditions.
- Caron, Jean-François et Guy Laforest (2009). « Canada and Multinational Federalism : From the Spirit of 1982 to Stephen Harper's Open Federalism ». *Nationalism and Ethnic Politics*, 15 (1) : p. 27-55.
- Castonguay, Alec (2012a). « Stephen Harper : "Je suis un étapist" ». *L'Actualité*, consulté en ligne le 25 novembre 2016 : <http://www.lactualite.com/politique/stephen-harper-je-suis-un-etapiste/>
- Castonguay, Alec (2012b). « L'héritage de 1812 ». *L'Actualité*, consulté en ligne le 18 mars 2018 : <http://lactualite.com/societe/2012/10/02/lheritage-de-1812/>

- Castonguay, Alec (2012c). « La face cachée du plan Harper ». *L'Actualité*, consulté en ligne le 15 septembre 2015 : <http://lactualite.com/politique/la-face-cachee-du-plan-harper/>
- Castonguay, Alec (2012d). « Jason, Le missionnaire de Harper ». *L'Actualité*, 37 (20) : p. 33-43.
- Castro-Rea, Julian et Frédéric Boily (dir.) (2014). *Le fédéralisme selon Harper. La place du Québec dans le Canada conservateur*. Québec : Presses de l'Université Laval.
- Champion, Christian (2010). *The Strange Demise of British Canada. The Liberals and Canadian Nationalism, 1964-1968*. Montréal et Kingston : McGill-Queens University Press.
- Champion, Christian (2014). « The War that Created Canada », *National Post*, consulté en ligne le 12 février 2018 : <http://nationalpost.com/opinion/c-p-champion-the-war-that-created-canada>
- Cornut, Jérémie (2013). « Introduction : Antimilitarisme et militarisation au Canada et au Québec : état des lieux et tour d'horizon théorique ». *Études internationales*, 44 (3) : p. 337-358.
- Dépelteau, François (2000). *La démarche d'une recherche en sciences humaines. De la question de départ à la communication des résultats*. Québec : Presses de l'Université Laval.
- Dorion-Soulié, Manuel et Stéphane Roussel (2013). « Réinterprétation de l'histoire militaire et redéfinition de l'identité nationale ». *Études Internationales*. 44 (3) : p. 387-408.
- Flanagan, Tom (2007). *Harper's Team. Behind the Scenes in the Conservative Rise to Power*. Montréal et Kingston : McGill-Queens University Press.
- Frenette, Yves (2014). « Conscripting Canada's Past : The Harper Government and the Politics of Memory », *Canadian Journal of History*, 49 : p. 49-65.
- Gagnon, Alain-G. (2015). « Le Canada sous la gouverne de Stephen Harper: un bilan mitigé », consulté en ligne le 25 novembre 2016 : <https://uqam.academia.edu/AlainGGagnon>.
- Gellner, Ernest (1983). *Nations and Nationalism*. Ithaca : Cornell University Press.
- Gobeille-Paré, Léa-Maude (2013). *Les assises idéologiques du projet conservateur de Stephen Harper, mémoire de maîtrise*, Département de science politique, Université de Montréal.
- Gouvernement du Canada (2018a). « La guerre de 1812 », adresse originale : 1812.gc.ca. Les pages archivées de 2011 à 2013 ont été consultées en ligne entre le 1^{er} et 30 avril 2018 via Wayback Machine : <https://web.archive.org/web/20130628004518/http://1812.gc.ca/>
- Gouvernement du Canada (2018b). « Monument de la guerre de 1812, Triomphe grâce à la diversité », consulté en ligne le 2 mai 2018 : <https://www.canada.ca/fr/patrimoine-canadien/services/art-monuments/monuments/guerre-1812.html>
- Gouvernement du Canada (2018c). « La lutte pour le Canada », publicité télévisuelle consultée en ligne le 3 octobre 2017 : www.youtube.com/watch?v=s4i_qe9W6Dk

- Granatstein, Jack (1998). *Who Killed Canadian History?* New York : Harper Collins.
- Granatstein, Jack (2004). *Who Killed the Canadian Military?* New York : Harper Collins.
- Grant, George (1965). *Lament for a Nation. The Defeat of Canadian Nationalism.* Montréal et Kingston : McGill-Queen's University Press.
- Hébert, Chantal (2007). *French Kiss. Le rendez-vous de Stephen Harper avec le Québec.* Montréal : Les Éditions de l'Homme.
- Henderson, Robert (2013). « The Myth of the 'Militia Myth' ». *Dorchester Review*, consulté en ligne le 23 février 2018 : <https://www.dorchesterreview.ca/blogs/news/79434113-the-myth-of-the-militia-myth-news>
- Historica Canada (2017). « Remembrance Day Press Release », consulté en ligne le 28 novembre 2017 : <https://www.historicacanada.ca/sites/default/files/PDF/Historica-Canada-2017-Remembrance-Day-Poll-Factum.pdf>
- Hobsbawm, E. J. (1990). *Nations and Nationalism Since 1780: Programme, Myth, Reality.* Cambridge : Cambridge University Press.
- Horowitz, Gad (1966). « Conservatism, Liberalism, and Socialism in Canada: An Interpretation ». *Revue canadienne d'économie et de science politique*, 32 (2) : p. 143-171
- Igartua, José (2006). *The Other Quiet Revolution: National Identities in English Canada, 1945-71.* Vancouver : UBC Press.
- Ignatieff, Michael (1993). *Blood and Belonging. Journeys in the New Nationalism.* New York : Farrar, Straus and Giroux.
- Jedwab, Jack (2013). « Les peuples et les événements fondateurs : Opinions quelque peu différentes entre l'Est et l'Ouest ». *Association d'études canadiennes*, consulté en ligne le 11 avril 2018 : [www.acs-aec.ca/pdf/polls/Les peuples et les evenements fondateurs.pdf](http://www.acs-aec.ca/pdf/polls/Les%20peuples%20et%20les%20evenements%20fondateurs.pdf)
- Johnson, William (2005). « Stephen Harper and the Future of Canada ». Toronto : Douglas Gibson Books.
- Kallmann, Helmut (2014). « National and Royal Anthems », *The Canadian Encyclopedia*, consulté en ligne le 7 mai 2018 : <http://www.thecanadianencyclopedia.ca/en/article/national-and-royal-anthems-emc/>
- Kohn, Hans (1944). *The Idea of Nationalism.* New York : The Macmillan Company.
- Kymlicka, Will (2001). *Politics in the Vernacular. Nationalism, Multiculturalism, and Citizenship.* Oxford : Oxford University Press.
- Lagassé, Philippe, Justin Massie et Stéphane Roussel (2014). « Le néoconservatisme en politiques étrangère et de défense canadiennes » dans Castro-Rea, Julian et Frédéric Boily.

- Le fédéralisme selon Harper. La place du Québec dans le Canada conservateur.* Québec : Presses de l'Université Laval, p. 49-81.
- Le Deuff, Olivier (2015). *Compte rendu de l'atelier « pour une histoire longue des humanités digitales »*. Consulté en ligne le 20 décembre 2017 : <https://tcp.hypotheses.org/1019>
- Le Devoir (2012). « Un concours de dessins sur le thème de la guerre 1812 ». *Le Devoir*, consulté en ligne le 5 mai 2018 : <https://www.ledevoir.com/politique/canada/339693/un-concours-de-dessins-sur-le-theme-de-la-guerre-1812>
- Létourneau, Jocelyn (2014). « L'identité canadienne refaçonnée? ». *Labour/Le Travail*, 73 : p. 225-227.
- Lipset, Seymour Martin (1990). *Continental Divide: The Values and Institutions of the United States and Canada*. New York and London : Routledge
- Livernois, Jonathan (2012). « 1812, année érotique ». *Liberté*, 54 (1) : p. 21-23.
- Lucardie, Paul (2009). « L'évanouissement du « toryisme » canadien : les programmes du Parti conservateur de 1993 à 2006 » dans Cardinal Linda et Jean-Michel Lacroix (2009). *Le conservatisme. Le Canada et le Québec en contexte*. Paris : Presses Sorbonne nouvelle.
- Mackenzie, Hector (2012). « Memory, Myth and Rhetoric: The War of 1812 and Canada's Inter-War Diplomacy (1919-1939) ». *Canadian Issues/Thèmes Canadiens*, p. 22-25.
- Magna Carta Canada (2015). « La Magna Carta au Canada pour célébrer son 800e anniversaire », consulté en ligne le 2 mai 2018 : fr.magnacartacanada.ca/communiqu/
- Manent, Pierre (2001). *Cours familier de philosophie politique*. Paris : Tel Gallimard.
- Massie, Justin et Stéphane Roussel (2013). « The Twilight of Internationalism? Neoliberalism as an Emerging Dominant Idea in Canadian Foreign Policy » dans Smith, Heather A. et Claire Turenne Sjolander. *Canada in the World: Internationalism in Canadian Foreign Policy*, Don Mills : Oxford University Press, p. 36-52.
- Mathieu, Annie (2012). « Commémoration de la guerre de 1812: un conflit, deux versions ». *Le Soleil*, 17 juin 2012, consulté le ligne le 5 mars 2018 : <https://www.lesoleil.com/actualite/commemoration-de-la-guerre-de-1812-un-conflit-deux-versions-9052edc3422383519518e58971895bd0>
- McDonald, Alix (2012). « 1812 : Forged in Fire », High Fidelity HDTV Media, 6 épisodes, 23 minutes.
- McKay, Ian and Jamie Swift (2014). *Warrior Nation: Rebranding Canada in an Age of Anxiety*. Toronto : Between the Lines.
- McLaughlin, Gilbert (2014). « Imaginaires collectifs : le récit du mythe du Grand Dérangement dans l'imaginaire acadien ». Thèse de maîtrise, département d'études politiques, Université d'Ottawa.

- McRoberts, Kenneth (1997). *Misconceiving Canada. The Struggle for National Unity*. Don Mills : Oxford University Press Canada.
- Moore, James (2012). « Lancement officiel des activités de commémoration du 200e anniversaire de la guerre de 1812 », Patrimoine canadien, page archivée consultée en ligne le 12 avril 2018 : <https://web.archive.org/web/20130807180442/http://www.pch.gc.ca/ra/1342616885503>
- Morin, David (2013). « Le côté obscur de la force : l'unité nationale, victime collatérale de la "nation guerrière" de Stephen Harper ? ». *Études internationales*, 44(3) : p. 427-452.
- Morin, David et Stéphane Roussel (2014). « Autopsie de la politique étrangère de Stephen Harper: un examen préliminaire ». *Canadian Foreign Policy Journal*, 20 (1) : p. 1-8.
- Musée de la Banque du Canada (2018). « Série de 1986 : Les oiseaux du Canada », consulté en ligne le 15 décembre 2017 : <https://www.museedelabanqueducanada.ca/series-billets-banque-grand-complet/serie-de-1986-les-oiseaux-du-canada/>
- Musée de la guerre du Canada (2018). « 1812 : Exposition virtuelle », consulté en ligne le 16 avril 2018 : <https://www.museedelaguerre.ca/guerre-de-1812/>
- Nieguth, Tim et Tracey Raney (2017). « Nation-building and Canada's national symbolic order, 1993–2015 », *Nations and Nationalism*, 23 (1) : p. 87-108.
- Noël, Alain (2014). « History Under Harper: Leaving Québec, and Much Else, Outside Canada ». *Labour/Le Travail*, 73 : p. 210-212.
- Nossal, Kim Richard (2013). « The Liberal Past in the Conservative Present: Internalism in the Harper Era » dans Smith, Heather A. et Claire Turenne Sjolander. *Canada in the World: Internationalism in Canadian Foreign Policy*, Don Mills : Oxford University Press, p. 21-35.
- Özkirimli, Umut (2010). *Theories of Nationalism. A Critical Introduction*. New York : Palgrave MacMillan.
- Parenteau, Danic (2014). « La contribution du Parti conservateur au processus de "nation building" canadien », *Bulletin d'histoire politique*, 22 (2) : p. 251-270.
- Paris, Roland (2014). « Are Canadians still liberal internationalists? Foreign policy and public opinion in the Harper era ». *International Journal*, 69 : p. 274-307.
- Patrimoine canadien (2015). « Évaluation de la commémoration du bicentenaire de la guerre de 1812 juillet 2011 – mars 2014 », Direction des services d'évaluation, 66 pages.
- Piché, Claude-Armand (2012). « Guerre de 1812 et gouvernement canadien : beaucoup de bruit pour rien ». Association francophone pour l'avancement du savoir, *Découvrir Magazine*, consulté en ligne le 15 mars 2018 : <http://www.acfas.ca/publications/decouvrir/2012/10/guerre-1812-gouvernement-canadien-beaucoup-bruit-rien>

- Reform Party of Canada (1997). *Blue Book. Principles and Policies of The Reform Party of Canada*. 45 pages.
- Resnick, Philip (1994). *Thinking English Canada*. Toronto : Stoddard Publishing.
- Robert Henderson (2013). « The Myth of the 'Militia Myth' ». *The Dorchester Review*, consulté en ligne le 2 mars 2018 : <https://www.dorchesterreview.ca/blogs/news/79434113-the-myth-of-the-militia-myth-news>
- Rosenstal, Paul (2010). « Une histoire longue des migrations ». *Regards croisés sur l'économie*, 2 (8) : p. 74-80.
- Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada (2018). « Bicentenaire de la guerre de 1812 : Plans, Dépenses et Résultats », consulté en ligne le 18 mars 2018 : <https://www.tbs-sct.gc.ca/hidb-bdih/initiative-fra.aspx?Hi=123>
- Smith, Anthony D. (1991). *National Identity*, London : Penguin Books.
- Smith, Anthony D. (2010). *Nationalism : Theory, Ideology, History*, Cambridge : Polity Press.
- Tocqueville, Alexis de (1961 [1835]). *De la démocratie en Amérique I*. Paris : Folio, Gallimard.
- Tonon, Laura et Tracey Raney (2013). « Building a Conservative Nation: An Examination of Canada's New Citizenship Guide, Discover Canada », *Critique internationale*, 58 (1) : p. 19-34.
- Tremblay, Yves (2013). « L'imaginaire des petites guerres en Québec et en Canada », *Bulletin d'histoire politique*, 21 (2) : p. 184-197.
- Tremblay, Yves (2017). « Histoire d'une commémoration : la mémoire de 1812 du XIXe au XXIe siècle ». *Bulletin d'histoire politique*, 25 (2) : p. 36-62.
- Turenne Sjolander, Claire (2014). « Through the looking glass: Canadian identity and the War of 1812 ». *International Journal*, 69 (2) : p. 152-167.
- Winter, Elke (2011-2012). « L'identité multiculturelle au Canada depuis les années 1990 : de la consolidation à la mise en question », *Canadian Ethnic Studies*, 43-44 (3-1) : p. 35-57.